

Les Japonais et l'espace

Lentement mais sûrement, les Japonais s'acheminent vers une totale indépendance en matière spatiale. Par désir de rivaliser dans ce domaine avec les États-Unis et l'Europe, mais aussi par volonté de s'affranchir de toute tutelle dans le domaine aérospatial, comme ils l'ont fait déjà dans les secteurs stratégiques que sont l'électronique, l'informatique, l'énergie nucléaire ou les biotechnologies.

Avec le tir réussi, le jeudi 27 août - même s'il a eu lieu avec huit jours de retard sur le calendrier prévu - du nouveau lanceur H-1, l'agence spatiale japonaise, la NASDA, franchit une nouvelle étape dans sa conquête de l'espace. Car si les deux premiers étages de cette fusée avaient été lancés avec succès en août 1986 - ce qui avait permis aux Japonais de prouver leur maîtrise de la technique du moteur à hydrogène et oxygène liquides - jamais encore le H-1 n'avait été testé dans sa configuration définitive à trois étages.

Avec la mise au point de cette fusée, la NASDA et l'industrie spatiale japonaise peuvent se targuer d'avoir franchi un pas fondamental, puisque seul le premier étage du H-1 est de conception américaine, les deux autres, de même que le système de guidage, étant japonais. Il leur faudra cependant attendre 1992 pour mettre en service le premier modèle entièrement « made in Japan », le H-2, qui pourra entrer en compétition avec le lanceur européen Ariane-4 et les fusées classiques américaines. Alors, seulement, Tokyo pourra véritablement prendre sa place sur le marché des tirs commerciaux.

Mais, déjà, quel chemin parcouru depuis 1970, date du lancement d'un satellite de 24 kilogrammes entièrement réalisé sous tutelle américaine ! Que de progrès réalisés, aussi, depuis le tir des fusées de la première génération, N1 et N2, copies conformes des lanceurs américains Delta, et qu'en vertu des accords nippo-américains de 1969 les Japonais ne pouvaient utiliser qu'après avoir obtenu l'autorisation des États-Unis ! Un handicap important, d'autant que la Constitution, qui limite la capacité de défense nationale, prive l'industrie spatiale japonaise de la stimulation que constitue la demande de missiles militaires.

Où a cela ne tient pas ! Même si les Japonais « ont commencé tard et progressent lentement », comme ils le disent eux-mêmes, ils se donnent les moyens de réaliser leurs objectifs : depuis 1981, ils consacrent chaque année 110 milliards de yens au programme spatial, affiché parmi les priorités technologiques nationales. Car leurs ambitions dans l'espace ne se limitent pas aux seuls lanceurs. Les Japonais - qui ont déjà proposé de collaborer à la future station spatiale américaine et ont signé avec eux un accord les associant à l'initiative de défense stratégique (IDS) - envisagent aussi de mettre au point, au début du vingt et unième siècle, leur propre navette spatiale habitée, ainsi qu'une navette-cargo. Et ils ont déjà pris une belle avance pour ce qui est des applications spatiales comme l'élaboration d'antennes au sol, et leurs compétences en électronique, optique et télécommunications les destinent à prendre une place importante sur le marché des satellites.

C'est dire que l'industrie aérospatiale japonaise est en passe de faire sentir son poids sur la planète. Pour les dirigeants de Tokyo, ces progrès seront un signe de succès de leur politique d'indépendance nationale. Mais, pour l'heure, leur souci immédiat concerne le secteur aéronautique, et le développement d'un nouveau chasseur qu'ils souhaitent réaliser seuls. Il faudra attendre l'issue des discussions prévues dans les prochaines semaines entre Tokyo et Washington pour savoir s'ils parviennent à leurs fins.

Trente morts, des dizaines de blessés

Un nouveau putsch contre M^{me} Aquino a été maté aux Philippines

Un nouveau putsch, le plus sanglant depuis la chute de Ferdinand Marcos, a été maté aux Philippines dans la journée du vendredi 28 août. Des rebelles, appartenant à la faction militaire la plus dure, ont essayé, sans succès, de s'emparer du palais présidentiel à Manille. Les troupes demeurées fidèles à la présidente Aquino, dont le fils a été blessé, ont pris d'assaut les bâtiments et casernes occupés par les mutins dans la capitale et aux alentours.

Les premiers bilans faisaient état d'une trentaine de morts, pour la plupart des civils, et de dizaines de blessés. M^{me} Aquino s'est engagée à « punir les trahisons ». Washington, dès le début, avait condamné la rébellion.

MANILLE
correspondance

A 2 heures du matin, le vendredi 28 août, la capitale a été réveillée en sursaut par une série d'explosions et des rafales de tirs d'armes automatiques. Des soldats rebelles étaient en train de prendre d'assaut le palais présidentiel de Malacanang. Une heure plus tard, les mutins, dont on ignorait alors tout, se repliaient à l'est de Manille, sous les murs du camp Aguinaldo, quartier général des forces armées et siège du ministère de la défense. Derrière eux, aux portes de Malacanang, des centaines de douilles



vides et des grenades qui n'avaient pas explosé jonchaient le sol, couvert de sang. Il y avait des morts, civils et militaires. Des voitures étaient criblées de balles. Selon des témoins, les mutins avaient débouché en trombe,

tirant des rafales, d'abord en l'air, puis, pour une raison encore inexpliquée, droit dans la foule des curieux.

KIM GORDON-BATES.
(Lire la suite page 3.)

Soixante-dix missionnaires assassinés en cinq ans

Martyrs pour le temps présent

Mgr Oscar Romero, assassiné à San Salvador en 1983 devant l'autel où il célébrait la messe ; André Jarlan, prêtre français tué en 1984 par la police chilienne quadrillant, un soir de protestation à Santiago, le faubourg miséreux de La Victoria ; Jerzy Popieluszko, jeune prêtre polonais retrouvé mort dans la Vistule, en 1984 aussi, le corps affreusement mutilé ; le martyrologe moderne de l'Eglise catholique est loin d'être épuisé par ces noms connus.

L'exemple du Père Aristide, prêtre salésien d'Haïti, récemment visé, avec quatre spirituels étrangers, par une tentative

d'attentat, prouve à son tour qu'à un engagement social et politique plus marqué correspond une violence plus grande faite à des prêtres, à des missionnaires, à des religieux. Leur habit et leur croix ne les protègent pas. Au contraire, ils passent de plus en plus, dans certains pays pour des signes de provocation.

L'évangélisation n'a jamais été une tâche de tout repos, et chez tout missionnaire, dit-on, il y a une vocation de martyr qui sommeille... Un cardinal de la Curie romaine, Mgr Josef Tomko, préfet de la congrégation pour l'évan-

gélisation des peuples, vient de révéler que soixante-dix missionnaires avaient été assassinés de 1980 à 1985 - soit un par mois - dans l'exercice de leur apostolat (le Monde du 27 août).

Faut-il parler de nouvelle vague de persécution religieuse ? La situation actuelle est sérieuse, mais évidemment moins tragique qu'à d'autres époques de l'histoire de l'Eglise. Les manuels d'histoire de France, pour ne prendre que cet exemple, sont remplis de noms de religieux et de prêtres victimes des convulsions politiques de leur temps. Il faut se souvenir que des quatre prélats qui ont occupé le

siège archi-épiscopal de Paris, de 1840 à 1871, trois ont connu une mort violente (1).

L'évangélisation de l'Afrique et de l'Asie, au dix-neuvième siècle, s'est également faite dans le sang. Le 17 juin 1888, aura lieu à Rome l'une des canonisations collectives les plus massives de l'Eglise catholique.

HENRI TINCQ.

(Lire la suite page 12.)

(1) Il s'agit de Mgr Affre (1848), Mgr Sibour (1857) et Mgr Darboy (1871). On lira en particulier : *Monsieur Sibour, archevêque de Paris: 1848-1857*, de Jean Mancieu. Editions Beauchesne, 1987.

Un succès pour la Cogéma, Framatome et Pechiney

L'industrie nucléaire française accède au marché américain

La Cogéma, Framatome et Pechiney, les trois sociétés françaises associées dans la fabrication de combustible nucléaire, ont annoncé, le vendredi 28 août, la conclusion d'un accord avec l'américain Babcock and Wilcox, second fournisseur des centrales électriques outre-Atlantique, pour créer une société commune. Cette société franco-américaine, une première dans le secteur nucléaire, vendra des combustibles fabriqués en Virginie et fournira des services aux électriciens américains. Cet accord permettra à l'industrie française du nucléaire d'obtenir un accès privilégié au marché américain des services et de la maintenance des centrales. Il témoigne du vaste mouvement de restructuration engagé dans le secteur nucléaire et du rôle de leader acquis par les sociétés françaises.

(Lire page 23 l'article de VÉRONIQUE MAURUS.)

La prise d'otages de l'île d'Elbe

Les négociations sont bloquées.

PAGE 26

La baisse de la TVA sur le disque

Décidée par M. Chirac, elle interviendra le 1^{er} janvier prochain.

PAGE 19

Candidatures socialistes

M. Chevènement s'apprête à se mettre sur les rangs.

PAGE 6

Nouvelle-Calédonie

Quatre indépendantistes condamnés avec sursis.

PAGE 6

Regards sur l'étranger

Etats-Unis : des lendemains qui ne chantent pas pour tout le monde.

PAGE 24

Concordances des temps

La guerre des manuels scolaires.

PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 26

Les championnats du monde s'ouvrent à Rome

Le sommet des athlètes

Les deuxièmes championnats du monde d'athlétisme débutent le samedi 29 août, à Rome.

Un héros est dans Rome. Il s'est adressé à la presse, le jeudi 27 août. Triomphant avec superbe au milieu des lauriers roses de la villa Miani sur les hauteurs de la ville éternelle, le coureur Carl Lewis a fait savoir que son règne allait continuer. Quadruple médaillé d'or aux Jeux olympiques de Los Angeles en 1984, l'athlète américain avait pourtant délaissé la piste ces dernières années pour la scène et les studios d'enregistrement. Devenu crooner, il côtoie moins vite, mais il ne s'en formalise pas. Y a-t-il une gloire supérieure à la gloire olympique ? Même en perte de vitesse, Lewis, pensait-il, ne pouvait pas être dépassé.

Illusoire certitude. L'athlétisme avance toujours. Cette école du sport où l'homme cultive trois activités physiques fondamentales - courir, sauter, lancer - joue admirablement son rôle. Jesse Owens a été dépassé. Carl Lewis le sera bien un jour. L'idée du déclin est insupportable à vingt-six ans pour ce dieu du stade. Lewis a rehaussé les points.

Mais son retour arrogant au moment du championnat du monde n'est pas le fruit du

hasard. Cette compétition est pour la plupart des athlètes un rendez-vous au sommet. Plus significatif même que les Jeux olympiques, dévalorisés depuis trois olympiades par des boycottages à répétition. Le Mondial de Rome n'est pas une simple répétition générale avant Séoul, c'est une fin en soi. Cent soixante-cinq nations seront représentées au stade olympique de Rome. Plus qu'aucune confrontation sportive n'en a jamais réunie.

La première édition des championnats du monde, en 1883, à Helsinki, avait été la première rencontre internationale sans exclusive depuis les JO de Munich en 1972. Rome sera la seconde. Lewis, dont la légende est née sous la pluie d'Helsinki avec trois médailles d'or, ne pouvait donc faire l'impasse romaine. Il y défendra son titre de champion du monde du 100 mètres face au nouveau roi du sprint, le Canadien Ben Johnson, qui n'avait été qu'un figurant anonyme il y a quatre ans. Dès dimanche, le record du monde de la distance (9'93) établi en altitude sera en danger.

Le rendez-vous de Rome promet en effet d'être d'un très haut niveau. Deux records datant de

Mexico pourraient même y être effacés : celui de Lee Evans sur 400 mètres, menacé par la concurrence de l'Américain Reynolds et du Nigérien Egbunike, et surtout celui, mythique, de Bob Beamon en longueur, que Carl Lewis pourchasse depuis des années.

Surtout de la mise en scène médiatique. Lewis est donc descendu dans l'arène le premier, habillé de pied en cap par une firme japonaise pour 2 500 000 dollars. Il y sera rejoint, dès samedi, par d'autres divinités, moins couronnées d'or, mais dont la seule présence situe l'importance de l'événement : Aouita, Moses, Bubka, Drechsler et 1 700 autres.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(Lire page 17.)

Le Monde

SANS VISA

- Les pierres à vil de Cracovie.
- L'histoire à dos de chameau.
- Escapes. ■ Gastronomie. ■ Jeux.

Pages 13 à 16

EN LIBRAIRIE
LE 10 SEPTEMBRE

Gilles BARBEDETTE

Les volumes éphémères

roman

GALLIVARD *nrf*

par Jean-Noël Jeanneney

هكذا من الأصل

scolaires



Le gouvernement de M^{me} Aquino semblait, vendredi 28 août en fin d'après-midi, avoir surmonté la tentative de putsch la plus sérieuse depuis son accession au pouvoir, en février 1986. Un peu plus tôt, à Manille, l'armée avait repris le contrôle de son quartier général, occupé par quelque cinq cents rebelles, ainsi que d'un complexe abritant des chaînes de télévision, également tenu par des militaires d'extrême droite. Les premiers bilans font état d'une trentaine de morts et de plusieurs dizaines de blessés, parmi lesquels figure le fils unique de M^{me} Aquino, blessé par balles la nuit précédente lorsque les rebelles ont attaqué, sans succès, le palais présidentiel de Malacanang.

Vendredi en milieu d'après-midi, la présidente est apparue, pour la deuxième fois, à la télévision pour déclarer, d'une voix grave et tendue : « Le gouvernement contrôle pleinement la situation. Nous vaincrons et punirons ces traîtres. » La reprise du QG de l'armée dans la capitale, semble signifier l'échec d'une rébellion dirigée par le colonel Gregorio Honasan, ancien collaborateur de M. Enrile, chef de l'opposition de droite.

Il semble que les rebelles — on parle de 1 500 hommes en tout — aient bénéficié d'appuis en dehors de la capitale. Des combats ont eu

lieu non seulement aux abords du palais de Malacanang, première cible des putschistes et où plusieurs civils, des passants, ont été tués, mais également au camp militaire de Villamor, qui jouxte l'aéroport international de Manille, dont la fermeture temporaire a été décidée. Le camp de Villamor, encore occupé en partie en fin d'après-midi par les rebelles, est le quartier général de l'armée de l'air.

La reprise du QG de l'armée, le camp Aguinaldo, s'est faite à partir d'un camp voisin, celui de Crame, quartier général de la police militaire. Le général Fidel Ramos, chef d'état-major général, qui a dirigé l'assaut, a déclaré que des marins avaient participé à l'opération et que quatre de ses soldats avaient été tués. Au même moment, vendredi en début d'après-midi, la police a donné l'assaut à un hôtel proche d'un bâtiment abritant la télévision d'Etat et où des mutins s'étaient retranchés.

Dans sa brève intervention télévisée, peu après, M^{me} Aquino a également déclaré : « Je ne permettrai pas que ces gens qui nous menent à restaurer le régime de répression de l'ancien dictateur. Je sais que mon pouvoir vient de vous, mon peuple. »

Cette tentative de putsch, que rien ne laissait prévoir alors que la

M^{me} Aquino s'engage à « punir les traîtres »

Le gouvernement de M^{me} Aquino semblait, vendredi 28 août en fin d'après-midi, avoir surmonté la tentative de putsch la plus sérieuse depuis son accession au pouvoir, en février 1986. Un peu plus tôt, à Manille, l'armée avait repris le contrôle de son quartier général, occupé par quelque cinq cents rebelles, ainsi que d'un complexe abritant des chaînes de télévision, également tenu par des militaires d'extrême droite. Les premiers bilans font état d'une trentaine de morts et de plusieurs dizaines de blessés, parmi lesquels figure le fils unique de M^{me} Aquino, blessé par balles la nuit précédente lorsque les rebelles ont attaqué, sans succès, le palais présidentiel de Malacanang.

Vendredi en milieu d'après-midi, la présidente est apparue, pour la deuxième fois, à la télévision pour déclarer, d'une voix grave et tendue : « Le gouvernement contrôle pleinement la situation. Nous vaincrons et punirons ces traîtres. » La reprise du QG de l'armée dans la capitale, semble signifier l'échec d'une rébellion dirigée par le colonel Gregorio Honasan, ancien collaborateur de M. Enrile, chef de l'opposition de droite.

Il semble que les rebelles — on parle de 1 500 hommes en tout — aient bénéficié d'appuis en dehors de la capitale. Des combats ont eu

lieu non seulement aux abords du palais de Malacanang, première cible des putschistes et où plusieurs civils, des passants, ont été tués, mais également au camp militaire de Villamor, qui jouxte l'aéroport international de Manille, dont la fermeture temporaire a été décidée. Le camp de Villamor, encore occupé en partie en fin d'après-midi par les rebelles, est le quartier général de l'armée de l'air.

La reprise du QG de l'armée, le camp Aguinaldo, s'est faite à partir d'un camp voisin, celui de Crame, quartier général de la police militaire. Le général Fidel Ramos, chef d'état-major général, qui a dirigé l'assaut, a déclaré que des marins avaient participé à l'opération et que quatre de ses soldats avaient été tués. Au même moment, vendredi en début d'après-midi, la police a donné l'assaut à un hôtel proche d'un bâtiment abritant la télévision d'Etat et où des mutins s'étaient retranchés.

Dans sa brève intervention télévisée, peu après, M^{me} Aquino a également déclaré : « Je ne permettrai pas que ces gens qui nous menent à restaurer le régime de répression de l'ancien dictateur. Je sais que mon pouvoir vient de vous, mon peuple. »

Cette tentative de putsch, que rien ne laissait prévoir alors que la

Le fait que la rébellion soit dirigée par le colonel Honasan, ancien bras droit de M. Enrile lorsque ce dernier était ministre de la défense, signifie clairement que les putschistes représentent la faction la

plus dure de l'armée à l'égard de l'insurrection communiste. Après avoir été limogé en novembre 1986, M. Enrile, élu sénateur, est devenu le principal adversaire de droite de M^{me} Aquino.

Sans attendre l'issue des combats, un porte-parole du président Reagan avait « réitéré l'appui résolu (des Etats-Unis) à la présidence Aquino et à son gouvernement ». L'ambassade américaine à Manille dénonçait simultanément « les actions criminelles commises pendant la nuit et destinées à déstabiliser le gouvernement de M^{me} Aquino ».

De son côté, l'ancien président Marcos, exilé à Hawaii, a démenti toute implication dans la tentative de putsch, tout en se déclarant prêt, le cas échéant, à reprendre la présidence. Il a affirmé qu'il avait l'intention de « tenir la promesse » faite au gouvernement américain de s'interdire toute tentative de « désstabilisation » du gouvernement philippin. « Cette tentative de coup d'Etat prouve une indignation générale », a-t-il commenté au cours d'un entretien diffusé, en direct, par une chaîne de télévision américaine.

Manille, vendredi, en fin de matinée, ignorait encore ce qui se passait dans le reste du pays. Si les rebelles ont déclaré avoir l'appui de la majorité des garnisons de province, les informations de sources diverses, et parfois contradictoires, ont fait état de mouvements de troupes rebelles dans plusieurs villes de l'archipel, notamment au « Campo Olivas », dans la province de Pampanga, que la présidente devait visiter vendredi matin.

Pour sa part, le général Ramos a réitéré son soutien au gouvernement et assuré avoir celui de l'ensemble de l'armée, « à l'exception de quelques éléments séditionnels ». De même, le nouveau représentant des Etats-Unis à Manille, l'ambassadeur Nicolas Platt, arrivé le 23 août, a fait savoir, par un communiqué de presse, que Washington appuyait M^{me} Aquino.

Depuis le départ de l'ancien président Ferdinand Marcos en février 1986, au moins trois tentatives de putsch ont eu lieu :

- 8 JUILLET 1986 : des partisans de Ferdinand Marcos tentent de prendre le pouvoir. Les mutins, parmi lesquels des militaires, répondent à l'appel de M. Arturo Tolentino, colonel de l'ancien dictateur lors des élections de janvier, et se retranchent dans un hôtel de Manille. Au bout de vingt-quatre heures, la plupart des insurgés ont fait défection, discréditant une opération qualifiée alors par M^{me} Cory Aquino de « lamentable aventure ».
- 23 NOVEMBRE 1986 : le général Ramos, chef d'état-major général, annonce qu'un complot militaire a été déjoué. Aucun détail n'est donné sur le déroulement des événements. La présidente demande la démission de son cabinet et forme un nouveau gouvernement.
- 27 JANVIER 1987 : des troupes appartenant à diverses unités de l'armée, des forces paramilitaires et de la police, attaquent le quartier général de l'armée de l'air, à proximité de

Le colonel Honasan chef de la rébellion

Une figure connue de l'extrême droite

Le colonel Gregorio « Gringo » Honasan, qui, selon les autorités, était le chef de la rébellion, est une figure connue de l'extrême droite philippine. Son nom a été mêlé à la plupart des tentatives de déstabilisation du gouvernement de la présidente Aquino.

Le colonel Honasan a notamment joué un rôle-clé dans la tentative de putsch qui avait entraîné le limogement de M. Juan Ponce Enrile du ministère de la défense en novembre 1986. Le colonel était le principal collaborateur de M. Enrile au ministère.

Il a été également à l'origine de la création, en 1985, d'une association de jeunes officiers, subalternes et supérieurs, le Mouvement de réforme des forces armées (RAM), constamment hostile à M^{me} Aquino jusqu'à la dissolution du mouvement il y a quelques mois.

Lors de la mutinerie militaire de janvier dernier, animée par des officiers de l'armée de l'air, le colonel Honasan avait conduit une délégation auprès du chef d'état-major des armées, le général Fidel Ramos, pour le dissuader de donner l'assaut à l'immeuble où les rebelles s'étaient retranchés. A l'issue d'une entrevue orageuse, le général Ramos avait annulé l'ordre d'attaque.

Les affrontements ont fait trente morts et plusieurs dizaines de blessés

(Suite de la première page.)

Dans les heures qui ont suivi, la confusion a été totale. A la grille du camp d'Aguinaldo, on comptait trois camions militaires, deux autobus, des jeeps et au moins deux blindés légers. Près de mille cinq cents mutins, revêtus de passe-montagnes noirs, avec parfois le visage grimaçant et maquillé, s'agitaient. Contrairement aux précédents putschs avortés intervenus sous la présidence de M^{me} Aquino, le côté folklorique était absent. Nervous, épuisés, le doigt sur la détente, les mutins menaçaient d'abattre toute personne s'approchant d'eux. Au même moment, des fusillades parfois sporadiques, parfois nourries, éclataient près de la station de télévision d'Etat PTV-IV. Tous ceux qui tentaient d'en approcher étaient accueillis par les balles meurtrières de soldats tapis dans l'ombre et tirant sans sommation. Sur les ondes, un journaliste commentait « en direct » la mort d'un photographe néo-zélandais, Robert McDonald, pris entre deux feux.

Une heure après le début de cette tentative de coup d'Etat, la plus sérieuse menée contre M^{me} Aquino, des escouades de fusiliers-marins équipés de chars lourds prenaient la relève des gardes présidentiels qui, à elles seules, auraient réussi à repousser les assaillants des abords de la

demeure de M^{me} Aquino. La radio annonçait peu après que « la présidence était saine et sauve ». Alors que le jour pointait sur une ville frappée de stupeur, le chef de l'Etat appelait les citoyens au calme et assurait que la situation était sous contrôle. Le gouvernement affirmait que l'armée était restée dans l'ensemble loyale à la présidente et demeurerait sous l'autorité du chef d'état-major général, le général Fidel Ramos.

Tirs d'artillerie

En début de matinée, pourtant, la plupart des rebelles s'étaient repliés avec l'accord des autorités militaires, soucieuses d'épargner les civils, à l'intérieur du camp d'Aguinaldo, et se préparaient au combat. Les échanges de coups de feu, y compris de tirs d'artillerie, ne tardaient pas à reprendre.

A l'automne d'une chaîne de télévision, un porte-parole rebelle déclarait, en milieu de matinée, que le soulèvement se répéterait en province et assurait aux Philippines que les forces anti-Aquino seraient maîtresses du pays « avant la fin de la journée ».

D'une voix posée, le porte-parole anonyme dénonçait « la politique insurrectionnelle du présent gouvernement, qui manque à son

Un général sans troupes

Le ministre suédois des affaires étrangères, M. Sten Andersson, a affirmé, mardi 28 août, que le gouvernement souhaitait « un lavage public et un profond de tout le linge sale ».

La semaine dernière, Stockholm a annoncé l'ouverture d'une enquête parlementaire à la suite d'une commission d'enquête parlementaire a été créée mais l'opposition a refusé d'y éliger. M. Sherkarand, ministre des ressources en eau, a été prié de renoncer à ses fonctions pour prendre la direction de cette commission, devant ainsi le quitter le gouvernement depuis un an et demi. Pour l'opposition, ce choix signifie clairement que M. Sherkarand, qui a la confiance du premier ministre, a été nommé pour verrouiller l'accès à la commission.

L'opposition a donc choisi une autre tactique, consistant à envoyer une délégation en Suède, afin de réussir là où le gouvernement de M. Gandhi a échoué : obtenir les noms de ces fameuses personnalités indiennes. Mais le 24 août, les deux partis communistes — le CPI et le CPM — ont annoncé qu'ils ne se rendraient pas en Suède, estimant « honteux » de répondre aux questions émanant des autorités suédoises sur la situation intérieure indienne.

Devenu le porte-drapeau de la contestation, M. V.P. Singh est un général sans troupes. Ayant réussi à ravir la réputation de « Monsieur Propre » au premier ministre, il a bénéficié, au départ, d'une dynamique qui peut s'essouffir. Se refusant à créer un nouveau parti politique, se considérant comme toujours membre du Congrès-I, il appelle ses pairs à la révolte. Ses tournées dans plusieurs Etats ont montré que sa popularité était grandissante, mais aussi qu'il lui faut maintenant opérer des choix parmi ses alliés. Les commu-

NOUS N'EN REPARLERONS PLUS. Je me laisse aller, gôter l'alternance des après-midi de clarté, des soirs d'humiliation. Reste Volodia, son charme cruel et doux. La promiscuité silencieuse du travail.

ANNE WALTER

LES RELATIONS D'INCERTITUDE

UN ROMAN PORTÉ PAR LA RUMEUR

ACTES SUD

DIFFUSION PUF

Plusieurs précédents

Depuis le départ de l'ancien président Ferdinand Marcos en février 1986, au moins trois tentatives de putsch ont eu lieu :

- 8 JUILLET 1986 : des partisans de Ferdinand Marcos tentent de prendre le pouvoir. Les mutins, parmi lesquels des militaires, répondent à l'appel de M. Arturo Tolentino, colonel de l'ancien dictateur lors des élections de janvier, et se retranchent dans un hôtel de Manille. Au bout de vingt-quatre heures, la plupart des insurgés ont fait défection, discréditant une opération qualifiée alors par M^{me} Cory Aquino de « lamentable aventure ».
- 23 NOVEMBRE 1986 : le général Ramos, chef d'état-major général, annonce qu'un complot militaire a été déjoué. Aucun détail n'est donné sur le déroulement des événements. La présidente demande la démission de son cabinet et forme un nouveau gouvernement.
- 27 JANVIER 1987 : des troupes appartenant à diverses unités de l'armée, des forces paramilitaires et de la police, attaquent le quartier général de l'armée de l'air, à proximité de

Des affrontements ethniques

Le 27 août dans les rues de Karachi et d'Hydrabad, où deux jours d'affrontements entre Pathans et Muhajirs ont fait au moins vingt-huit morts. Un couvre-feu a été imposé jeudi dans les deux villes. La police a fait savoir qu'elle avait arrêté une

Des affrontements ethniques

Le 27 août dans les rues de Karachi et d'Hydrabad, où deux jours d'affrontements entre Pathans et Muhajirs ont fait au moins vingt-huit morts. Un couvre-feu a été imposé jeudi dans les deux villes. La police a fait savoir qu'elle avait arrêté une

INDE : le versement de commissions à des personnalités politiques

L'affaire Bofors porte sérieusement atteinte à la crédibilité de M. Gandhi

NEW-DELHI de notre correspondant

Depuis quatre mois et demi que l'affaire Bofors domine la vie politique indienne, ébranlant chaque jour un peu plus la crédibilité du premier ministre, celui-ci n'a toujours pas repris l'avantage. Le 16 avril, la radio suédoise révélait que la société Bofors aurait versé 16 millions de dollars de commissions à des personnalités politiques pour obtenir un contrat d'armements portant sur la livraison de quatre cents canons autotractés. On apprendait par la suite que ces pots-de-vin ont bénéficié de l'anonymat de comptes bancaires suisses.

Cette affaire a pris une dimension politique majeure, les proches du premier ministre étant soupçonnés, voire M. Rajiv Gandhi lui-même. L'affaire Bofors continue de faire les gros titres de la presse indienne et sert en quelque sorte de faire-valoir à une bataille autrement plus importante : la lutte pour le pouvoir.

M. Vishwanath Pratap Singh, ancien ministre des finances, puis de la défense, a pris la tête d'une croisade anticorruption, dont le but ultime n'est autre que de faire tomber le gouvernement pour succéder un jour au premier ministre. M. V. P. Singh a su profiter de sa réputation de probité, acquise lorsque, ministre des finances, il faisait la chasse à la corruption et à la fraude fiscale. M. Rajiv Gandhi, de son côté, a multiplié les faux pas. Il a commis tardivement une contre-attaque, consistant à accuser « les forces réactionnaires de droite », voire la CIA, de vouloir déstabiliser le pays, était insuffisante face à la puissance des faits : des commissions, aujourd'hui évaluées à un mon-

tant compris entre 175 millions et 250 millions de francs (1), ont bien été versées à des personnalités politiques indiennes, probablement grâce aux bons offices de l'agent indien de la société Bofors, M. Wm Chadah, actuellement réfugié aux Etats-Unis.

Le Parti du Congrès-I, dont M. Gandhi est le président, a tenté de faire bloc, dénonçant « une vicieuse campagne de mensonges et de calomnies montées de toutes pièces pour ternir l'image du parti et de son leadership ». Mais il s'est fait, pour qu'une telle parade réussisse, une cohésion interne qui n'existe plus depuis longtemps. M. V. P. Singh, rejoint par un nombre croissant d'anciens ministres et de parlementaires exclus du parti ou en voie de l'être, appelle ouvertement les membres du Congrès à la révolte contre un gouvernement dirigé par un homme « irresponsable » et « protecteur des voleurs ».

Dès l'ouverture de la session parlementaire, fin juillet, l'opposition a réclamé la constitution d'une commission d'enquête parlementaire. Longtemps hostile à cette demande, M. Gandhi a dû s'incliner, allant même jusqu'à affirmer : « Ni moi, ni aucun membre de ma famille n'a reçu aucune rémunération dans cette transaction. »

Le rapport de la Cour de comptes suédoise (Swedish National Audit Bureau), confirmant le versement de commissions, a été transmis au gouvernement indien, amputé d'une partie essentielle où figuraient les noms des personnalités indiennes ayant touché les pots-de-vin. Les demandes répétées de New-Delhi, tant auprès de la direction de Bofors que du gouvernement de Stockholm, pour obtenir ces mystérieux noms, n'ont pas abouti.

Ce dernier contrôle la puissance machine électorale du Congrès-I. Si certains « barons » du parti font mouvement vers M. Singh et sont en rupture de ban avec le Congrès-I, parfois pour des raisons purement personnelles, la plupart hésitent : entrer en rébellion ouverte contre le Congrès-I revient à se priver d'une logistique politique et financière indispensable lors des prochaines élections.

Mais M. V.P. Singh n'apparaît pas encore comme une alternative crédible. India Today, hebdomadaire réputé pour son sérieux, vient de publier un sondage : si des élections législatives avaient lieu actuellement, le Parti du Congrès-I conserverait une nette majorité de 323 sièges sur un total de 542, contre 415 lors du dernier scrutin, en 1984. Certes, 72 % des personnes interrogées font mieux (milieu rural et urbain) estiment que l'entourage du premier ministre est directement impliqué dans le scandale Bofors. En outre, M. V.P. Singh bénéficie d'une opinion largement favorable, y compris parmi les militants du Parti du Congrès-I. Mais, premier ministre jusqu'en 1989, M. Rajiv Gandhi a encore du temps devant lui.

LAURENT ZECCHINI.

(1) M. Lars-Erik Thunholm, président du conseil d'administration de Nobel-Industries, la société mère de Bofors, a déclaré, mercredi 26 août, que Bofors avait payé 25 millions de couronnes suédoises (41 millions de dollars) à des intermédiaires, pour obtenir le contrat d'armement (Le Monde du 28 août).

● PAKISTAN : 28 morts dans des affrontements ethniques. — L'armée pakistaise patrouillait jeudi 27 août dans les rues de Karachi et d'Hydrabad, où deux jours d'affrontements entre Pathans et Muhajirs ont fait au moins vingt-huit morts. Un couvre-feu a été imposé jeudi dans les deux villes. La police a fait savoir qu'elle avait arrêté une

soixantaine de personnes à Karachi, où cent vingt-cinq magasins et maisons ont été incendiés. Environ trois cents personnes ont été tuées ces dix derniers mois au cours de heurts entre Pathans du nord-ouest du pays et d'Afghanistan et Muhajirs venus d'Inde lors de la partition du sous-continent, en 1947. — (Reuters.)

Diplomatie

La visite du premier ministre au Canada

M. Jacques Chirac est « le meilleur ami du Québec »
estime le chef du gouvernement de la province

M. Jacques Chirac quitte Paris, le vendredi 28 août, en fin de soirée, pour un voyage de cinq jours au Canada, après une escale à Saint-Pierre-et-Miquelon. Après des entretiens à Ottawa avec le premier ministre canadien et une visite au Québec, M. Chirac achèvera son voyage en participant, le 2 septembre, à la première journée du sommet de la francophonie, où la délégation française sera conduite par M. François Mitterrand (le Monde du 25 août).

Le premier ministre a annoncé à ce sujet, jeudi, que le financement de la France

en faveur des projets associant la quarantaine de pays francophones sera doublé en 1988 pour atteindre 176 millions de francs (au lieu de 160 millions de francs au total, pour les années 1986 et 1987). Ces fonds seront consacrés, pour plus de la moitié, à la communication, 35 millions de francs allant, en outre, aux programmes concernant les sciences et les techniques. Plus de 100 millions de francs, au total, iront à des actions multilatérales, la France souhaitant que ces actions soient développées par le

moyen de fonds spéciaux, créés auprès de l'Agence de coopération culturelle et technique.

Dans le domaine de l'audiovisuel, Paris propose la création d'un centre d'échange d'images d'actualité francophones, préfiguration de l'Agence internationale francophone d'images, dont la mise sur pied avait été décidée au sommet de Paris, début 1986, et qui serait organisée par RFO. La France soutient aussi le projet d'université francophone, qui se situerait à Montréal.

viens toutefois de rendre la moitié de ses parts.

Althom, Lafarge, Cégélec et L'Air Liquide avaient aussi participé au « projet du siècle » lancé par M. Bourassa au cours de son premier mandat, la première phase de l'immense complexe hydro-électrique de la baie James dans le nord de la province. Or, le premier ministre québécois envisage sérieusement la mise en route de la deuxième phase de ce projet évaluée à 115 milliards de francs. De nouvelles perspectives pourraient ainsi s'ouvrir pour les entreprises françaises.

Le voyage de M. Chirac au Québec commencera précisément par la visite des gigantesques barrages construits au cœur de la tige.

MARTINE JACOT.

MONTRÉAL
de notre correspondante

La visite officielle de M. Jacques Chirac doit s'effectuer du 31 août au 1^{er} septembre au Québec, juste avant le sommet francophone (et après un court séjour de vingt-quatre heures à Ottawa) sera l'occasion de retrouvailles que nul n'aurait imaginées il y a dix ans. Partis du pouvoir à peu près en même temps, M. Chirac et M. Robert Bourassa, le premier ministre du Québec, y sont revenus presque ensemble.

Le premier a démissionné en août 1976 et le second, en poste depuis 1970, a été littéralement chassé à la fin de 1976 par les élections, qui lui ont préféré le « souverainiste » René Lévesque. « Tout le monde m'avait enterré, personne ne croyait à ma résurrection politique », souligne M. Robert Bourassa, qui a pourtant effectué, après un séjour de quatre années en France, en Belgique et aux Etats-Unis, un surprenant retour. Il a été réélu en décembre 1985, trois mois avant que Jacques Chirac ne retrouve son portefeuille de premier ministre.

Outre cet itinéraire parallèle, les deux hommes ont d'autres points communs : ils ont très vite été confrontés à des problèmes de cohabitation (entre la majorité francophone et la minorité anglophone du Québec, pour M. Bourassa) et ont tous deux lancé des programmes de privatisation et de déréglementation. Et M. Bourassa considère son homologue comme « le meilleur ami que le Québec ait pu trouver ».

Deux fois reporté (en septembre dernier, au moment de l'attentat de la rue de Rennes, et en janvier, en raison de la grève des chemins de fer), la visite de M. Chirac s'inscrit dans le cadre des rencontres régulières instituées en 1977 entre les chefs de gouvernement français et québécois, à un moment où Ottawa a cessé depuis peu de voir matière à suspicion dans ces relations privilégiées.

Il s'agit donc de faire le point et de réorienter la coopération bilatérale, depuis longtemps productive dans les domaines culturels et éducatifs, en donnant la priorité aux secteurs scientifiques ou techniques (le Mintel sera officiellement lancé début septembre à Québec) et en

élargissant les ententes déjà conclues.

Equilibrer
la balance commerciale

En matière économique, nul gros projet n'est à attendre de cette visite. Les deux premiers ministres s'efforceront surtout de préparer l'avenir. M. Bourassa, au fait des questions économiques européennes, voudrait inciter les entreprises québécoises à s'implanter en France — la porte d'entrée idéale vers les marchés de la CEE — avant 1992, année de l'application de l'Acte unique européen.

Ces investissements québécois en France, encore relativement rares (ceux du groupe papeter Cascade

et de l'entreprise de câblodistribution Videotron sont récents), contribueraient ainsi à redresser le déficit commercial que le Québec enregistre dans ses échanges avec la France. Le surplus français est en effet passé de 978 millions de francs en 1983 à 1,9 milliard de francs en 1985.

La France, deuxième investisseur étranger au Québec après les Etats-Unis en 1986 — sur les trois cent quarante sociétés françaises implantées au Canada, les deux tiers ont leur siège au Québec — a souvent été associée aux grands projets québécois, qu'il s'agisse du métro de Montréal, du stade des Jeux olympiques de 1976, compa par l'architecte Roger Taillibert, ou de l'usine d'aluminium de Bécancour, financée au départ à 50% par Pechiney, qui

viens toutefois de rendre la moitié de ses parts.

MARTINE JACOT.

Après la décision du chancelier Kohl de renoncer aux Pershing-1 A

Moscou estime que les chances d'un accord
de désarmement se sont améliorées

L'URSS a « accueilli avec intérêt » les déclarations du chancelier Kohl sur un démantèlement conditionnel des fusées Pershing-1 A et estime que « la situation a ainsi changé dans le bon sens », a déclaré, le jeudi 27 août, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guérassimov.

Ce dernier, au cours d'une conférence de presse, a toutefois ajouté que les responsables soviétiques « étudient les conditions posées » par le chef du gouvernement ouest-allemand et attendent toujours que les Etats-Unis précisent clairement si les ogives américaines qui équipent ces fusées ouest-allemandes seraient elles aussi « éliminées ».

« Ce sont les têtes atomiques qui nous intéressent, pas la ferraille des missiles », a-t-il dit.

M. Guérassimov n'a plus laissé planer de doute sur la rencontre prévue du 15 au 17 septembre, à Washington, entre les chefs de la diplomatie américaine et soviétique, MM. George Shultz et Eduard Shevardnadze. C'est là, a-t-il dit, qu'une décision sera prise sur la date d'un nouveau sommet Reagan-Gorbatchev. M. Guérassimov a démenti certaines informations en

provenance des Etats-Unis sur un voyage à New-York fin septembre de M. Mikhail Gorbatchev, dans le cadre des travaux des Nations unies.

M. Guérassimov a dressé, en revanche, un véritable réquisitoire contre le discours de Los Angeles du président Reagan qui a fait, a-t-il dit, « l'effet d'une douche froide » à Moscou. Les propos du président américain « ne répondent pas à l'esprit du moment », a affirmé M. Guérassimov.

Ce discours a été prononcé sur le ton d'un maître d'école et d'un mentor un peu fatigué qui n'en finit pas de réprimander un mauvais élève toujours désobéissant. Ces propos donnent l'impression de quelques-uns de jalousie de son pouvoir, content de lui et sûr de son bon droit », a-t-il commenté.

M. Guérassimov a reproché à M. Reagan de n'avoir « rien dit sur les têtes nucléaires installées sur les Pershing-1 A ». Or, a-t-il rappelé, le règlement du problème posé par ces ogives est essentiel pour la conclusion d'un accord sur l'option « double zéro » visant au démantèlement des missiles intermédiaires de longue et de plus courte portée.

Le porte-parole soviétique a, par ailleurs, jugé qu'il n'y avait guère de difficultés pour résoudre les questions posées par la vérification d'un éventuel accord et que les « nuances » subsistant sur d'autres points étaient de nature à pouvoir être surmontées par les négociateurs à Genève.

La RDA s'est, par sa part, félicitée jeudi de la décision prise par le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl, à quelques jours de la visite que M. Gorbatchev doit effectuer en République fédérale.

« C'est un pas important », a déclaré M. Wolfgang Meyer, porte-parole du ministère des affaires étrangères, en ajoutant qu'il n'y aurait plus d'obstacle à un accord entre l'URSS et les Etats-Unis sur le démantèlement des INF « si les soixante-douze Pershing avec leurs têtes nucléaires disparaissent ». La décision du chancelier Kohl a fait, jeudi, les honneurs de la presse ouest-allemande. Les journaux ont publié de longs extraits de la conférence de presse donnée mercredi par M. Kohl, mais se sont abstenus de commentaires. — (AFP.)

Amériques

ÉTATS-UNIS : le conflit du Nicaragua

Le président Reagan s'engage
à aider la Contra
jusqu'à la conclusion d'un cessez-le-feuWASHINGTON
correspondance

La rencontre de Los Angeles entre le président Reagan et les dirigeants politiques de la Contra, le jeudi 27 août, a permis aux interlocuteurs en présence de se rassurer mutuellement. Le président s'est engagé à assurer des crédits « adéquats » jusqu'à la conclusion d'un cessez-le-feu et la mise en œuvre de la démocratisation promise par Managua. Mais le directeur politique de la Contra, auquel s'était associé Enrique Bermudez, commandant les troupes sur le terrain, a également rassuré le président. Non pas seulement en évitant de condamner le plan de paix Arias, mais en suggérant une formule destinée, selon un des membres du directeur, M. Robelo, « à donner toutes ses chances » à cette initiative de paix.

En rejetant catégoriquement le plan Arias, les dirigeants de la Contra risquaient de compromettre le difficile exercice d'équilibre du président Reagan. Ce dernier, désireux d'honorer ses engagements envers le président de la Chambre, M. Jim Wright, et ses amis démocrates, s'efforce de soutenir officiellement, même avec scepticisme, le plan Arias, tout en rassurant les « contras » et, derrière eux, leurs amis de l'aile droite républicaine, ainsi que des personnalités importantes de l'administration, comme le vice-président Bush ou le sénateur Dole, leader de la minorité républicaine au Sénat.

Les milieux officiels américains avaient quelques raisons de s'inquiéter de la réaction du directeur politique divisé entre trois modèles, MM. Robelo, Cesar et Ferrer, prêts à rentrer à Managua à la faveur d'une amnistie, et deux « durs », MM. Calero et Sanchez, catégorisés dans une attitude négative et insistant avec le commandant Bermudez pour poser aux sandinistes de fermes conditions d'une cessez-le-feu, notamment le départ de tous les conseillers volontaires étrangers sous

tenant le gouvernement et la séparation de l'armée du parti sandiniste.

Compromis

La formule de compromis soumise au président lui recommande de demander au Congrès des crédits avant le 30 septembre, date à laquelle les fonds du cessez-le-feu commenceront à être versés. Mais tout en encourageant continuellement l'aide « humanitaire », les « contras » suggèrent que les crédits de l'assistance militaire ne soient pas placés sur un compte spécial qu'ils utiliseraient seulement en cas d'échec des négociations et si le gouvernement sandiniste ne tenait pas ses promesses de démocratiser le régime.

La réaction du président avait été favorable, mais il n'aurait pas encore pris de décision. La formule contraindrait, en effet, l'engagement donné à M. Wright de ne demander des crédits d'urgence avant le 30 septembre. Aussi bien le directeur politique de la Contra, qui devait rencontrer vendredi à Los Angeles le président de la Chambre, espérait-il le rallier à sa suggestion. Mais M. Wright accepterait-il de s'engager à l'avance sur le principe même de nouveaux crédits pour les « contras » ? Les milieux officiels y comptent bien en faisant valoir que la pression militaire des « contras » a forcé les sandinistes à s'engager sur la voie de la négociation. Sans cette pression, a répété le président Reagan, « les sandinistes n'auraient aucune raison d'exécuter les mesures qu'ils se sont engagés à prendre... ».

A dire vrai, l'administration Reagan escompte et même souhaite que le plan Arias échoue du fait des sandinistes.

Malgré, même dans cette hypothèse, la partie n'est pas gagnée d'avance au Congrès. Les parlementaires ne peuvent ignorer les derniers sondages indiquant que les adversaires de l'aide aux « contras » sont de nouveaux les plus nombreux.

H. P.

Le sénateur démocrate Sam Nunn
ne sera pas candidat
à l'élection présidentielle

Le sénateur démocrate de Géorgie, Sam Nunn, considéré comme l'un des candidats potentiels les mieux placés à l'investiture de son parti, pour l'élection présidentielle de 1988, a annoncé, le jeudi 27 août, qu'il ne prendrait pas part à la course à la Maison-Blanche.

Dans une lettre adressée à ses partisans, le sénateur explique qu'il ne pense pas « pouvoir mener de front une campagne efficace, tout en remplissant ses obligations », au sein de l'influence commission sénatoriale des forces armées qu'il préside. Invinciblement ému des « considérations familiales », M. Nunn met ainsi un terme à plusieurs mois de spéculations sur sa candidature, qui lui avaient valu de la part de ses adversaires le surnom de « Hamlet du Sud », pour son incapacité à se décider.

Démocrate plutôt modéré, mais aux tendances résolument conservatrices en matière d'armement et de sécurité, le sénateur, qui en quinze ans de mandats ininterrompus au Congrès s'est acquis une solide réputation de « pape de la défense », se faisant notamment l'avocat de

l'administration pour l'obtention de crédits destinés au missile MX et le fervent défenseur de l'aide à la Contra anti-sandiniste — était l'autre plus solide droit disposant les démocrates pour reconquérir les suffrages des Etats du Sud, un de leurs anciens bastions électoraux dont le vote sera crucial en 1988. Traditionnellement plus conservateur, le Sud s'était prononcé pour Ronald Reagan en 1984.

En l'absence de Sam Nunn, cet « enfant du pays », qui faisait figure de personnalité politique incontestée à Washington, les démocrates risquent ainsi de perdre leurs dernières chances de « reconquête ».

Si l'on excepte l'impact incontestable que ne manquera de produire la candidature du Révérend noir Jesse Jackson, le seul véritable démocrate des dernières présidentielles, auprès des candidats démocrates plus ou moins « sudistes » encore en lice, ce soit le sénateur Albert Gore du Tennessee ou le représentant Richard Gephardt du Missouri, n'émerge vraiment du peloton

Europe

BELGIQUE

Des milieux pangermanistes
auraient financé le Parti belge
de langue allemande

BRUXELLES

de notre correspondant

Les deux cantons belges germanophones d'Eupen et de Saint-Vith (soixante-dix mille habitants) sont secoués par un scandale politique déclenché par la découverte de liens entre le Parti belge de langue allemande (PDB) et les milieux pangermanistes ouest-allemands. Le PDB, qui avait obtenu 18% des voix de la communauté germanophone aux élections législatives de 1985, en est la dernière formation politique.

La radio belge de langue allemande, qui a lancé l'affaire, a révélé ces derniers jours que la tête de liste du PDB aux dernières législatives, M. Lorenz Pasch, licencié en histoire, avait quitté la semaine dernière son poste d'adjoint au maire de

la commune de Saint-Vith pour prendre la gérance de la fondation ouest-allemande Hermann-Niermann, connue pour ses sympathies d'extrême droite. Cette fondation, qui avait aussi comme sympathisant le fondateur du Parti nazi autrichien, Norbert Burger, condamné à la prison à perpétuité en Italie pour terrorisme, aurait, d'autre part, versé 200.000 marks à une association culturelle proche du PSB.

Un article d'un journaliste autrichien indiquait récemment qu'un des objectifs de la fondation était de « protéger le patrimoine populaire menacé et aider les minorités ethniques à conserver leur caractère biologique et culturel ».

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65572 F
Tél. MONDIPAR 13-46-11
Tél. (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Faivet (1969-1982)

André Lévy (1982-1985)

Durée de la société :

c'est une société à durée indéterminée

du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouff

Rédacteur en chef :

Daniel Varner

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. (1) 45-55-91-42 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde

c/o Speedpost, 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at

L.C.I. and additional offices. R.V. postmaster : send address changes to Le Monde c/o

Speedpost U.S.A., P.O.C., 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104.

M. Franz-Josef Strauss se sent « floué »

BONN
de notre correspondant

M. Franz-Josef Strauss, le ministre-président de Bavière, n'est pas du tout satisfait de la prise de position du chancelier Kohl, favorable à l'abandon des missiles Pershing-1A par la RFA en cas d'accord sur la suppression des euro-missiles (le Monde du 27 août).

M. Strauss a fait parvenir, le jeudi 27 août, à Bonn, un communiqué dans lequel il s'élève contre les méthodes du chancelier : « Il est bon de faire la preuve de sa capacité de gouverner, mais sur les bons sujets, au bon moment et en consultant ses amis », écrit-il, en s'esti-

mant « floué ». La CSU bavaroise, qui s'était déjà opposée à l'option « double zéro », est à la tête de ce qui, en RFA, est considéré comme un danger pour la sécurité du pays. Le président du groupe parlementaire de la CSU, M. Theo Waigel, a déclaré que sa formation « ne se sentait pas liée par la prise de position du chancelier, décidée sans consultation préalable des partis de la coalition ».

Le président de la formation bavaroise doit se réunir, lundi 31 août, à Munich, pour décider de son attitude en prévision du débat du 2 septembre au Bundestag. Personne ne se fait cependant d'illusion sur ce « combat d'arrière-garde ».

Une cinquantaine de fonctionnaires internationaux
ont été arrêtés ou ont disparu depuis 1976

GENÈVE

de notre correspondant

Depuis 1976, une cinquantaine de fonctionnaires internationaux des Nations unies ou de leurs diverses institutions spécialisées ont disparu ou sont actuellement détenus. L'Assemblée générale de l'ONU avait adopté une résolution à leur sujet en décembre 1986, mais celle-ci est passée pratiquement inaperçue. Leur cas a été de nouveau soulevé, le jeudi 27 août à Genève, devant la sous-commission des droits de l'homme. Cette dernière, composée d'experts indépendants, est réunie en session depuis le 10 août, en l'absence remarquée et toujours inexpliquée de l'expert roumain Dimitrie Mazilu et de son suppléant, Mircea Nicolae (le Monde du 15 août).

L'expert français Louis Joinet a rappelé le tragique de la situation de

ces cinquante fonctionnaires internationaux et de leurs familles. Il a évoqué l'interdiction faite à certains de quitter leur pays — comme c'est le cas du directeur roumain de l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement, M. Liviu Bota (le Monde du 26 mars) —, ainsi que les cas d'arrestation, de détention, d'enlèvement, de disparition, de décès suspect, d'excubation et d'assassinat.

Certes, M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, n'est pas insensible à ces drames et s'efforce d'user discrètement de la voie diplomatique. Mais le moment est venu de sensibiliser l'opinion internationale, estiment certains des experts réunis à Genève. C'est pourquoi M. Joinet souhaiterait que la sous-commission contribue aux efforts entrepris, notamment en adoptant une résolution sur cette question.

ISABELLE VICHNIAC.

RÉPUBLIQUE

processus de remp

Le processus de remp...
Le processus de remp...
Le processus de remp...

Le processus de remp...
Le processus de remp...
Le processus de remp...

Le processus de remp...
Le processus de remp...
Le processus de remp...

Le processus de remp...
Le processus de remp...
Le processus de remp...

Le processus de remp...
Le processus de remp...
Le processus de remp...

Le processus de remp...
Le processus de remp...
Le processus de remp...

Le processus de remp...
Le processus de remp...
Le processus de remp...

Le processus de remp...
Le processus de remp...
Le processus de remp...

Le processus de remp...
Le processus de remp...
Le processus de remp...

Le processus de remp...
Le processus de remp...
Le processus de remp...

Le processus de remp...
Le processus de remp...
Le processus de remp...

Le processus de remp...
Le processus de remp...
Le processus de remp...

Le processus de remp...
Le processus de remp...
Le processus de remp...

Le processus de remp...
Le processus de remp...
Le processus de remp...

Le processus de remp...
Le processus de remp...
Le processus de remp...

Le processus de remp...
Le processus de remp...
Le processus de remp...

Le processus de remp...
Le processus de remp...
Le processus de remp...

Le processus de remp...
Le processus de remp...
Le processus de remp...

Le processus de remp...
Le processus de remp...
Le processus de remp...

Le processus de remp...
Le processus de remp...
Le processus de remp...

Le processus de remp...
Le processus de remp...
Le processus de remp...

سكس مائة الف

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : le conflit des mines dans l'impasse

Le processus de remplacement des grévistes a déjà commencé

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Comme il était à prévoir, le nettoyage par le vide a commencé dans les mines en grève. Moins d'une semaine après le refus des propositions patronales par les adhérents de la NUM (National Union of Mine-workers), l'Anglo-American, la principale société minière, procédait, le jeudi 27 août, au licenciement de dix-huit mille de ses employés dans les mines d'or et de charbon. De plus, cette compagnie, qui bénéficie pourtant d'une image plus libérale que les autres entreprises minières, a adressé un ultimatum à vingt mille grévistes de reprendre le travail sous peine d'être renvoyés.

En total, donc, quarante-cinq mille mineurs qui ont perdu ou vont perdre leur emploi, car au moins sept mille personnes ont déjà été licenciées la semaine dernière. Pour compléter cette comptabilité, le groupe Gemcor menace depuis plusieurs jours de prendre des « mesures disciplinaires » contre vingt mille de ses ouvriers s'ils persistent dans leur refus de descendre dans les puits. Une réunion a eu lieu, jeudi, au siège de la compagnie entre les directions des mines en question et une délégation de la NUM. Aucune précision n'a été donnée sur la nature des sanctions qui allaient être prises et la date de leur mise en application.

La réaction des sociétés minières, et principalement de l'Anglo-American, ne s'est donc pas fait attendre. La méthode a déjà fait ses preuves par le passé. Le licenciement général est l'arme favorite du règlement des conflits sociaux en Afrique du Sud. Un moyen qui est fréquemment utilisé, comme dernièrement dans la grève des cheminots et pas plus tard que la semaine dernière contre dix-neuf mille postiers.

Au printemps 1985, l'Anglo-American n'avait pas hésité à licencier quatorze mille grévistes à Val-Reef.

M. Bobby Godsell, responsable des relations industrielles du groupe, avoue qu'il n'est pas favorable à ces méthodes draconniennes, mais qu'il est capital qu'une production normale reprenne : « Une mine ne peut pas s'arrêter, c'est une énorme machine à qui il faut du temps pour se remettre en marche ». Il explique que les garanties de sécurité nécessitent une présence pratiquement permanente des contrôleurs : « Les tranchées se referment très rapidement en raison de la pression, qui est importante à ces profondeurs », fait-il remarquer.

L'appui du COSATU

Le processus de remplacement des grévistes a déjà commencé. La main-d'œuvre ne manque pas. Des questions se sont posées au Lesotho devant les bureaux de TERA (The Employment Bureau of Africa), un organisme de recrutement dépendant de la Chambre des mines. Cela ne signifie pas que la production va reprendre immédiatement à son régime antérieur, car il faut former ces nouveaux venus. Cependant, la période de formation est courte et il n'est pas besoin d'un long enseignement pour tenir un marteau piqueur. Reste désormais à savoir si ces coupes importantes parmi les grévistes vont permettre de dialoguer le mouvement et contribuer à son pourrissement en frappant les mines les plus militantes. La NUM est

impuissante face à cette technique du rouleau compresseur. Jeudi, pourtant, trois mille mineurs de Western Deep Levels ont occupé le pont pendant toute la durée de leur temps de travail et sont finalement retournés, « volontairement », à la direction. Bien évidemment, le syndicat refuse de révéler sa stratégie pour contrer ce « nettoyage » massif. Que faire d'ailleurs ?

Jeudi, le COSATU (Congress of South Africa Trades Unions), confédération des syndicats noirs (sept cent trente mille membres), a décidé de se lancer prudemment dans la bataille. Son secrétaire général, Jay Naidoo, a annoncé une campagne d'action internationale et une « action nationale de solidarité » sans en préciser la nature. Une grève de soutien, même de courte durée, serait illégale et risquée sous l'état d'urgence. Il a proposé, en revanche,

d'agir auprès de la communauté internationale en relation avec les acheteurs d'or et de charbon. Il compte également sensibiliser les ruraux notamment, pour qu'ils ne prennent pas le travail de ceux qui sont victimes de la « technique de la hache ».

Pour l'instant, les licenciements vont bon train. Inciteront-ils les autres grévistes à reprendre le travail ? C'est douteux, du moins dans l'immédiat. Les adhérents de la NUM paraissent faire entièrement confiance à leurs dirigeants. Ils tiennent donc, coûte que coûte. Même avec les poches vides et sans espoir d'un quelconque revenu pour nourrir la famille restée dans les « homelands » ou les États voisins. Le fonds de grève n'existe pas pour la bonne raison qu'il est interdit par la loi.

MICHEL BOLE-RICHARD.

TUNISIE : le report du procès de militants islamiques

Les autorités veulent sauvegarder les apparences

TUNIS
de nos envoyés spéciaux

« La Tunisie moderne bâtie par Bourguiba est un État de droit où la justice, indépendante et souveraine, se prononce en toute liberté dans le respect des lois ». Ainsi, l'Action, quotidien du Parti socialiste destourien, commentait-il, le jeudi 27 août, l'ouverture du procès de quatre-vingt-dix islamistes devant la Cour de sûreté de l'État.

Manifestement, les autorités ont voulu que les apparences soient

sauvées dans ce procès qui constitue une phase particulièrement délicate de l'épuration de force entre les autorités et le mouvement de la résistance islamiste. Les journalistes ont pu accéder librement au bâtiment situé dans un casernement du quartier du Bardo où comparaissent les accusés. La salle, déjà chaude à 9 heures du matin, peut contenir environ deux cents personnes, mais devant les sièges des journalistes, les bancs en principe réservés au public sont vides, à l'exception du premier occupé par quelques hommes et trois femmes drapées dans leur saïra.

Celles-ci se tiennent sur la pointe des pieds pour assister à l'arrivée des cinquante détenus présents (quarante autres sont en fuite) auxquels les policiers et militaires qui entourent la salle envoient les menottes. A l'exception de deux en trois, ils paraissent en assez bonne condition physique. Ceux que l'on avait connus barbus présentent un visage glabre orné seulement de moustaches. La plupart sont en chemise, quelques-uns en tenue blanche traditionnelle. C'est le cas de M. Rachid Ghannouchi, président du MTI, que l'on reconnaît à sa chechia rouge.

Remarques bon enfant

Entouré de deux juges magistrats et de deux juges membres de la Chambre des députés, le président de la Cour, M. Hachemi Zamel, ouvre l'audience en souhaitant la bienvenue à la cinquantaine d'avocats présents derrière les accusés et aux journalistes, en soulignant qu'il « apprécie à sa juste valeur le rôle qu'assument les représentants des organes de l'information qui ont pour mission de rendre compte avec objectivité et honnêteté du déroulement du procès ».

Pendant qu'il vérifie la constitution des avocats, M. Zamel sourit avec bonhomie et multiplie les remarques bon enfant. « Comment va votre père ? » demande-t-il à l'une des trois femmes qui assurent la défense. « Vous n'êtes pas trop chaud ? », dit-il à une autre.

Il est difficile de se préoccuper de l'idée qu'un grand nombre de hommes que l'on va juger risquent la peine de mort par pendaison avec exécution rapide de la sentence. Fatalisme, fanatisme, ou simple dignité ? Les accusés offrent l'apparence d'une grande sérénité, écoutant comme des professionnels pas vraiment concernés les échanges entre le président et la défense.

Car, après que M. Zamel ait lu les chefs d'accusation, les avocats déposent des conclusions visant à l'ajournement des débats. Ils contestent à M. Zamel le droit de conduire les débats car le président de la Cour de sûreté n'est autre que le procureur général de la République, qui a, pour la circonstance, cédé à un collègue le siège du ministère public auprès de la Cour.

D'autre part, les avocats se plaignent de la brièveté des délais qu'ils ont eus pour étudier le dossier. S'il leur a été possible de rencontrer à plusieurs reprises leurs clients, tous détenus à la prison civile de Tunis, le rapport du juge d'instruction sur lequel se fonde l'acte d'accusation n'a été établi que le 24 août.

Tout cela est dit avec une volubilité sereine, mais ferme, devant un président qui ne s'attendait pas à autre chose. Très vite, le ministère public fait savoir qu'il ne voit pas d'inconvénient à un report. Deux heures après l'ouverture du procès, il est décidé de renvoyer celui-ci au 1^{er} septembre.

MICHEL DEURÉ
et JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

A travers le monde

Centrafrique

Plusieurs familles libanaises expulsées

Onze familles originaires du Liban sud ont été expulsées de Centrafrique depuis le début de l'opération, le 24 juillet, d'un avion d'Afrique au sud par un chasseur libanais qui avait embarqué à Bangui, avait affirmé, le mercredi 26 août à l'AFP, à Tyr, deux jeunes femmes résidant en Centrafrique.

Hélia And Skaylé, vingt-quatre ans, mère de trois enfants, a expliqué que, quelques heures, après ce détournement, au cours duquel un passager français a été assassiné par le pilote de l'air, Hussein Ali Mohammad Hariri, vingt et un ans, originaire d'un village chiite du Liban sud, la police centrafricaine a encerclé les maisons des Libanais et leurs commerces.

« Pendant trois semaines, nous n'avons pas pu sortir. Puis les autorités de Bangui nous ont fait savoir que nous devions quitter le pays. Nous avons été conduits à un avion sans même pouvoir prendre nos affaires », a-t-elle affirmé.

Cette jeune femme, qui fait partie d'un groupe de sept familles expulsées en même temps, a affirmé que cinq autres familles libanaises étaient toujours en résidence surveillée à Bangui. — (AFP.)

Corée du Sud

Le gouvernement lance une campagne contre l'extrême gauche

Séoul (AFP). — Le premier ministre sud-coréen, M. Kim Chung Yul, a annoncé, le jeudi 27 août, que les forces de sécurité allaient « couper court » à une tentative des « forces radicales pro-communistes » de renverser le régime. M. Kim a annoncé, dans une déclaration radio-télévisée, que le gouvernement allait « mobiliser tout son pouvoir de coercition pour éliminer les forces impures de gauche » de la société coréenne.

Pour sa part, la Coalition nationale pour une Constitution démocratique, rassemblement de dissidents, a annoncé que des meetings en hommage à un gréviste tué lors d'un heurt avec la police auraient lieu dans neuf villes vendredi, jour prévu pour ses funérailles.

L'annonce de M. Kim intervient au moment où des employés de six cent quarante entreprises coréennes demeurent en grève.

Le ministre de la justice, M. Chung Hee Chang, a annoncé que soixante

personnes suspectées d'être des extrémistes avaient été arrêtées en une semaine, après avoir tenté, selon lui, d'infiltrer des usines en se faisant passer pour des ouvriers.

Un porte-parole du gouvernement a également déclaré à la presse que la lutte contre les gauchistes était destinée à empêcher que l'agitation sociale actuelle ne devienne « un obstacle au déroulement harmonieux du calendrier qui doit mener à une transition pacifique au gouvernement ». Une élection présidentielle au suffrage universel direct doit avoir lieu en décembre.

Irlande du Nord

Deux policiers tués à Belfast

Deux policiers ont été tués et un troisième légèrement blessé, dans la soirée du 26 août, dans un bar du port de Belfast par un groupe de trois hommes armés. Les meurtriers ont réussi à prendre la fuite. L'attentat a été revendiqué par l'IRA.

La mort de ces deux policiers porte à soixante-cinq le nombre des victimes de la violence politique en Irlande du Nord depuis le début de l'année. — (UPI.)

Japon

Tir de roquettes sur le palais impérial

Tokyo. — La police japonaise soupçonne le groupe Chûkoku-ha (royauté central), la plus importante organisation d'extrême gauche, d'être l'auteur d'un attentat, le jeudi 27 août dans la soirée, contre le palais impérial dans le centre de Tokyo.

L'empereur Hirohito et l'impératrice Nagako étaient absents du palais lorsque au moins quatre roquettes artisanales de 16,5 centimètres de long et de 4,7 centimètres de diamètre ont été tirées contre leur résidence. L'attentat n'a fait ni victime ni dégâts importants.

Selon la police, cet attentat serait en rapport avec l'intention proclamée par l'extrême gauche japonaise de tout faire pour empêcher la visite, prévue en octobre, de l'empereur Hirohito dans l'île d'Okinawa. Pour de nombreux habitants de l'île, le souvenir de combats en 1945 — les seuls à s'être déroulés sur le territoire national — qui avaient fait environ cent mille morts parmi la population civile, reste lié à la personnalité de l'empereur. Okinawa (sud du Japon, à 2 000 kilomètres de Tokyo) est le seul département du Japon où l'empereur ne s'est pas rendu depuis la fin de la guerre. — (AFP.)

Proche-Orient

LA GUERRE DU GOLFE : l'application de la résolution 598 du Conseil de sécurité

L'Iran a promis une réponse « claire et définitive » pour « le milieu de la semaine prochaine »

Après les Nations unies, l'Europe est le théâtre d'une opération de charme diplomatique de la part de l'Iran. Deux vice-ministres iraniens des affaires étrangères, MM. Muhammad Javad Larjani et Mojtaba Mirzakhani, ont entrepris — le premier à Rome puis à Bonn, le second à Copenhague — une tournée d'explications au lendemain des nombreuses consultations qu'a eues M. Larjani à New-York avec treize des quinze membres du Conseil de sécurité de l'ONU.

A Rome, M. Larjani semble avoir trouvé les mots qu'il fallait puisque le ministre italien des affaires étrangères, M. Giulio Andreotti, a cru devoir chez les Iraniens « une disponibilité effective à répondre à l'invitation des Nations unies pour un cessez-le-feu ». « Un certain pas en avant a été fait » dans la recherche d'une solution à la crise dans le Golfe, a ajouté M. Andreotti après ses entretiens avec M. Larjani. Ce dernier devait

recontrer, le vendredi 28 août, à Bonn, le chef de la diplomatie ouest-allemande, M. Hans-Dietrich Genscher.

A Copenhague, M. Mirzakhani a exprimé l'espoir que le Danemark, « en tant que président en exercice de la CEE, exerce des pressions sur la France pour résoudre la crise des ambassades » entre Paris et Téhéran.

Dans la capitale iranienne, l'éventualité d'un embargo sur les ventes d'armes à l'Iran a été tournée en dérision par le premier ministre, M. Hassan Mossavi, qui a rappelé que, depuis le début de la guerre contre l'Irak, son pays était parvenu à tourner tous les embargos, reconnaissant toutefois qu'il avait fait de durs efforts pour y parvenir. Enfin, Radio-Téhéran a lancé une nouvelle mise en garde à la France et à la Grande-Bretagne en évoquant la « vulnérabilité de leurs forces militaires » dans le Golfe.

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

L'Iran promet une réponse « claire et définitive » à la résolution 598 pour « le milieu de la semaine prochaine ». C'est le secrétaire général des Nations unies qui l'a annoncé à l'issue de la séance de consultations tenue par le Conseil de sécurité, le jeudi 27 août. La promesse a été faite par M. Muhammad Javad Larjani, vice-ministre iranien des affaires étrangères, à l'issue des nombreuses consultations qu'il avait menées à New-York lundi et mardi derniers.

Selon des sources proches du Conseil, la demande principale présentée par M. Larjani concernerait la définition des origines du conflit. Le gouvernement iranien aurait ainsi réitéré son exigence en faveur d'une condamnation explicite de l'Irak et sa désignation officielle comme l'« agresseur ». M. Larjani aurait également laissé entendre que, dans cette logique, le gouvernement iranien ferait valoir ses droits à des réparations de guerre, droits que Téhéran souhaiterait voir confirmés par le Conseil de sécurité. Le texte de la résolution 598 déplore « l'initiation du conflit (par l'Irak) et sa poursuite (par l'Iran) », et propose une assistance internationale à la reconstruction des deux pays. Il ne fait pas mention, directement, d'éventuels dommages de guerre.

M. Larjani a rencontré à New-York, outre le secrétaire général, avec lequel il a passé plusieurs heures, treize des quinze membres du Conseil de sécurité. Alors que les États-Unis n'avaient pas été sollicités, la France, pour sa part, a refusé l'invitation de se rendre à la mission iranienne.

Si, selon le secrétaire général, les deux parties sont d'accord pour entamer des « discussions » à New

York, l'Irak, pour sa part, affirme ne pas avoir l'intention d'attendre longtemps encore la décision iranienne.

« Nous nous réservons le droit de reprendre la guerre contre l'Iran à tout moment et par tous moyens, sur terre, sur mer et dans les airs », a déclaré, jeudi, le représentant de l'Irak auprès des Nations unies, M. Ismat Taha Kittani. « La tactique iranienne est, certes, habile en apparence, mais elle n'est destinée qu'à diviser le Conseil et à le rendre incapable d'imposer des sanctions contre l'Iran », a poursuivi M. Kittani, qui regrette que « certains soient tombés dans le piège des déclarations iraniennes », néanmoins, « il est encore trop tôt pour conclure que le Conseil pourrait laisser l'Iran violer impunément la résolution 598 », estime-t-il. M. Kittani trouve « incroyable » la situation créée par le refus de l'Iran de dire oui ou non à la résolution et réaffirme la disponibilité de son gouvernement à ouvrir une discussion sur les origines du conflit : « Nous pouvons même envisager de porter l'affaire devant la Cour internationale de justice de La Haye ».

En privé, des sources proches de la mission irakienne affirment que la situation actuelle est « monstrueusement injuste » à l'égard de l'Irak et que le secrétaire général de même que le Conseil de sécurité en sont conscients. Malheureusement, indiquent ces sources, l'Union soviétique vient, une fois de plus, de conseiller à Bagdad de « patienter le temps qu'il faudra ». Bagdad a fait savoir à l'Union soviétique que l'Iran « ne respecte que le langage de la force » et que les Nations unies « se devaient de défendre les petits pays des rives du golfe Persique ». On semble espérer, côté irakien, que la volonté de conserver de bonnes relations avec le monde arabe fera fléchir l'attitude actuelle de Moscou à

l'égard des sanctions envisagées par le Conseil de sécurité.

En attendant, des sources diplomatiques américaines indiquent que l'Irak a fait connaître aux cinq grandes puissances sa décision de reprendre la guerre si aucun changement significatif n'est observé d'ici le 1^{er} septembre.

CHARLES LESCAUT.

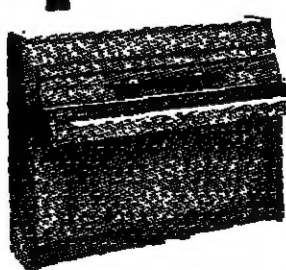
● IRAN : élections législatives en mars. — Les élections législatives auront lieu en mars prochain en Iran, a annoncé jeudi 27 août, le ministre iranien de l'intérieur, l'hodjatoleslam Ali Akbar Mojtahedi. Il s'agit des troisièmes élections législatives en Iran depuis la proclamation de la République islamique. — (AFP.)

● ISRAËL : le gouvernement présente des excuses à l'ambassadeur d'Égypte à la suite d'un incident. — Le gouvernement israélien a présenté des excuses à l'ambassadeur d'Égypte en Israël, M. Mohammed Bassiouni, à la suite d'un incident qui l'a opposé, le mardi 26 août, à des militaires israéliens, et au cours duquel il aurait été insulté, a indiqué un porte-parole du ministère des affaires étrangères. Ces excuses ont été présentées en raison du caractère sensible de l'affaire et bien que l'ambassadeur n'ait pas élevé de protestation officielle, a ajouté le porte-parole.

Selon le quotidien israélien de gauche Al Hamikhar, M. Bassiouni aurait été « traité grossièrement » et « insulté » par des soldats à un barrage de contrôle à la sortie de Gaza, où l'ambassadeur, accompagné de membres de sa famille, était allé rendre visite à l'ancien maire de la ville, M. Rachid Cheouk. — (AFP.)

5,80%
de crédit sur tous les pianos

Jouez tout l'été sans vous trouver fort dépourvu.



Parts 8^e, 264, rue du Faubourg Saint-Honoré. Tél. 47.66.51.94
Vélizy Z.I. rue Grange-Dame-Rose. Tél. 39.46.00.52
Centres Commerciaux
« Hanlet Music Gallery »
« Art de vivre » 78630 Orgeval. Tél. 39.75.78.50

« Arcades » 93160 Noisy-le-Grand. Tél. 43.05.20.79
« Vélizy 2 » 78140 Vélizy. Tél. 39.46.26.87

HANLET



MAIRIES DE FRANCE

N° 4 MAIRIES DE FRANCE est réalisé sous la responsabilité de MAIRIE-EXPO 87 sur quatre pages achetées au quotidien LE MONDE. SAMEDI 29 AOÛT 1987

ÉDITORIAL

CITOYENS DES VILLES... CITOYENS DES CHAMPS

Après le succès remporté à Paris et à Lyon, la quatrième édition du Salon MAIRIE-EXPO aura lieu cette année à Toulouse du 18 au 22 octobre.



C'est désormais le grand rendez-vous annuel des fournisseurs des Collectivités locales qui, pendant cinq jours, présentent aux Maires de France, à leurs adjoints, aux ingénieurs des villes, secrétaires généraux, secrétaires de Mairie, et personnels des services techniques les différents matériels pour la gestion, l'équipement, l'animation et la communication des villes et villages de France.

C'est un véritable marché que les entreprises françaises commentent à bien connaître. C'est un vrai Salon spécialisé sur 14 000 m². C'est aussi un lieu d'échanges et de colloques sur les expériences communales.

Cette manifestation n'est pas uniquement le Salon des Maires des grandes villes, c'est aussi celui de toutes celles et de tous ceux qui participent à la décision municipale, en particulier dans le monde rural qui représente en France plus de 30 000 communes.

Aujourd'hui, les Maires ruraux ne disposent pas des mêmes moyens, des mêmes budgets ni des mêmes services que leurs homologues des grandes villes.

François PAOUR, Président de la Fédération nationale des Maires ruraux va, à l'occasion de MAIRIE-EXPO, organiser un colloque sur le thème "Pour un nouveau partenariat grandes villes, petites communes".

Ce thème mérite que l'on en déballe vite.

Au seuil du grand marché européen de 1992, peut-il exister en France des îlots de prospérité et un désert rural? La coopération intercommunale est-elle suffisante?

Ne serait-il pas envisageable dans un premier temps que les grandes villes de France "adoptent" une ou deux communes rurales sur le principe du jumelage avec des villes d'Europe afin de partager une partie de leur "puissance".

C'est un vrai débat qui doit s'engager dans notre pays car la population rurale, au-delà des problèmes économiques de l'agriculture, revendique aujourd'hui la même qualité de vie que les citadins: équipements scolaires modernes, voirie entretenue, équipements de loisirs et pour beaucoup de communes, recevoir trois chaînes de télévision serait un événement.

Alain TRAMPOGLIERI
Commissaire Général de MAIRIE-EXPO

L'INVITÉ

ALAIN GRIOTTERAY

Charenton, cité royale et républicaine construit l'avenir

Tous les Maires de France affirment que leur ville n'est pas comme les autres, Alain GRIOTTERAY, Député-Maire de CHARENTON n'échappe pas à cette règle.

Cité royale et républicaine, comme l'écrit sur le Livre d'or de la commune Valéry GISCARD D'ESTAING, Président de la République, CHARENTON a tout subi de PARIS, a tout subi avec PARIS. Elle ne se considère pas comme un quartier de la capitale, commune de la proche banlieue elle ne sera pas, de par la volonté de son Maire, une ville-dortoir.

Premier magistrat depuis 1973, Alain GRIOTTERAY affirme que les habitants de CHARENTON sont heureux. Il prépare aujourd'hui leur cadre de vie de demain, avec notamment la ZAC du Quartier Valmy-Liberté que va réaliser la SARI.

La défense du patrimoine, la reconquête du centre-ville, la protection de l'habitat social, le développement économique, l'action culturelle et la vie au quotidien des Charentonnais sont les préoccupations de ce Maire farouchement opposé à la décentralisation.

Peut-on parler de décentralisation si près de la capitale?

Je suis contre la décentralisation. Je trouve que c'est un attrape-nigaud qui coûte cher aux citoyens. Je ne connais pas un seul Maire qui ait eu des problèmes avec les Préfets dont le contrôle a priori valait mieux que les conseils a posteriori de la Cour régionale des comptes qui sanctionnera s'il y a des erreurs.

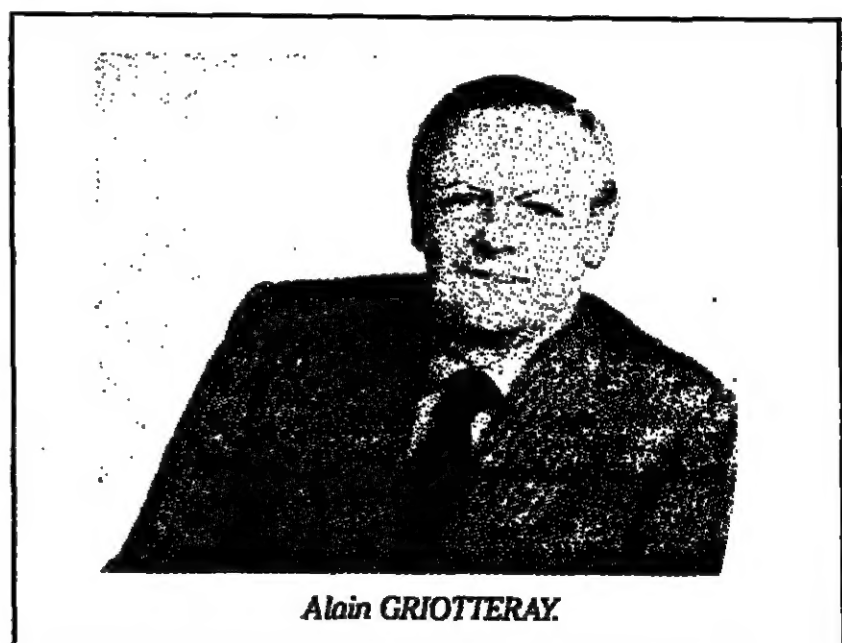
Beaucoup de communes n'ont pas les moyens de faire face à tous les problèmes posés aux collectivités locales. La décentralisation impose aux Maires une trop grande rigueur. Pour ma part mon secrétaire général, très pointilleux, m'assure une grande sécurité.

Quelle est votre priorité aujourd'hui?

J'ai d'abord eu comme souci de revitaliser le centre-ville. Quand une activité quitte la commune, je m'efforce de la remplacer immédiatement. Quand les usines sont parties, j'ai eu la préoccupation de les remplacer par des bureaux. Il y a aujourd'hui plus d'emplois qu'au début de mon mandat.

Vous entreprenez actuellement la construction et l'aménagement du Charenton de demain?

Oui, il y a tout d'abord la ZAC de Bercy où l'on retrouvera, sur 12 ha: un hypermarché spécialisé dans les vins avec Euromarché (Viniprix et Charentonnais), un grand centre commercial, un hôtel ** étoiles de 220 chambres et 25 à 30 000 m² de



Alain GRIOTTERAY.

bureaux sans oublier 260 appartements.

Mais il y a surtout la ZAC de Valmy-Liberté qui sera un nouveau quartier bien intégré dans son environnement et bien desservi. L'opération sera réalisée sur les anciens entrepôts Nicolas. Ma préoccupation première est de retrouver un quartier tenant compte de l'esprit des lieux avec les rues, telles qu'elles étaient dans le temps.

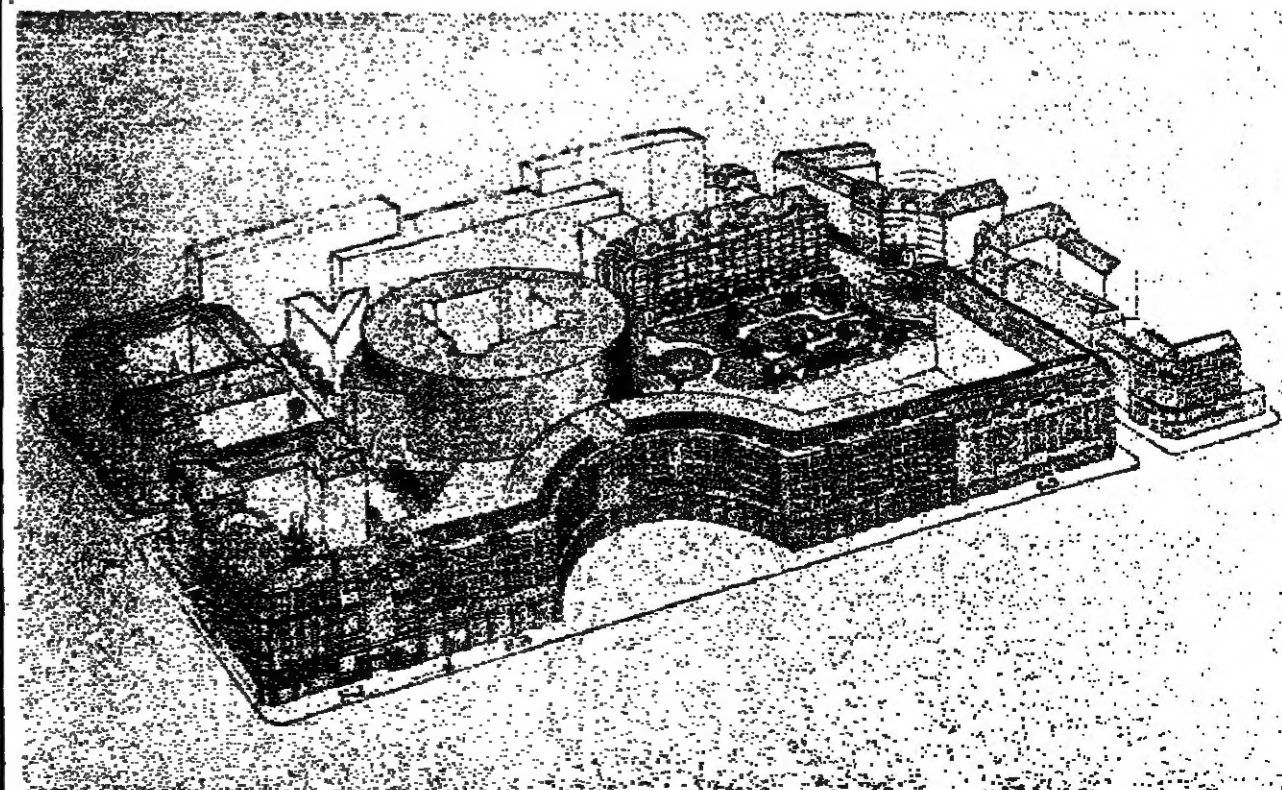
Pour cette grande opération, la SARI va faire l'inverse de ce qu'elle fait à la Défense. Aucun bâtiment n'aura plus de 6 à 7 étages. Il y aura

50 000 m² de bureaux, 50 000 m² d'habitations, 30 000 m² d'activités diverses. Un centre d'affaires fournira les services nécessaires à la vie d'une entreprise.

Il y aura aussi 450 habitations et une école ainsi qu'un hôtel *** étoiles de 80 chambres.

A l'horizon 90, CHARENTON sera ainsi équipé pour faire face aux vrais défis du XX^e siècle.

Ensuite, à l'aube de mon troisième mandat, mon objectif est de couvrir les principales voies de la S.N.C.F. qui se trouvent sur la commune, déchirée et martyrisée par le chemin de fer et le métro.



Le futur quartier Valmy-Liberté à Charenton-le-Pont.

MAIRIES DE FRANCE

RÉUSSITE

Christian ROLLOY, P.-D.G. de PROMOGIM

"Il construit avec l'accent de votre ville"

De nombreux Maires de France connaissent bien ce promoteur-constructeur car, dans les villes où il a réalisé un programme immobilier, les élus n'ont eu qu'à se féliciter de son savoir-faire. Désormais PROMOGIM ne compte plus les références dans l'hexagone, ce qui lui a ouvert de nombreux programmes aux quatre coins de la France.

En matière de logements en accession à la propriété les élus, aujourd'hui, sont à la recherche de partenaires qui allient à la fois qualité, rapidité et sérieux.

Une fois définis les objectifs des équipes municipales, la force de PROMOGIM est d'agir dans les meilleurs délais avec toutes les garanties nécessaires comme l'explique Christian ROLLOY: "Nous avons une grande expérience qui nous permet de répondre tout de suite à tous les problèmes posés par une Municipalité et notre structure financière indépendante nous permet de prendre rapidement des décisions, et ceci en toute sécurité".



Christian ROLLOY, Président-Directeur Général de PROMOGIM.

UNE SPÉCIALISATION EN MATIÈRE DE LOGEMENTS

Depuis sa création, PROMOGIM a vendu en France plus de 25 000 logements dont la moitié dans les immeubles collectifs et la moitié en maisons individuelles groupées. La grande majorité de ces logements

forts de PROMOGIM ou des programmes de maisons individuelles. Les programmes à taille humaine dans les centres villes sont devenus un des créneaux forts de PROMOGIM.

Cette spécialisation en logement a été facilitée par l'importance des fonds propres de PROMOGIM, actuellement de l'ordre de 170 000 000 F qui lui permet d'éviter le recours à des tours de table. Christian ROLLOY, est l'actionnaire majoritaire de la Société. La banque la HENIN, le Crédit Lyonnais et l'INDOSUEZ sont les autres actionnaires de la Société.

UNE IMPLANTATION NATIONALE

PROMOGIM est implantée de façon très cohérente sur l'ensemble de la France, à travers 12 directions régionales, qui lui permettent une bonne prise en compte des réalités locales.

La Région Méditerranée représente le volume le plus important des ventes, suivie par la Région Parisienne et l'Est.

Début 1987, 46 programmes étaient en cours de vente et 41 nouveaux programmes seront lancés dans l'année, totalisant 1950 logements dont la moitié réalisés en petits collectifs centre ville.

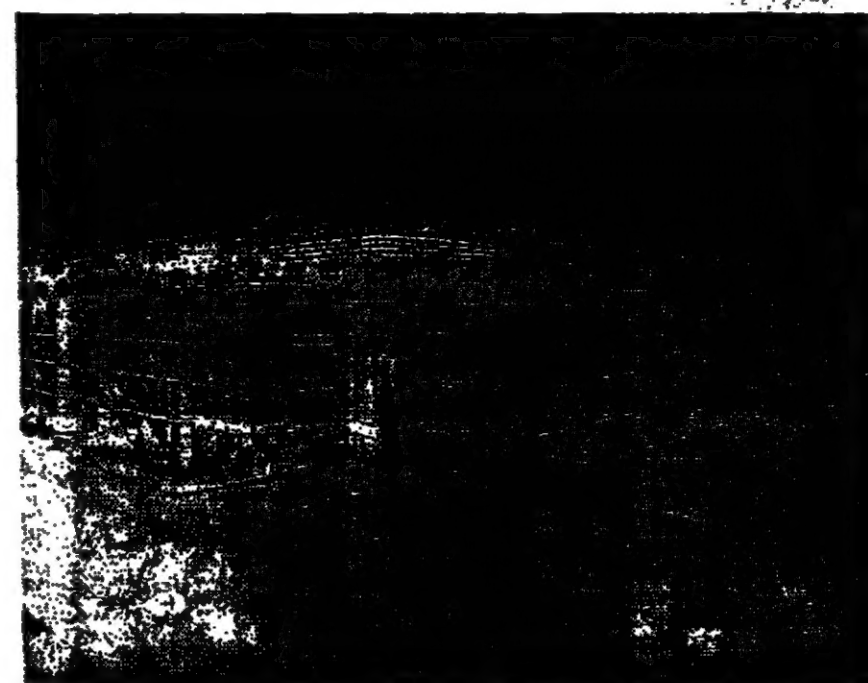
La prise en compte des réalités

locales est une des priorités des élus face à leurs partenaires-promoteurs. Là aussi Christian ROLLOY en fait un argument: "Je construis, dit-il, avec l'accent du pays", confiant la majorité de ses projets aux architectes locaux et l'ensemble des travaux à des entreprises locales.

PROMOGIM est une entreprise qui gagne et pour son P.-D.G. la seule explication est que "nous apportons des solutions aux problèmes de logements des commu-

nes et des acquéreurs et que nous sommes le seul opérateur".

Au moment où de nombreux Maires sont préoccupés par des problèmes de logements, l'organisation de PROMOGIM arrive à point nommé et ses références dans les Collectivités locales ne feront que conforter les compétences de ce promoteur immobilier à la vocation exigeante: la construction de logements en résidence principale de qualité à des prix accessibles.



Résidence Du Teil réalisée par PROMOGIM, rue du Commandant Charcot à Nîmes.

CONCOURS

FONDATION NATIONALE POUR LA PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS

Plusieurs centaines de Maires concernés

Au cours de ces derniers jours, les pluies diluviennes qui se sont abattues sur l'Europe ont sensibilisé de façon brutale les élus aux risques naturels que sont les inondations, les coulées de boue et les glissements de terrain.

Depuis plusieurs mois, la Fondation Nationale pour la Prévention des Risques Naturels tente d'informer et de sensibiliser l'ensemble des élus à tous ces dangers.

Dans notre dernier numéro de "Mairies de France" (4 juillet), nous vous annonçons le lancement d'un concours qui récompensera une initiative locale de prévention de ces risques, particulièrement originale et exemplaire.

Déjà près d'une centaine de collectivités locales ont adressé leur dossier pour le concours 87 et leur examen permet de dresser un premier bilan.

La plupart de ces dossiers sont très bien constitués avec documents photographiques à l'appui et même pour certains des cassettes vidéo.

Les moyens financiers mis en œuvre sont, bien entendu, proportionnels à la taille des communes.

Il ressort également que le risque naturel majeur auquel sont confrontées les communes est l'eau: 80% des dossiers concernent en effet la prévention des inondations aussi bien par de toutes petites communes de moins de 1000 habitants que par d'importantes communautés urbaines.

De nombreuses municipalités font preuve d'originalité et d'innovation. Parmi les dossiers reçus à noter les exemples suivants:

- BORDEAUX (Gironde): programme d'équipements primaires des eaux pluviales. Réalisation d'une conduite forcée en tunnel à partir d'études sur modèles mathématiques.

- LA ROQUETTE-SUR-VAR (Alpes-Maritimes): pose de filets de protection sur une falaise devenue dange-

reuse à la suite d'un incendie de forêt.

- MONTPELLIER (Hérault): travaux d'aménagement du Lez et projet de rétablissement de la navigation entre Montpellier et la mer.

- SOUPES-SUR-LOING (Seine-et-Marne): protection contre les crues.

- LILLE (Nord): adoption d'un système de télésurveillance des mouvements de terrain liés à la présence de carrières souterraines.

- NANCY (Meurthe-et-Moselle): dispositif d'alerte, de visualisation et de transmission de l'évolution des crues par vidéodisque interactif.

- SAINTE-EGREVE (Isère): plans de sauvegarde contre les risques naturels: zones de refuge, moyens d'alerte, évacuation de la population).

- GIVORS (Rhône): protection des crues du Rhône.

- CADENET (Vaucluse): travaux de consolidation d'une falaise.

- LAMBESC (Bouches-du-Rhône): construction du premier collège antisismique français.

- NICE (Alpes-Maritimes): système

d'annonce de crues pour assurer la sécurité du tunnel de Pailhon.

L'ensemble des dossiers reçus, faits d'expériences municipales, sera ensuite à la disposition des élus et servira de base pour une banque de données.

Le Haut Comité de la Fondation Nationale pour la Prévention des Risques Naturels aura un choix difficile à faire pour désigner une réalisation exemplaire, tant l'originalité des idées que l'importance des moyens mis en œuvre par certaines Communes méritent d'être retenues.

Tous les dossiers reçus, s'ils ne sont pas primés en 1987, participeront automatiquement au concours 1988.

Le concours 1987 sera clos le 10 octobre et les résultats seront proclamés à Toulouse le mardi 20 octobre dans le cadre de MAIRIE-EXPO 87.

Fondation pour la Prévention des Risques Naturels
31, rue Henri-Rochefort
75017 PARIS
TEL: (1) 42.67.97.42



Risque naturel majeur pour les communes: l'eau.

DEUX QUESTIONS À HAROUN TAZIEFF

Maire de MIRMANDE (Drôme) 400 habitants

QUELLES SONT LES RAISONS QUI VOUS ONT INCITÉ À ÊTRE CANDIDAT À LA MAIRIE DE MIRMANDE?

"J'ai été élu Maire à mon corps défendant. On est venu me chercher parce que la Commune semblait menacée par des promoteurs immobiliers. Je suis donc devenu un Maire-Avocat. Je me suis battu pour protéger ce site. Je ne suis donc pas Maire par vocation."

Ma mission accomplie, j'ai proposé de démissionner mais les jeunes du Conseil municipal m'en ont empêché, je remplis donc mon mandat avec joie.

PENSEZ-VOUS QUE LES MAIRES DE FRANCE SONT SUFFISAMMENT INFORMÉS SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS?

"Avant 1981, pas du tout, les élus étaient peu informés sur les risques de catastrophes naturelles, je les ai sensibilisés à cela. J'avais également attiré l'attention de François MITTERRAND sur ce problème il y a plusieurs années; lorsqu'il est devenu Président de la République il m'a confié le Secrétariat d'Etat chargé de la Prévention des Risques Naturels et Technologiques Majeurs."

Aujourd'hui les Maires sont incontestablement plus avertis qu'ils ne l'étaient il y a quelques années. Il est indispensable que les élus et la population prennent conscience des risques des catastrophes naturelles.

Il faut aller maintenant beaucoup plus loin, prendre des mesures et les faire respecter. Certaines seront peu coûteuses mais les dépenses d'équipements coûteront très cher. De nombreuses Communes ont déjà pris d'importantes initiatives en matière de prévention des risques naturels. Il est bon que celles-ci soient connues de tous."

Actuellement, à la demande d'Alain CARIGNON, Ministre Délégué à l'Environnement et Président du Conseil Général de l'Isère, nous réalisons à l'échelle du département quelque chose qui je crois sera tout à fait exemplaire.

Le Premier HAUT COMITÉ de la FONDATION NATIONALE POUR LA PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS
Sous l'égide de la Fondation de France

- Président d'Honneur: M. Haroun TAZIEFF.

- Président: M. Jacques BONNOT, Président-Directeur Général de la Caisse Centrale de Réassurance.

- L'ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE.

- M. André de BRETTEVILLE, Président de la CAISSE CENTRALE DES MUTUELLES AGRICOLES.

- M. Albert DUCROQ, Journaliste.

- LA FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS D'AGENTS GÉNÉRAUX D'ASSURANCES.

- M. Jacques GRALL, Journaliste.

- M. Jacques LALLEMENT, Président de la FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES.

- M. Claude MEGNIEN, Ingénieur Géologue au BUREAU DE RECHERCHES GÉOLOGIQUES ET MINIÈRES.

- M. Jean-Louis PETRIAT, Président de la GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES.

- M. Yves THIRE, Président du GROUPEMENT DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES À CARACTÈRE MUTUEL.

UN INVENTAIRE

INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

Le 1er septembre 1987, l'INSEE publie l'INVENTAIRE DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOIRE.

UN INVENTAIRE COMMUNAL POUR 1988

L'ÉQUIPEMENT DES COMMUNES DE FRANCE À LA LOUPE

L'Institut National de la Statistique et des Études Économiques a choisi le cadre de MAIRIE-EXPO 87 pour sensibiliser les Maires de France à

pements ? Quelle distance doivent-ils parcourir ?

Pour chaque commune, les données essentielles sur le cadre de vie et l'environnement seront ainsi rassemblées. La comparaison avec les résultats des précédents inventai-

ments de la commune, et surtout des habitudes de ses habitants. Un enquêteur viendra les interroger. Il sera envoyé par le Service Départemental de Statistique Agricole ou, quelquefois, par la Direction Régionale de l'INSEE. Cette procédure, désormais bien rodée, a prouvé son efficacité.

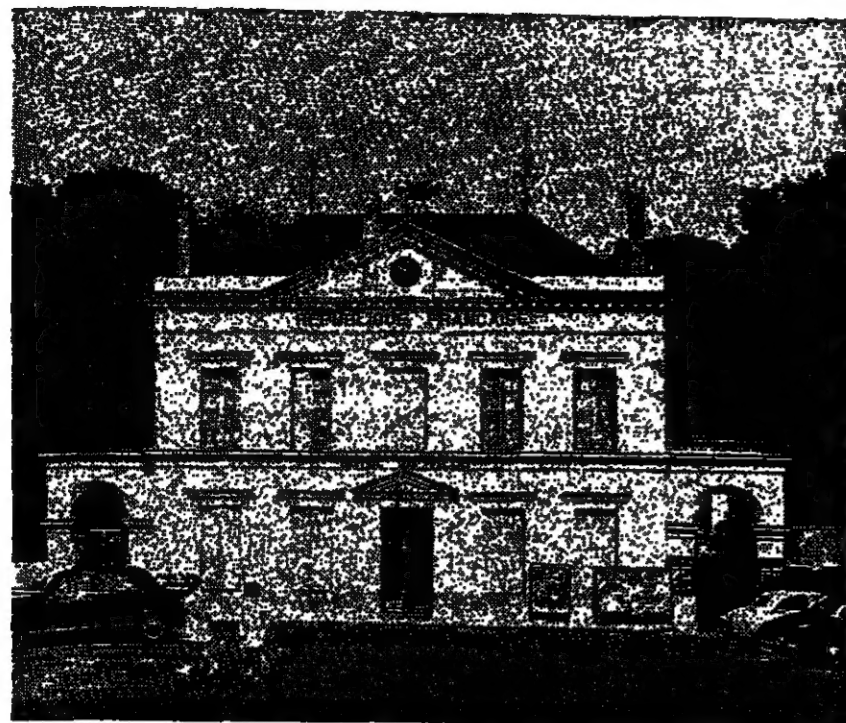
Le questionnaire abordera des domaines très variés : services et commerces, eau, assainissement, traitement des ordures ménagères, transports, enseignement, santé et action sociale ; sports, loisirs, culture, capacité d'accueil et activité touristique.

DES RÉSULTATS RAPIDES ET AISÉMENT ACCESSIBLES

Des fiches communales restitueront les résultats du questionnaire. Leur présentation a été particulièrement étudiée. Des fascicules départementaux permettront des comparaisons entre communes, et des comparaisons temporelles. Des cartes compléteront le dispositif. Elles localiseront les principaux équipements, et leurs aires d'attraction.

Pour les utilisateurs ayant des besoins spécifiques, des exploitations informatiques seront réalisées par les Observatoires Économiques Régionaux de l'INSEE.

Les Maires vont contribuer largement au succès de cette radiographie essentielle des Communes de France. Ils seront les premiers destinataires des résultats de leur Commune. Ils recevront un peu plus tard un document de synthèse leur permettant de situer leur taille par rapport à ses voisines.



Les Maires sont invités à ouvrir les portes de leur mairie aux enquêteurs.

l'inventaire communal qui va débiter à la fin de l'année et dont les premiers résultats sont d'ores et déjà attendus, aussi bien par les Pouvoirs Publics que par les Fourneaux des Collectivités Locales.

Chacune des 36 508 communes sera interrogée. Dispose-t-elle par exemple d'une station d'épuration des eaux ? D'une boulangerie, d'une piscine, d'un bureau de poste ? Sinon, où ses habitants se rendent-ils pour trouver ces équi-

res permettra en outre de savoir si sa situation s'est améliorée ou dégradée.

On pourra aussi étudier l'attraction des villes petites et moyennes sur les communes environnantes moins bien dotées en équipement.

UNE FAIBLE CHARGE

Chaque Maire réunira un petit groupe de personnes ayant une bonne connaissance des équi-

TÊTE D'AFFICHE

L'AVENIR AU SUD DE PARIS : ANTONY

La région parisienne est en cours de rééquilibrage économique. "L'Ouest parisien est aujourd'hui saturé" assure le Maire d'Antony, Patrick DEVEDJIAN. La densité y a atteint ses limites. Aujourd'hui et demain le développement s'orientera vers le sud parisien. La commune d'Antony, 55 000 habitants, bénéficie d'une situation géo-stratégique exceptionnelle sur le plan économique et son Maire entend en tirer bien des avantages.

Antony est à 5 mn des pistes d'Orly et bientôt un VAL reliera en 7 mn les aéroports d'Orly à la ligne B du R.E.R., station Antony. L'autoroute du Sud longe la ville et une bretelle desservira prochainement la zone industrielle qui a été doublée. La A86 rencontre à la Croix-de-Berny la N20 qui met Paris à quelques minutes. En plus du R.E.R., la ligne C relie la ville à la gare Montparnasse et aux Invalides. A Massy, ville limitrophe, l'interconnexion des T.G.V. permettra d'être en liaison rapide avec une grande partie de l'Europe. On conçoit dans ces conditions que la ville se modernise rapidement.

UNE GESTION FUTURISTE

La gestion municipale se veut également futuriste. C'est ainsi, par exemple, que la recherche d'un service de meilleure qualité pour les enfants qui mangent au restaurant scolaire a conduit la municipalité à confier l'édification d'une nouvelle cuisine centrale avec la liaison froide et la cuisson sous vide à Hexagone et sa gestion à la Générale de Restauration.

La Mairie conserve toutes ses responsabilités en exerçant son contrôle sur le concessionnaire mais se décharge de fonctions qui

édifié en bordure d'un parc prendra le relais de l'ancienne.

Pour expliquer l'amour qu'ils portent à leur cité, les Antoniens



Patrick DEVEDJIAN.

sont mieux assumées par des professionnels. Le système performant qui a été retenu par la ville en fera dans ce domaine la première de la Région Parisienne.

La modernité ne fait pas oublier pour autant le plaisir de vivre. La ville a considérablement augmenté ses espaces verts. Des squares ont été aménagés à différents endroits de la ville et la Municipalité a acquis 11 000 m² de parc et de jeux pour les enfants.

Sur le plan culturel, un théâtre crée chaque année une pièce tirée des littératures étrangères en en assurant la traduction et l'adaptation.

Pour la bibliothèque municipale, un magnifique projet ultra moderne

évoquent la "qualité de la vie" qu'ils jugent supérieure à celle d'autres villes. Cette expression traduit le sentiment d'un équilibre. Équilibre géographique, équilibre entre le côté ville et le côté nature, équilibre humain par la rencontre entre des gens de diverses générations, conditions, religions et convictions.

Antony, ancienne dépendance de l'Abbaye Saint-Germain-des-Près puise dans son riche passé les forces qui lui permettent de répondre mieux que beaucoup au défi de l'avenir.

Un Français sur 1000 a choisi de vivre à Antony, tout un symbole pour ce jeune Député-Maire qui sait plaider pour sa ville, n'est-il pas Avocat de profession ?

SUCCÈS

HENRI SANNIER : BONSOIR MONSIEUR LE MAIRE !

FR3 risque de perdre 400 téléspectateurs d'un coup le 7 septembre prochain à 20 heures et ANTENNE 2 va tous les récupérer. La raison en est bien simple, c'est que Monsieur le Maire d'EAUCOURT-SUR-SOMME en Picardie, Henri SANNIER, va présenter à partir de ce soir-là le Journal Télévisé de 20 heures sur cette chaîne, après avoir animé avec Ghislaine OTTENHEIMER le journal de 19 à 20 heures sur la 3 avec le succès que l'on sait.

Henri SANNIER, 40 ans, marié, père de deux enfants, est Maire de la Commune depuis deux mandats. Sa fierté : avoir fait bouger son village sur le plan de l'environnement en plantant entre autres plus de 1200 arbres.

Il a confiance en son village. Signe de bonne santé : 60 enfants seront présents à la rentrée scolaire dans les trois classes de l'école Communale.

Entouré de 11 conseillers, il assure la gestion communale d'un budget annuel de un million de francs.

Le projet qui lui tient le plus à cœur : la construction d'une Salle des Fêtes et de deux courts de tennis.

Dans la Commune tout le monde tutoie ce Maire chaleureux qui assure tous les dimanches une permanence en Mairie pour être davantage à l'écoute de ses concitoyens.

Henri SANNIER présentera le Journal Télévisé de 20 heures, en alternance avec Daniel BILLALIAN. Il verra peut-être un jour dans le Guide des Records comme étant le Maire de France qui passe le plus à la télévision, à moins qu'il ne devienne le Maire journaliste qui gagne la bataille de l'audience du sacro-saint Journal Télévisé de 20 heures.



Henri SANNIER, Maire d'Eaucourt-sur-Somme.

BUSTE

UNE MARIANNE "CANON"



Elle sera de bronze... Une nouvelle Marianne vient d'être créée à

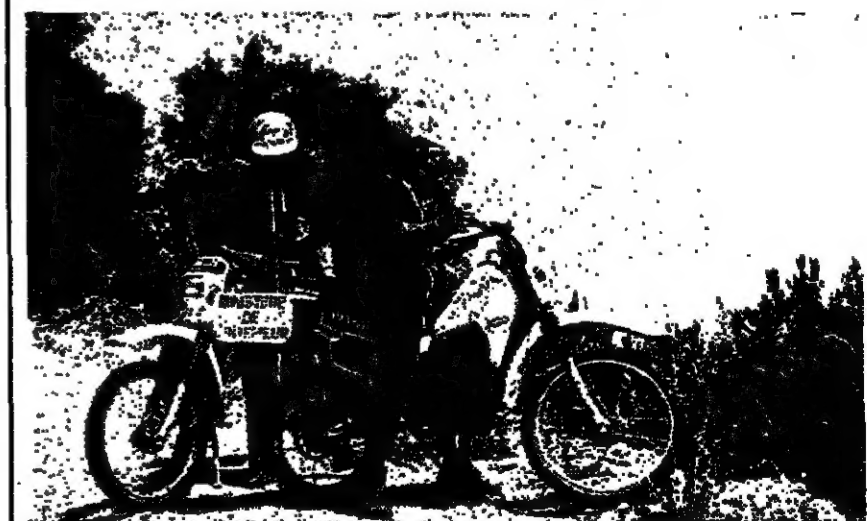
l'inspiration de Roger-Louis CHAVANON, sculpteur-médailleur et portraitiste, à la demande de la SEDI, célèbre fournisseur des Collectivités Locales qui a son siège à Uzès.

Pour créer ce nouveau buste, l'artiste s'est d'abord livré à un diagnostic de tous les bustes existants. Pour lui, Marianne n'est ni Bardot, Mathieu ou Deneuve, elle est une star, mais aussi une déesse. La Marianne est surtout la seule femme qui appartient et doit être accessible à toutes et à tous.

Cette Marianne va être éditée en bronze par les Monnaies et Médailles de Paris. Que les puristes se rassurent, elle sera aussi éditée en plâtre. Elle rejoindra ainsi, sur les étagères des Ateliers de Moulage du Louvre ses illustres consœurs signées Enjalbert, Poisson ou Aslan.

CASQUES VERTS

DES "ENTREPRISES CITOYENNES" AU SECOURS DU MASSIF DES MAURES



En 15 années, plus de 75 % des surfaces boisées des Communes du Plan de la Tour, Les Arcs, Grimaud, Vidauban, Cogolin, Les Mayons, La Mole, Sainte-Maxime, Roquebrune, Bormes et Le Rayol ont été détruits par des incendies de forêt. Aussi, cette année, le Ministère de l'Intérieur a lancé une vaste opération de surveillance de la forêt varoise intitulée "Opération Casques Verts", avec des moyens financiers que seul le partenariat rendait possibles : 25 % à la charge de l'État, 75 % financés par six "entreprises citoyennes" (BULL, ELF, RENAULT VL, RHONE-POULENC, THOMSON, EDF-GDF).

Depuis le 1^{er} juillet, 40 motocyclistes et cyclistes sillonnent les forêts des Maures et de l'île de Porquerolles. Ils scrutent la moindre fumée suspecte, renseignent les touristes et les informent du danger. Bilan : 44 départs de feu signalés et maîtrisés, plusieurs pièges à feu dénichés.

Cette première a été encouragée par Charles PASQUA, Ministre de l'Intérieur, et menée par Dominique VESCOVALI son Chargé de Mission. Cette action de prévention exemplaire a fait l'unanimité des Eus Varois et les résultats encourageants ouvrent des perspectives dignes d'intérêt.

MAIRIES DE FRANCE

Rédaction, réalisation : Christian HOYOS

RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE

Place Beauvau - 94, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. (1) 42.66.26.16

Photocomposition/Montage : TYPELEC, 92300 LEVALLOIS

Prochaine parution : 24 septembre 1987

MAIRIES DE FRANCE

COMMUNICATION

DOMINIQUE BAUDIS ENCOURAGE À TOULOUSE LA PREMIÈRE VRAIE TÉLÉVISION LOCALE



Une grande première nationale pour un Maire professionnel de la Télévision.

Les collectivités locales portent un intérêt marqué à la communication et aux médias locaux : la participation des villes à la mise en place des réseaux câblés en est, depuis quelques années, un témoignage révélateur. Une décision récente de la CNCL ouvre désormais une possibilité nouvelle : celle de créer des télévisions locales, diffusées sur une fréquence propre ou en décrochage d'une chaîne préexistante. C'est ainsi qu'un premier appel aux candidatures a été lancé en juillet pour la création d'une télévision locale indépendante : il concerne Toulouse et son agglomération. Pour répondre à une telle éventualité, la SLEC de Toulouse-Bagnac (Société Locale d'Exploitation du Câble, dans laquelle la Ville de Toulouse détient la majorité des parts), la Banque Courtois, la Dépêche du Midi et la Compagnie Générale des Eaux (opérateur du futur réseau câblé toulousain) ont conjointement préparé, depuis plusieurs mois, un projet de télévision hertzienne à Toulouse, auquel seront associés différents autres partenaires locaux. Cette télévision, diffusée sur une fréquence propre, est conçue comme indépendante - bien que complémentaire - du réseau câblé, dont elle utiliserait toutefois les locaux et les moyens techniques.

UNE TÉLÉVISION DE PROXIMITÉ

Sa programmation - une heure par jour, au démarrage, plus la première année, une trentaine d'émissions de sports, de spectacles ou de ciné-clubs, et des émissions de télépromotion - serait complétée en fonction des perspectives économiques - et de l'offre de programmes, soit par une extension de sa programmation propre, soit par la retransmission de programmes proposés aux stations locales par des chaînes de télévision ou des producteurs. Centrée sur l'agglomération toulousaine et constituée, pour l'essentiel, d'émissions d'information et de direct, la Télévision de Toulouse se fonde sur un pari : il y a place en France, à côté des chaînes généralistes et des réseaux câblés, pour des télévisions de proximité, instrument d'information et d'animation des différents aspects économiques, professionnels, sociaux et culturels de la vie locale. Malgré le grave handicap que constitue aujourd'hui pour un média local, l'interdiction de la publicité pour le secteur de la distribution, il est envisagé de trouver, dans les différentes formes de publicité autorisées les ressources nécessaires au fonctionnement de la TV locale. Dans ce contexte la SLEC de Toulouse-Bagnac et ses partenaires déposeront, avant la fin du mois de septembre, un dossier de candidature auprès de la CNCL. Les télévisions locales, leurs relations avec les réseaux câblés, leur équilibre économique, et le rôle qu'elles peuvent jouer dans l'animation de la vie locale, feront l'objet d'une des tables rondes du prochain MAIRIE-EXPO à Toulouse.



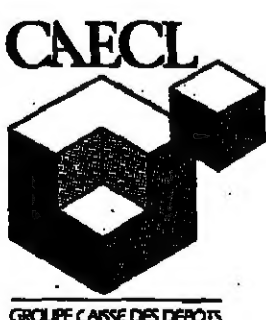
Depuis plus de 20 ans, la CAECL apporte aux collectivités locales son appui dans toutes les étapes de réalisation de leurs projets. Aujourd'hui, pour répondre aux besoins exprimés par ses clients, la CAECL leur offre une gamme complète de produits et services : produits de financement court terme, prêts en devises, prêts renouvelables, crédit bail, ingénierie financière pour les grands projets locaux ou l'aménagement de la dette, accès à des logiciels d'aide à la gestion et à la décision.

La CAECL est présente sur l'ensemble du territoire : 24 Directeurs Régionaux sont à la disposition permanente des collectivités locales pour trouver une solution sur mesure aux problèmes de financement de leurs investissements.

Saint-Jean-de-Monts est sans doute l'une des stations de la côte Atlantique qui connaît les déséquilibres saisonniers les plus importants : 5 500 habitants en hiver, 130 000 en été. Il était primordial de tenir compte de cette contrainte démographique quand s'est posé le problème de construction d'un nouveau marché couvert. Il fallait à la fois conserver une échelle humaine pour que les installations puissent servir facilement en hiver, et éviter un modernisme brutal qui aurait déplaqué aux habitants et aux touristes amateurs de style vendéen traditionnel. Le choix s'est porté sur une construction moderne pratiquement circulaire de 900 m² recouverte de tuiles romaines, au milieu d'une place permettant l'installation de commerçants saisonniers à découvert. Cette opération visait également à revivifier le centre ancien. La station poursuit en effet son développement vers l'intérieur des terres et non plus en front de mer. Le "vieux" village voit ainsi sa vocation de centre renaître. Chaque nouvel équipement doit participer à ce rééquilibrage de la commune. Le marché a donc été construit dans le centre ancien.

La solution CAECL. Pour cet investissement Saint-Jean-de-Monts devait faire appel à l'emprunt et s'est naturellement tourné vers la CAECL qui contribue largement à l'aménagement des stations balnéaires vendéennes. La CAECL a apporté plus de 80 % du financement. La Direction Régionale, implantée à Angers a rapidement monté l'opération en collaboration avec les services techniques communaux. Le financement s'est fait en trois étapes, au fur et à mesure du déroulement du chantier. En tout, la CAECL a versé 4,1 millions de francs.

La CAECL finance les collectivités locales.



GRUPE CAISSE DES DÉPÔTS

FÊTES ET CÉRÉMONIES



Pierre RIVALDI, Maire de DIGNE (Alpes de Haute-Provence) a reçu samedi 22 août dans la Maison Communale Monsieur François MITTERRAND, Président de la République, qui effectuait un voyage officiel à l'occasion de l'inauguration des nouveaux bâtiments de l'Hôtel du Département des Alpes de Haute-Provence. A cette occasion, il a offert au Président de la République, un magnifique tableau. François MITTERRAND a effectué les réceptions dans les Hôtels de Ville de France. N'oublions pas qu'il fut pendant plusieurs mandats Maire de Châteauneuf.



Pierre CARDIN, déjà Ambassadeur de la Haute Couture Française à travers le Monde, compte désormais un titre de plus, celui de Maire du Faubourg-Saint-Honoré. Il a été élu par ses amis au cours d'une grande réception qu'il organisait avec Alain TRAMPOGLIERI, Président des RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE et Commissaire Général de MAIRIE-EXPO, à la veille du 14 juillet, dans les Salons du MINUM situés rue du Faubourg-Saint-Honoré, face au Palais de l'Élysée.



Edgar FAURE, Président de la Mission pour la Commémoration du Bi-centenaire de la Révolution Française, souhaite associer les Communes de France à la célébration de 1789. Il sera présent à MAIRIE-EXPO pour informer les élus sur les différentes manifestations du Bi-centenaire. Il a évoqué avec Alain TRAMPOGLIERI l'idée d'organiser un grand banquet des Maires de France en 1989.



Poursuivant sa participation à la vie culturelle des Régions, la Compagnie AIR INTER présidée par Pierre EELSEN a parrainé pour la troisième année consécutive le Festival Gérard PHILIPPE de RAMATUELLE qu'anime avec beaucoup de talent Jean-Claude BRIALY. Albert RAPHAIL, Maire de RAMATUELLE, a reçu pendant le Festival de très nombreuses personnalités parmi lesquelles François LÉONARD, Hervé de CHARENTTE, Gérard LONGUET, Simone VIEL, Jack LANG, Jean-Pierre FOURCADE, Yves MOUROUSSI, Régine, Danièle EVENOUX, Francis LALANNE, ainsi que de nombreux chefs d'Entreprise qui ont participé au parrainage de ce festival.



MABROUK Junior, le chien vedette de l'émission du samedi après-midi sur TF1 "30 MILLIONS D'AMIS" sera l'un des invités de marque de MAIRIE-EXPO 87 à Toulouse. Accompagné de son maître et producteur, Jean-Pierre HUTIN, il viendra remettre à un Maire de France le Ruban d'Honneur de "30 MILLIONS D'AMIS", récompense décernée à la ville de France qui aura le plus œuvré pour faciliter la vie des maîtres et de leurs animaux de compagnie.

STICE

Après le meurtre de Jean-Marie...

Philippe Bidart et sa compagne ont... malgré les barrages de...

...pour le meurtre de Jean-Marie...
Philippe Bidart et sa compagne ont... malgré les barrages de...
...pour le meurtre de Jean-Marie...

M. Pasqua : dans certaines affi...

...pour le meurtre de Jean-Marie...
M. Pasqua : dans certaines affi...
...pour le meurtre de Jean-Marie...

La presse française globalement...

...pour le meurtre de Jean-Marie...
La presse française globalement...
...pour le meurtre de Jean-Marie...

SCIENCE

...pour le meurtre de Jean-Marie...
SCIENCE...
...pour le meurtre de Jean-Marie...

La NASA...

...pour le meurtre de Jean-Marie...
La NASA...
...pour le meurtre de Jean-Marie...

Le...

...pour le meurtre de Jean-Marie...
Le...
...pour le meurtre de Jean-Marie...

Le...

...pour le meurtre de Jean-Marie...
Le...
...pour le meurtre de Jean-Marie...

Le...

...pour le meurtre de Jean-Marie...
Le...
...pour le meurtre de Jean-Marie...

Le...

...pour le meurtre de Jean-Marie...
Le...
...pour le meurtre de Jean-Marie...

Le...

...pour le meurtre de Jean-Marie...
Le...
...pour le meurtre de Jean-Marie...

Le...

...pour le meurtre de Jean-Marie...
Le...
...pour le meurtre de Jean-Marie...

Le...

...pour le meurtre de Jean-Marie...
Le...
...pour le meurtre de Jean-Marie...

JUSTICE

Après le meurtre du gendarme Roger Buschmann
Philippe Bidart et sa compagne ont pu gagner Bordeaux
malgré les barrages de gendarmerie

BORDEAUX
de notre correspondant

La police et la gendarmerie des cinq départements aquitains (Dordogne, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques, Landes et Gironde) recherchent toujours, depuis le 25 août, Philippe Bidart, chef prisé du mouvement autonomiste basque Iparratarra, considéré

comme le meurtrier du gendarme Roger Buschmann. Est aussi recherchée Lucienne Fourcade, vingt-quatre ans, qui a pris la fuite en compagnie de Philippe Bidart après la fusillade de Port-Maguide, près de Biscarrosse. Les forces de police et de gendarmerie des Hautes-Pyrénées se sont jointes jeudi à celles des cinq départements aquitains.

Dans une interview au « Nouvel Observateur »
M. Pasqua : dans certaines affaires
« on a joué contre la sécurité de l'Etat »

Dans son édition du vendredi 28 août, l'hebdomadaire le Nouvel Observateur publie une interview de M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, dans une enquête sur « Le pouvoir des journalistes ». Sont évoqués les rapports entre la presse et le pouvoir d'Etat entre M. Pasqua et les journalistes. C'est ainsi que le ministre en vient à donner son avis sur deux « affaires » traitées par le Monde : Greenpeace et le Carrefour du développement.

Selon le ministre de l'Intérieur, « dans l'affaire Greenpeace, on a joué contre la sécurité de l'Etat ». Si, à ce moment-là, j'avais eu des responsabilités de conduite des affaires de l'Etat, il y a des gens qui se seraient retrouvés devant la justice. Ce, la ne les aurais pas lâchés ». M. Pasqua « ne veut citer personne », mais affirme que « lorsqu'une enquête, conduite par des journalistes, en arrive à se faire l'auxiliaire des services étrangers, à déjouer le fonctionnement des services secrets, à donner les noms, les véritables noms des agents secrets, voire à publier leur photo, on est là dans un domaine qui frise la trahison... N'oubliez pas qu'il y a dans le monde des gens qui ont travaillé avec ces agents identifiés et qui, désormais, risquent leur peau ».

La presse française
« globalement honnête »

En ce qui concerne l'affaire du Carrefour du développement, M. Pasqua se retranche une nouvelle fois, derrière le secret-

défense : « Que la presse se soit intéressée à cet aspect de l'affaire (du vrai-faux passeport), ça me paraît normal. Mais qu'elle ait tiré un certain nombre de conclusions et qu'elle ait affirmé un certain nombre de choses sans avoir aucune preuve, ça ne me paraît pas normal... Pour ma part, j'ai le devoir de faire en sorte que les services de renseignements soient à l'abri d'un certain nombre de mésaventures, par exemple que l'on sache, comment sont établis, et par qui, les documents dont on a besoin. Cela, ce n'est pas possible de le dire. Parce qu'il y a un certain nombre de gens qui, à l'étranger, jouent leur peau pour défendre la sécurité des Français ».

Reste qu'au bout du compte, M. Pasqua trouve la presse française « globalement honnête », malgré « naturellement, quelques excès ». Et le ministre de conclure : « Vous savez, je crois que si, demain, je voulais donner une interview, n'importe quel journal, il la prendrait... »

Au total, quinze cents hommes, dont les deux brigades de recherche des gendarmes de Pau et de Bordeaux, des chiens et plusieurs hélicoptères sont mobilisés.

Le capitaine Saenz, chef de la section de recherche de la gendarmerie de Pau, dirige l'enquête. La tactique a été modifiée au cours de la journée du 27 août : le plan Epervier (bouclages et contrôles des routes et carrefours jugés stratégiques) a été abandonné au profit de patrouilles systématiques et de contacts avec la population. Hôtels, campings, restaurants, forêt landaise et zones urbaines sont ainsi visités, ce qui aurait permis de retrouver le lieu de passage du couple près d'Arcachon.

Le plan Epervier avait été déclenché le 25 août après la fusillade de Port-Maguide (Landes). Philippe Bidart et Lucienne Fourcade, après avoir abandonné leur 4 L, s'étaient emparés sous la menace d'une Ford Sierra bleue appartenant à des touristes allemands.

Durant quelques heures, dans la nuit du 25 au 26 août, une partie des forces de police s'était déplacée, attachée à une fausse piste, celle d'une Golf GTI. Philippe Bidart et Lucienne Fourcade se sont-ils glissés à travers les serres d'Epervier ? En tout cas, la Ford Sierra bleue a été retrouvée, jeudi 27 août en début d'après-midi, par une patrouille de police à Bordeaux, à quelques centaines de mètres de la caserne Bistard, siège de la légion de gendarmerie d'Aquitaine.

Judi soir, on ne disposait cependant pas de témoignages précis sur la date d'abandon du véhicule : soit mercredi soir 26 août, soit jeudi matin 27 août. Ses occupants restaient introuvables.

Les obsèques du gendarme Roger Buschmann devaient avoir lieu le 28 août à 15 heures à Biscarrosse, en présence du ministre de la Défense, M. André Giraud, qui devra aussi se rendre au chevet du blessé, le légionnaire Guy Chevanton, à l'hôpital d'Arcachon-La-Testa.

GINETTE DE MATHA.

SCIENCES

Le tir de la nouvelle fusée
d'appoint reporté de deux jours
La NASA manque un rendez-vous important

Dans les collines désertiques de l'Utah, non loin de Brigham City, la Nasa avait convié cinq cents personnes, le jeudi 27 août, pour un spectacle peu ordinaire : le premier tir en vraie grandeur de la nouvelle fusée d'appoint de la navette américaine. Mais les invités ont dû repartir sans avoir rien vu : après plusieurs interruptions in extremis du compte à rebours, l'essai a été reporté de 48 heures. Rendez-vous est donc pris, samedi, à 19 heures (heure de Paris).

Ce n'est pas « un échec du test, mais c'est un échec pour nous que le test soit repoussé ». Par ce commentaire, le responsable du programme navette, M. Richard Truly, résume toute la déception éprouvée tant par la Nasa et le fabricant des propulseurs, la firme Morton Thiokol, que par tous ceux qui suivent de près le programme spatial américain. L'essai du propulseur est en effet une étape cruciale que la Nasa devra franchir avant de faire voler à nouveau la navette Discovery dont le prochain départ est prévu - selon les plus optimistes - en juin 1988.

C'est en effet la défaillance de l'un de ses propulseurs à poudre qui avait provoqué, en janvier dernier, l'explosion de Challenger et la mort de ses sept astronautes. La commission d'enquête sur l'accident avait précisément incriminé les joints reliant les différents segments de ce « booster ». Des joints dont le manque d'étanchéité avait permis qu'une flamme s'échappe et ronge l'attache métallique maintenant le propulseur. Ce dernier avait alors pivoté et percé l'énorme réservoir externe de la navette, provoquant l'explosion de ses 700 tonnes d'hydrogène et d'oxygène liquides.

Aussi la commission d'enquête a-t-elle fermement recommandé qu'en matière de joints, on reparte à zéro et que ces éléments soient redessinés puis testés dans des conditions ressemblant le plus possible à celles des tirs réels. C'est à cette tâche que s'est attelée l'entreprise Morton Thiokol, dépensant pour cela plus de 400 millions de dollars. Le nouveau système d'assemblage comporte

trois joints circulaires au lieu de deux. Une bride à double lèvres a d'autre part été ajoutée pour améliorer l'étanchéité de l'ensemble et éviter que les joints se distordent lors de la mise sous pression. Enfin, une chaudière a été placée autour de la bride pour empêcher le caoutchouc des joints de se rigidifier lorsque la température extérieure est très basse.

Le propulseur amélioré - sans ses nouveaux joints - avait déjà été testé à la fin du mois de mai. Aussi les responsables de Morton Thiokol se disaient-ils « tout à fait confiants » dans le succès d'un nouvel essai de mise à feu de la fusée complète, bardée de plus de 500 capteurs chargés de surveiller ses principaux composants. Mais jeudi, le compte à rebours a été interrompu quinze secondes avant l'heure H (21 heures, heure française), les techniciens ayant constaté la rupture d'une canalisation externe qui asperge d'eau le propulseur pour le refroidir après le test. Reprogrammée pour 23 heures, la mise à feu a été une nouvelle fois arrêtée : l'ordinateur de contrôle des opérations n'a pas pu confirmer le bon fonctionnement des turbines chargées de fournir la pression hydraulique nécessaire à la mise en mouvement de la fusée. Finalement, le tir a été reporté de quarante-huit heures.

Ces incidents techniques proviennent d'équipements nécessaires aux essais, et ne concernent pas directement le propulseur. Il n'empêche. Cet engin, haut de 48 mètres et chargé de 300 tonnes de carburant solide, devra rester deux jours de plus sur l'aire d'essais de la firme Morton Thiokol. Une attente qui semblera longue aux responsables de la Nasa comme à ceux du constructeur des fusées d'appoint. Ces derniers ne sont d'ailleurs pas au bout de leur peine : même en cas de succès, samedi, il leur faudra réussir bien d'autres tests avant que la navette puisse reprendre la direction de l'espace.

ELISABETH GORDON.

MÉDECINE

L'épidémie de SIDA
M. Dufoux en appelle
aux médecines douces

Dans une interview accordée à *Gai Pied Hebdo* (1), M. Georges Dufoux, ancien ministre des affaires sociales et de la santé, définit ce qui, selon elle, devrait être fait en matière de lutte contre le SIDA. « J'insiste, déclare-t-elle, des budgets à des recherches d'un autre ordre. J'accepterais que des gens qui ont une autre vision de la médecine et de la santé travaillent sur le SIDA. Je pense aux médecines dites « marginales » comme l'acupuncture ou l'homéopathie. » Selon M. Dufoux, qui, lorsqu'elle était ministre, avait créé une Fondation pour l'évaluation des thérapies alternatives, cela ne signifie pas qu'il faille diminuer le budget des recherches actuelles. « Bien au contraire », dit-elle.

(1) Daté 29 août-4 septembre.

An Burundi : davantage
de victimes
que les principales maladies
infectieuses rémies

M. Emile Mworohe, secrétaire général du parti UPRONA (Union pour le progrès national), a indiqué, le jeudi 27 août, que six cent onze cas de SIDA avaient été recensés au Burundi depuis 1984 et que deux cent quinze personnes étaient mortes de cette maladie. Selon M. Mworohe, le SIDA fait au Burundi quinze fois plus de victimes que la rougeole, la malaria, la dysenterie bacillaire, la tuberculose pulmonaire et le choléra réunis. Un comité national de lutte contre la maladie a été créé par décret présidentiel le 19 août dernier. Dans un premier temps, ce comité devra mettre en place un dispositif visant à dépister le virus du SIDA dans les lots de sang destinés à la transfusion. - (A.P.P.)

DÉFENSE

Le marché des avions de combat
Les Américains cherchent
des partenaires en Europe

Les responsables de General Dynamics, producteur américain de l'avion de combat tactique le plus répandu dans le monde, le F-16 Falcon, ont entamé à Bruxelles, le jeudi 27 août, une campagne pour convaincre les pays européens de participer à la mise au point d'une nouvelle version de l'appareil, dite Agile Falcon. C'est dire que les Américains cherchent de l'aide pour le développement d'un avion qui entre en concurrence avec le projet français Rafale et, dans certains cas, avec l'avion Européen Fighter Aircraft (EFA) que projettent de construire la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, l'Italie et l'Espagne.

Le directeur des programmes internationaux de General Dyna-

mics, M. Dain Hancock, a indiqué que sa firme était prête à fournir, dès 1995, la version de base de l'Agile Falcon aux Européens intéressés, pour 15 millions de dollars pièce. Mais le programme de développement de ce nouvel avion (qui devrait avoir une voilure plus importante, un nouveau moteur et une avionique modernisée) est estimé à 600 millions de dollars et la firme cherche des partenaires.

M. Hancock a dit avoir communiqué les projets de son entreprise au gouvernement belge. Il semble acquis que ce dernier ne sera pas acquiescent à l'achat de 2000 et qu'il choisira alors un avion unique pour remplacer les F-16 et les Mirage-5 équipant sa flotte de quel- que cent quarante avions de combat tactique. - (A.P.P.)

La France et la RFA reprennent
leur collaboration en matière d'armement terrestre

La France et l'Allemagne de l'Ouest ont décidé de construire ensemble un nouveau char de dépannage, a annoncé jeudi 27 août un communiqué du ministère de la Défense. L'accord a été conclu entre le Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) - établissement des armées qui fabrique et surtout assemble les systèmes d'armes terrestres - et la firme ouest-allemande Krupp-Mak, constructeur des chars Leopard-I et Leopard-II.

A ce projet baptisé GIAT-MAK, dont l'établissement français sera le maître d'œuvre, l'entreprise ouest-allemande apportera sa longue expérience des véhicules de ce type dans la famille Leopard : char dépanneur, char poseur de pont, char de grêle, précise le commu-

qué. Elle sera responsable de l'intégration sur le châssis AMX-40 du GIAT des composants spécifiques de la fonction grue, treuil, pelle, etc. Le prototype devra être prêt pour les essais constructeurs en juin 1989 et les deux fabricants comptent sur un marché de plus de cent cinquante chars de dépannage à partir du début de la production, prévue en 1991.

Après l'engagement, pris en juillet dernier par Paris et Bonn, de construire un hélicoptère de combat commun, ce nouvel accord renforce la coopération franco-ouest-allemande en matière d'armements terrestres, gelée depuis mars 1981, date à laquelle le char commun a été abandonné au profit de la modernisation du véhicule ouest-allemand Leopard.

TOUS LES SENS SONT EN ÉMOIS

LA PASSION ASSOURDISSANTE
DE CES HOMMES QUI FABRIQUENT
L'EUROPE. P. 68.

LA LUMIÈRE DE NOS ÉMOTIONS
EN 24 IMAGES SEQUENCÉES.
H. ALDAM. P. 37.

ALLERRETTOI
L'ITALIE EXULTE DE SE VOIR
SI BELLE EN SON MIOIR.
P. 18.

BARRIÈRE DE DÉSEIL
BLANCHE-ROUGE
KALLIMED LES SEPT NAVES
PAR C. PHILIPPE. P. 97.

IONESCO.
LE VIEUX MONDE.
BIBLIE ENCORE.
P. 32.



LE PREMIER MAGAZINE CULTUREL A SENSATIONS.

Société

REPÈRES

Environnement

La Chine double son budget antipollution

Le gouvernement chinois a décidé de consacrer 33 milliards de yuans (environ 55 milliards de francs) pour combattre la pollution au cours du septième plan quinquennal (1986-1990). Cet effort spectaculaire est dû à la constatation que l'air qu'on respire en Chine est aujourd'hui aussi pollué que dans l'Europe des années 50. Les Chinois, en effet, qui s'étaient jusqu'alors chauffés au charbon, ce qui entraînait une pollution atmosphérique intense en milieu urbain. Selon une enquête des autorités chinoises, quarante-cinq villes, sur cinquante-quatre sondées, seraient aujourd'hui atteintes par le phénomène des « pluies acides ». — (AFP.)

Education

Nouveaux statuts pour les écoles normales supérieures

Les cinq écoles normales supérieures — quatre en fait depuis le regroupement en 1985 des établissements de la rue d'Ulm (jusqu'alors réservés aux jeunes gens) et de Sèvres — disposent de nouveaux statuts, qui remplacent d'anciens textes (décrets de juillet 1985 et de mars 1986) et qui n'ont jamais été appliqués parce qu'ils étaient incompatibles avec la loi de 1977 sur l'enseignement supérieur. Ces nouveaux statuts, perçus au Journal officiel du 27 août, ne changent rien aux missions de ces établissements, mais précisent le caractère d'autonomie des écoles et définissent de nouvelles structures de direction. Deux conseils sont créés : un conseil d'administration, qui comprend vingt membres, dix personnels nommés par le ministre chargé de l'enseignement supérieur, quatre représentants des personnels enseignants, quatre représentants des personnels ingénieurs, administratifs et techniques. Puis un conseil scientifique, qui est composé de membres de droit, de sept membres élus et de onze personnalités extérieures nommées par le ministre.

RELIGIONS

Soixante-dix missionnaires assassinés en cinq ans

Martyrs pour le temps présent

(Suite de la première page.)

Cette canonisation touchera cette fois 117 missionnaires et laïcs martyrs au siècle dernier en Indochine, parmi lesquels dix Français des Missions étrangères de Paris.

Établir une géographie de la répression antireligieuse aujourd'hui dans le monde n'aurait guère de sens. Outre le caractère partiel des informations recueillies, les silences liés à la crainte de représailles, il est difficile de distinguer l'origine des agressions : s'agit-il d'un acte crapuleux, d'un règlement de comptes de nature politique ou d'une forme réelle d'intolérance religieuse ? C'est parfois tout cela à la fois. De même, on ne peut établir une comptabilité sérieuse des prêtres ou laïcs victimes de leur foi et de leur engagement, en ignorant la répression massive et systématique dans des pays où n'existe pas la moindre diffusion de l'Évangile.

Les Églises locales, les instituts religieux et des congrégations missionnaires ont constaté que le nombre des arrestations, des expulsions, des emprisonnements ou des crimes touchant des prêtres, des religieux ou des missionnaires est en augmentation, notamment dans certains pays d'Amérique latine et d'Afrique.

Dans ce dernier continent, le cas le plus tragique est celui du Burundi, où presque tous les missionnaires, à quelque congrégation ou pays qu'ils appartiennent, ont été expulsés en moins de dix ans ou sont au vol de l'ère (le Monde du 27 août). Les Pères blancs comptent à ce jour vingt-cinq missionnaires ; ils ne sont plus que neuf aujourd'hui.

Cette même société missionnaire, fondée en 1868 par le cardinal Lavigerie, aujourd'hui implantée dans vingt-cinq pays d'Afrique, a également perdu le 12 mai 1984 Joseph Meillard, missionnaire en Ouganda, abattu alors qu'il se rendait dans une église près de Kampala. Le 3 février

1985, Georges Bodinier, en Afrique du Sud, était assassiné par un Blanc. Quelques mois plus tard, un prêtre français du diocèse d'Alger, Jean-Marie Jodet, était lui aussi tué et au

tiens subissent de plein fouet l'effet de campagnes anticléricales et de tensions raciales et tribales. Nombreux sont aussi les chrétiens qui, en Amérique latine, paient par

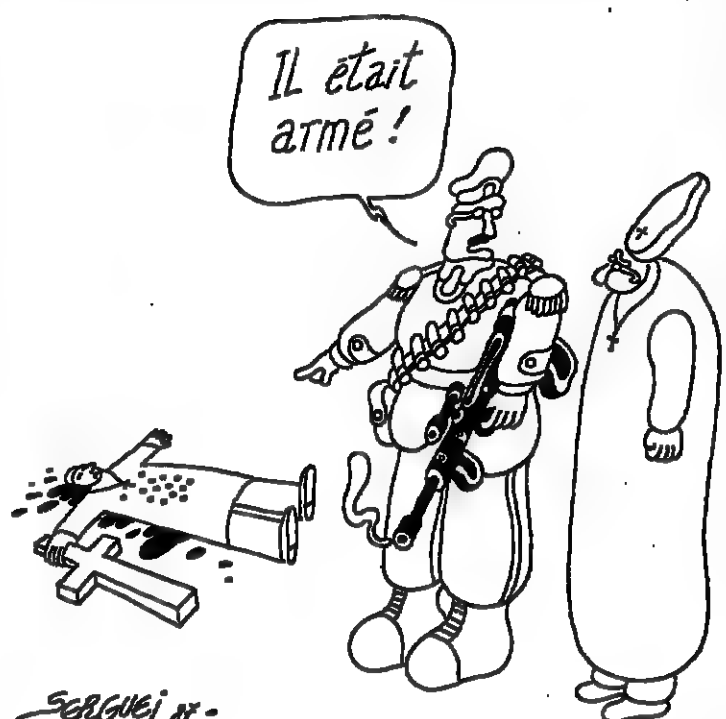
grands propriétaires terriens. Dix évêques, une centaine de religieux, une cinquantaine de prêtres, rapportent des témoignages, se sont pressés à ses obsèques.

Le Père Josimo fait aujourd'hui figure de martyr pour les petits paysans (« poseros ») du Brésil en lutte. Mais son cas est loin d'être unique. Du 15 mars 1985 à mai 1986, observe un texte signé à la fois par la Centrale unique des travailleurs et la Conférence des évêques du Brésil, 2 prêtres, 1 pasteur, 2 religieux, 13 syndicalistes, 184 travailleurs ruraux et 17 Indiens ont été tués. La plupart de ces crimes seraient restés impunis.

Au Chili, deux ans après l'assassinat du Père Jarlan, trois autres prêtres français ont été expulsés en septembre 1986 par le régime de Pinochet, tandis que, dans l'Argentine revenue à la démocratie, la lumière n'a toujours pas été faite sur les circonstances de la mort du Père Gabriel Longueville, le 18 juillet 1976, ni sur celles de Mgr Enrique Angelelli, le 4 août suivant au cours d'un « accident » de la route et de deux religieux français des Missions étrangères, Aline Doumon et Léonie Duquet, arrachées en 1977 à leur communauté chrétienne et mortes sous les tortures d'un officier de marine.

La dernière grande vague répressive remonte, sur le continent asiatique, aux années 1974-1976. Tous les missionnaires français et étrangers ont été alors chassés du Vietnam, du Laos et du Cambodge. Aucun n'a pu revenir sur place, sauf à l'occasion de missions humanitaires. Il n'y a plus d'Église au Cambodge.

Sur 116 prêtres des Missions étrangères de Paris qui ont dû quitter le Sud-Est asiatique au cours de ces événements — plusieurs étaient évêques —, plus de la moitié sont repartis en mission dans d'autres régions du monde, dont deux venus du Laos, les Pères Camille et Gourion, ont payé au Brésil de près de trois ans de prison leur solidarité avec les petits paysans.



Sergueï M.

autre Père blanc, Paul Martz, agressé à l'Église Notre-Dame d'Afrique à Alger. Des prêtres spiritains ont été également assassinés ces dernières années en Angola.

La situation faite aux prêtres autochtones ou aux religieux étrangers en Afrique varie beaucoup d'un pays à l'autre et d'une période à l'autre. Outre le Burundi, les cas de vexations les plus souvent cités sont aujourd'hui le Soudan et le Nigeria, des pays où les Églises chrétiennes sont directement affrontées à l'expansion de l'islam, l'Ouganda, Madagascar, l'Angola, le Mozambique et l'Afrique du Sud où les chré-

tiens de leur vie, leur « option prioritaire en faveur des pauvres », dans la ligne de la théologie de la libération et des orientations arrêtées à Medellin (1968) et à Puebla (1979) par les évêques locaux.

La mort du Père Josimo

Ainsi Josimo Tavares, jeune prêtre noir, animateur de la Pastorale de la terre, assassiné le 10 mai 1986 dans le Nord-Brazil, est devenu le symbole à la fois de l'échec de la réforme agraire du président Sarney et de la répression menée par les

Quoique incomplet, ce tour d'horizon montre combien les risques de la mission des Églises chrétiennes ont changé. Autrefois, évangéliser et « civiliser » des populations dites primitives ou sauvages allaient de pair. Les persécution visaient des missionnaires à moitié religieux et à moitié soldats ou colons, bousculant les pouvoirs et les traditions établies. Le missionnaire était à la fois un apôtre et un héros.

Les relations entre les Églises européennes et les jeunes Églises autochtones ne sont généralement plus aujourd'hui des relations d'autorité, mais d'assistance mutuelle. Il n'est même pas rare, désormais, de voir des prêtres africains et asiatiques venir en France remplir des tâches qui, faute de clergé suffisant, sont délaissées.

Comme on l'a vu en Amérique latine, et de plus en plus en Afrique et en Asie, le « martyre » des prêtres et de missionnaires d'aujourd'hui est moins la conséquence d'une amorce conquérante de la foi chrétienne que d'un Évangile vécu comme un combat pour la justice et les droits de l'homme.

HENRI TINCO.

Le cadeau du prince

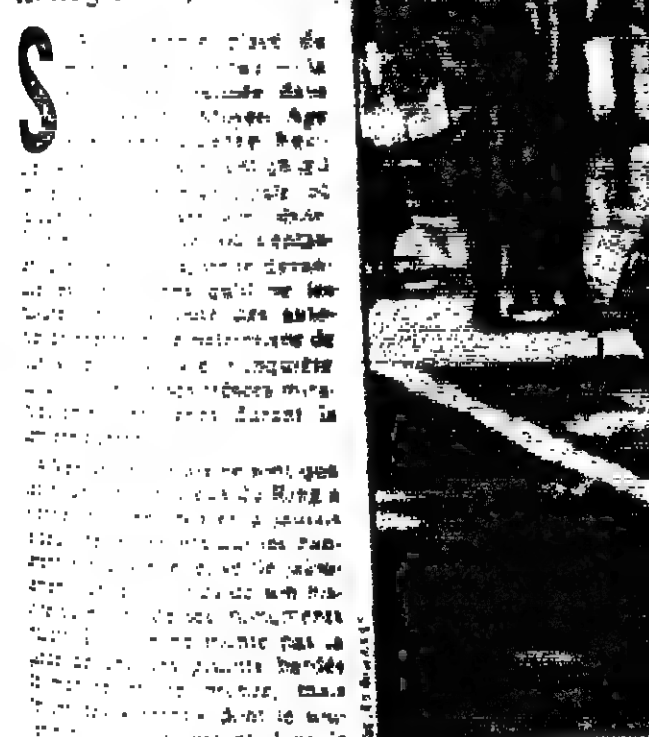
Charles-Antoine de Ligne la Trémolle, prince issu d'une grande famille aristocratique de Belgique, a fait don de sa chapelle de Thour (Deux-Sèvres) à la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X de Mgr Lefebvre.

Cette chapelle date du seizième siècle. Elle dépend du château des ducs de la Trémolle, propriété de l'État français depuis la Révolution. Seule la chapelle était restée à la famille princière belge, originaire de Ligne dans le Hainaut, qui a fourni plusieurs grands hommes de guerre...

Les pierres à vif de Cracovie

Cracovie se souvient, dans ses monuments, dans son architecture d'avoir été capitale de la Pologne. Mais la Pologne se souvient-elle de Cracovie ?

par Régis Guyotat



La légende se souvient, dans ses monuments, dans son architecture d'avoir été capitale de la Pologne. Mais la Pologne se souvient-elle de Cracovie ?

La légende se souvient, dans ses monuments, dans son architecture d'avoir été capitale de la Pologne. Mais la Pologne se souvient-elle de Cracovie ?

La légende se souvient, dans ses monuments, dans son architecture d'avoir été capitale de la Pologne. Mais la Pologne se souvient-elle de Cracovie ?

La légende se souvient, dans ses monuments, dans son architecture d'avoir été capitale de la Pologne. Mais la Pologne se souvient-elle de Cracovie ?

La légende se souvient, dans ses monuments, dans son architecture d'avoir été capitale de la Pologne. Mais la Pologne se souvient-elle de Cracovie ?

La légende se souvient, dans ses monuments, dans son architecture d'avoir été capitale de la Pologne. Mais la Pologne se souvient-elle de Cracovie ?

La légende se souvient, dans ses monuments, dans son architecture d'avoir été capitale de la Pologne. Mais la Pologne se souvient-elle de Cracovie ?

La légende se souvient, dans ses monuments, dans son architecture d'avoir été capitale de la Pologne. Mais la Pologne se souvient-elle de Cracovie ?

La légende se souvient, dans ses monuments, dans son architecture d'avoir été capitale de la Pologne. Mais la Pologne se souvient-elle de Cracovie ?

La légende se souvient, dans ses monuments, dans son architecture d'avoir été capitale de la Pologne. Mais la Pologne se souvient-elle de Cracovie ?

La légende se souvient, dans ses monuments, dans son architecture d'avoir été capitale de la Pologne. Mais la Pologne se souvient-elle de Cracovie ?

La légende se souvient, dans ses monuments, dans son architecture d'avoir été capitale de la Pologne. Mais la Pologne se souvient-elle de Cracovie ?

Le Monde ANNONCE

REPRODUCTION INTERDITE

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt
CORNELIS STUDIO p. de t.
260.000 F. T. : 43-28-97-18.

17^e arrdt
PRÉS BD PÉREIRE
4 p. t. et 88 m². 1.144.000 F.
Immo. Marcadet. 43-52-01-52.

Province
Prénèdes, 2 pos duplex,
43 m², et 88 m². 1.144.000 F.
Tél. dom. : 43-56-00-59.

appartements achats

PROPRIÉTAIRES
VOUS VENDEZ
un logt avec un sans confort,
adressé-vente à un spécialiste
BMO MARCADET. 43-52-01-52.
Réalisation rapide.

locations meublées demandes

Paris
INTERNATIONAL SERVICE
rech. pour BANQUES, STES
MULTINATION, et DIPLO-
MATES étudiants, 2, 3, 4,
5 pièces et plus.
Tél. : L&L 43-56-13-08.

pavillons

AVENUE
PACY-SUR-EURE
CENTRE, MAIRIE A 400 m

Pavillon comprenant : entrée-
cuisine, salle à manger, cuisine
et arrière-cuisine. Au 1^{er} étage :
pavillon desservant 2 chambres avec
salle de bains et w.c. Grand
aménagement. Au fond du jardin
garage pour 2 voitures avec entrée
indépendante. Terrain 220 m².
Tél. : (1) 45-77-83-15. Le soir.

fonds de commerce

Locations
Restaurant/Surface commerciale
à louer au centre de PARIS, rue Saint-Honoré/rue Vauvilliers.

Conviendrait à installation de restaurant, bureau, salon de
coiffure, agence de voyages ou autres.

Toute personne désireuse de se renseigner ou de commander les
documents peut s'adresser à : Hapinag Touristik SA, à
l'attention de M. Richard A. Fries, Zugerstrasse 53,
CH-8340 BAAR.
Tél. : 19/41/42/312.333.

immeubles

L-IL THOMASSIAN
REVENUEURS 43-36-52-53.

hôtels particuliers

Les aux Moines, golfe du Morbihan, terrain boisé visible, 2 100 m² div. constructible, vue sur mer, 150 m de la plage. Rens. notable 87-47-38-88 ou propriétaire 78-50-54-58.

propriétés

DROME
5 km sort. autor. du Soleil, 75 km de Lyon, part. vd direct, dans village dom. le village de Rhodé, site panoramique, exceptionn. maison de maître avec parc de 2.500 m², piscine, golf, récept., 4 chambres, 4 salles de bain, cave climat. Prix : 2.200.000 F. Tél. : (16) 42-20-12-83.

OFFRES D'EMPLOIS

La ville de CHÉLY-MAZARIN (91380) organise pour l'école municipale de musique : un concours de recrutement.

D'UN PROFESSEUR DE PIANO

de 5 ans part. (20 h hebdomad.) Echelle L&L : 340-54-1. Des lettres de décès des candidats : 28 octobre 1987. Tél. : 86-09-10-18.

ENVIRONNEMENT

Les dangers des embarcations à moteur près des côtes

Des hélices meurtrières

TOULON de notre correspondant

Quatre morts et cinq blessés en quinze jours : c'est le bilan de trois accidents de la mer, qui ont eu lieu récemment sur la Côte d'Azur et dans lesquels sont impliqués des embarcations à moteur de forte puissance.

Le 9 août dans l'après-midi, au large de l'île de Porquerolles, une vedette de 640 CV, filant à 20 nœuds, coupe sa « poupe » — une barque de pêche — en deux : un enfant de sept ans est tué, son père grièvement blessé.

Le 19 août, à 22 heures, entre Beaulieu et le Cap-Ferrat, un hors-bord de 115 CV percute un voilier : deux personnes sont tuées, quatre autres blessées.

Le 24 août, près de l'île des Embiez, un vacancier tombe de sa vedette lors d'une fausse manœuvre : il est décapité par l'hélice d'un hors-bord.

Opération « coup de poing »

Ces trois accidents ne peuvent faire oublier le bilan dressé par le CROSMED, le centre de secours en Méditerranée : mille cent soixante-cinq opérations de sauvetage ont été effectuées par ce centre entre le 1^{er} janvier et le 15 août, cent quarante-cinq ont eu pour cause l'imprudence des vélipanchistes ; quarante-cinq, des accidents de

plongée ; deux cent trente-trois, des incidents mécaniques. Ces accidents se soldent par trente morts (dont treize pour les seuls accidents de plongée) et neuf disparus.

Cependant, la prolifération des embarcations à moteur de forte puissance représente un danger de plus en plus grand, notamment en période estivale où les rades de Toulon, d'Hyères, de Saint-Raphaël ou de Saint-Tropez sont aussi fréquentées que les routes des vacances. Comment intervenir pour conseiller, verbaliser, quand les 75 000 bateaux immatriculés dans le Var (soit un tiers de la flotte méditerranéenne) semblent sortir en même temps ? Il aura fallu les accidents mortels d'août pour que la marine nationale, la brigade de surveillance du littoral et les douanes unissent leurs efforts et lancent l'opération « coup de poing » dans le golfe de Saint-Tropez. Quarante-cinq procès-verbaux ont été dressés, dont dix pour excès de vitesse, avec un record pour une vedette dotée de deux moteurs de 640 CV, évoluant à 60 nœuds (environ 115 km/heure), dans une zone où la vitesse est limitée à 12 nœuds.

« Le code de la route existe, on a tendance à oublier que le code de la mer existe aussi, et il est beaucoup plus simple », fait remarquer un officier du CROSMED, pour qui « l'inconscience sur mer est souvent beaucoup plus meurtrière que sur terre ».

JOSÉ LENZINI.

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

FOIRES ET SALONS DU MOIS DE SEPTEMBRE

Amey (74) du 3 au 6 septembre : Bar-le-Duc (55), du 4 au 7 ; Villeneuve-lès-Avignon (84), du 4 au 13 ; Vézilly II (78), du 4 au 19 ; Lectoure (32), les 5 et 6 ; Moret-sur-Loing (77), les 5 et 6 ; Auch (32), du 11 au 14 ; Paris-Porte d'Orléans, du 12 au 20 ; Bourg-en-Bresse (01), du 11 au 20 ; Chevry-sous-le-Bignon (45), le 13 ; Epervan (28), du 18 au 20 ; Salbris (41), du 18 au 20 ; La Valette (83), les 19 et 20 ; Arles (13), du 19 au 27 ; Lagry (77), le 20 ; Verneuil-sur-Avre (27), du 25 au 27 ; Nogent-le-Rotrou (28), du 25 au 27 ; Rennes (35), du 25 au 28 ; Xaroval (88), les 26 et 27 ; Durtal (49), le 27 ; Ivry (94), du 29 septembre au 4 octobre.

Connaitre le code de la mer

M. Christian Maurand, directeur départemental des affaires maritimes, s'interroge sur la psychologie du pilote de bateau à moteur : « Le tableau de bord de ces petites rapides est très différent, ce qui ne nous pas forcément conscients les pilotes qui aspirent à la liberté des vacances sans tenir compte du vent, des vagues ou d'autres imprévus qui ne peuvent être évités d'un coup de frein. Pour eux, la mer est avant tout le domaine de la liberté, où l'on s'affranchit des contraintes de la vie en société. »

La mort de Didier Pironi et de ses deux coéquipiers sur une formule 1 de la mer ne semble pas avoir dissuadé ces inconscients de la vitesse. Elle aurait eu plutôt tendance à exalter un mythe auquel certains s'identifient, ignorant tout ou pres-

VENDEZ TOUTE L'ANNEE LIVRES, DISQUES

SACELP, société d'achat de la LIBRAIRIE

JOSEPH GIBERT

2, rue de l'École-de-Médecine, angle 26, BOULEVARD Saint-Michel, Tél. : 40-16-02-15. 75006 Paris. M. Odéon - RER Luxembourg

A partir du vendredi 4 daté 5 septembre retrouvez dans le supplément

« LE MONDE AFFAIRES »

la rubrique d'offres d'emploi pour tous les cadres d'entreprise.

مكتبة القرآن

Le Monde SANS VISA

Les pierres à vif de Cracovie

Cracovie se souvient, dans ses monuments, dans son architecture, d'avoir été capitale de la Pologne. Mais la Pologne se souvient-elle de Cracovie ?



par Régis Guyotat

SUR l'immense place du marché (le Rynek) — la plus vaste dessinée dans l'Europe du Moyen Âge avec ses quatre hectares, — les touristes jettent un œil amusé sur l'urne municipale où chacun peut déposer son obole. Ce trône symbolique, où s'entassaient quelques zlotys, irritait d'habitude les Cracoviens qu'il ne les rassure sur la volonté des autorités de préserver le patrimoine de leur ville. Cracovie s'inquiète aujourd'hui pour ses trésors miraculeusement épargnés durant la dernière guerre.

A Venise, les palais ne sont que des décors de théâtre. Ceux du Ring à Vienne semblent porter à jamais le deuil des puissances qui les hanteront. Cracovie, elle, veille jalousement sur les Grands de son histoire au milieu de ses monuments intacts. La ville ne monte pas la garde devant des géants baroques de marbre et de bronze, mais devant des « héros » dont le souvenir bat à tout instant dans le cœur des Polonais. L'histoire fait vivre en Pologne. Sur le Rynek, des groupes de jeunes s'agglutinent dès le matin au pied de la statue de Mickiewicz, et des mains anonymes y déposent des fleurs.

Sur la butte du Wawel qui domine une boucle de la Vistule, Cracovie garde encore des airs de capitale, cathédrale et château royal mêlés en un étrange corps à corps.

Krak et le dragon

Le site est hugolien. Comme tous les personnages, de Boleslas surnommé Bouche torse à Sigismond-Auguste Jagellon qui s'habillait tout de noir pour pleurer une princesse Radziwill, rois-guerriers du Moyen Âge pourfendeurs de chevaliers teutoniques, princes éclairés de la Renaissance, évêques aimés du peuple, retranchés, souvent face à face, derrière ces hauts murs.

Corpora dormiunt, vigilat anima. La phrase inscrite au seuil de la crypte royale résonne comme un avertissement. La mémoire de la Pologne, y compris contemporaine, se trouve au Wawel dans une impressionnante galerie de tombeaux : le maréchal-président Pilsudski y repose, tout comme le bouillant Thadée Kosciuszko, âme de la résistance contre les Russes lors du dernier partage de la Pologne (1795). D'un geste large, sur un cheval piaffant, aux portes de



Wawel, le général salue la ville à ses pieds.

La légende se mêle toujours joyeusement, et cruellement, à l'histoire. C'est aux environs de l'an mille que Cracovie devient le siège du royaume. Le Wawel était déjà citadelle. Le roi Krak y avait terrassé un invincible dragon en lui mettant le feu au ventre pour l'obliger à boire l'eau de la Vistule jusqu'à ce qu'il éclate... Casimir le Grand (1333-1370) trouva, dit-on, une Pologne de bois, et la laissa de briques et de pierre.

L'année 1257, sous Boleslas le Pudique, avait déjà vu l'ouverture du Rynek au milieu de larges rues en damier d'une surprenante modernité : conçu pour une ville de sept mille âmes, l'ensemble répond encore aujourd'hui aux besoins d'une agglomération de sept cent mille habitants. 1364, sous Casimir, fut aussi une année faste : la cathédrale gothique du Wawel était ouverte, la première université créée, tandis que s'achevaient l'église Notre-Dame et la halle aux draps sur le Rynek.

A la Renaissance, sous la direction de Francisco le Florentin et de Berecci, le château royal prit sa forme définitive avec sa cour intérieure à colonnades. Dans le domaine de l'esprit, la Cracovie de Nicolas Copernic montrait une belle précocité. L'Eglise finissait par prouver d'une étonnante tolérance à l'égard de la Réforme et des sectes persécutées et la Pologne méritait alors son nom de « pays sans tâches » (1). Faute d'habi-

tiers, les Jagellons concourent à une « République nobiliaire ». La monarchie devint élective. Le siège de la Diète se déplaça à Varsovie. Cracovie perdit son rang de capitale politique (1596). Mais pas de capitale affective et de centre culturel. Si bien qu'aujourd'hui, la rivalité est insupportable. « En reconstruisant la ville après la guerre, le nouveau pouvoir a voulu imposer définitivement Varsovie comme centre de gravité de la Pologne. Il fallait mettre fin à la concurrence culturelle de Cracovie. Mais les Polonais font toujours le « pèlerinage » de Cracovie et pas celui de Varsovie », observe un dirigeant de Solidarnosc.

Baroque et UNESCO

A Varsovie, « l'ordre règne », pour reprendre une phrase tristement célèbre. Cracovie « médite », réfugiée dans une sorte de « Londres intérieur » selon l'expression d'Elf. Dutil. On ne peut reprocher au visiteur de préférer l'architecture foisonnante de l'ancienne capitale à la restauration laborieuse et minutieuse du vieux Varsovie, et à la Tour de Babel du Palais de la Culture, cadeau de l'urbanisme soviétique, qui se dresse dans la capitale comme une réplique au Wawel.

Les vieux Cracoviens aiment à marquer la différence, sans trop se soucier des malheurs de Varsovie qui a reconstruit pierre par

pierre, pignon par pignon, le cœur de sa cité. La dernière guerre et l'occupation hitlérienne furent aussi une véritable catastrophe pour le patrimoine polonais. Sept mille monuments furent anéantis, et Varsovie détruite à quatre-vingt-dix pour cent. Dans leur fureur de dévastation, les nazis placèrent dix mille charges d'explosifs dans le château royal. Cracovie s'en tira sans trop de casse. Pour ses murs, s'entend. Car l'occupant avait trouvé un moyen plus subtil de s'acharner sur la ville, en s'attaquant aux hommes chargés de transmettre la culture. La plupart des enseignants de l'université Jagellon furent envoyés dans les camps de la mort.

A Cracovie même, aux splendeurs tourmentées du Wawel, on peut préférer le baroque de la ville basse, ou la ferveur de la foule qui se masse tous les jours à midi dans l'église Notre-Dame pour voir s'ouvrir le rétable de Wit Stwos. Depuis la Renaissance, les architectes italiens avaient pris l'habitude de franchir les Alpes. Ils ont laissé aux dix-septième et dix-huitième siècles, avec d'autres « baroques » célèbres comme Tytman von Carnarua, une bonne vingtaine d'églises qui se ferment une rue, à briser l'alignement un peu massif des façades.

En plus du Wawel et de ses trésors, une soixantaine de palais et d'églises, près de huit cents demeures bourgeoises dont la

moitié remontent à l'époque médiévale, bordent la Vistule. Dans un état alarmant. En 1978, l'UNESCO a inscrit Cracovie sur la liste du patrimoine mondial. L'argent de la communauté internationale n'a pas afflué pour autant : 75 000 petits dollars de 1981 à 1986 ! La même année 1978, l'archevêque de Cracovie, qui n'était pas encore Jean-Paul II et dont les homélies ne se préoccupaient pas uniquement de la santé des âmes, lançait un cri d'alarme, dénonçant la dégradation des monuments sous l'effet de la pollution.

Les cheminées de Nowa Huta

Dans une Pologne au bord de la « catastrophe écologique », la pollution a atteint les pires records à Cracovie (un taux global, toutes pollutions confondues, quinze fois supérieur au reste de la Pologne, selon Solidarnosc), menaçant avant tout la santé des individus, mais aussi le patrimoine. Les façades se noircissent, comme les échafaudages de bois installés pour les soutenir. Les eaux de pluie et les aérosols acides attaquent le calcaire de la pierre. « Une acidité proche de celle de l'estomac », dit-on à Cracovie.

Les « coupables » ne sont pas difficiles à trouver. Au nord-est de l'agglomération, les fumées du Kombinat Lénine de Nowa Huta sont désormais aussi répandues que la cité ouvrière modèle, — « le baroque socialiste », plaisaient

les Cracoviens, — bâtie au début des années 50 pour défier, disent-ils encore, leur ville qui se complaisait dans les langueurs bourgeoises. Nowa Huta produit 30 % de l'acier polonais, mais rejette dans l'atmosphère quelque 70 000 tonnes par an de poussières nocives. « Les filtres sont ouverts la nuit et le week-end, ils sont en quantité insuffisante, les dirigeants de l'usine préfèrent payer des amendes plutôt que d'en installer de nouveaux. La loi prévoit tout, y compris des contreventations... », affirme un ancien responsable de Solidarnosc à Cracovie.

L'autre source majeure de la pollution est l'usine d'aluminium de Skawina, située au sud-ouest, à moins de vingt kilomètres du cœur de la ville. Solidarnosc avait réussi à faire fermer la partie la plus polluante des installations, mais aujourd'hui l'usine a repris une grande partie de sa production. L'acide fluorhydrique dégagé était tel que les vaches des fermes alentour, atteintes de décalcification, brouaient sur les genoux ! Résultat, il se forme au-dessus de Cracovie, prise entre ces deux mastodontes, par malheur placée dans une cuvette, une « boue atmosphérique » qui stagne, alors que d'autres centres plus industrialisés comme Lodz ou Katowice, situés en plaine, évacuent moins mal leurs pollutions grâce à une meilleure ventilation.

(Lire la suite page 14.)

(1) Norman Davies : *Histoire de la Pologne*, éd. Fayard, 1986.

ACCESS VOYAGES LES AMÉRIQUES AU MEILLEUR PRIX

	AS	AR		AS	AR
NEW YORK	2150 F	2150 F	SAN DIEGO	1950 F	2700 F
MIAMI	2000 F	4000 F	SAN FRANCISCO	1950 F	3200 F
ATLANTA	1950 F	3000 F	SEATTLE	1950 F	2700 F
BALTIMORE	1950 F	2500 F	WASHINGTON	1400 F	2200 F
BOSTON	1950 F	2400 F	EDMONTON	2200 F	4100 F
CHICAGO	1950 F	3000 F	CALGARY	2200 F	4100 F
CLEVELAND	1950 F	3000 F	MONTREAL	1950 F	2500 F
DALLAS	1950 F	3000 F	TORONTO	1400 F	2700 F
DENVER	1950 F	3700 F	VANCOUVER	2200 F	4200 F
DETROIT	1950 F	3000 F	BUCAREST	EN DEMANDE	6100 F
HOUSTON	1950 F	3000 F	BUENOS AIRES	EN DEMANDE	6500 F
LAS VEGAS	1950 F	3700 F	CARACAS	EN DEMANDE	5700 F
LIS ABLES	1950 F	3000 F	LIEN	EN DEMANDE	4300 F
MIAMI	1950 F	3000 F	MEXICO	1950 F	2500 F
NEW ORLEANS	1950 F	3000 F	RIO DE JANEIRO	2000 F	4800 F
ORLANDO	1950 F	3000 F	SAO PAULO	EN DEMANDE	3000 F
PHILADELPHIE	1950 F	3000 F	TEHRAN	EN DEMANDE	6000 F
PHOENIX	1950 F	3000 F	QUANZOU	EN DEMANDE	5800 F
PITTSBURGH	1400 F	2900 F	TOKYO	2000 F	7200 F
PORTLAND	1950 F	2700 F	WANT	EN DEMANDE	3040 F
SAINT-LOUIS	1950 F	3000 F	AUSTRIE	1950 F	4000 F

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS
RÉDUCTION POSSIBLE EN 1^{re} CLASSE ET CLASSE AFFAIRES

ACCESS VOYAGES
5, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS - Métro et RER Châtelet-Les Halles
Tél. (1) 4013 02 02 ou 42 21 46 94

ESCALES

VOYAGE

L'histoire
dos de chameau

Les deux jeunes Arabes ont entrepris un tour du monde à dos de chameau, en hommage à Ibn Battouta qui fit de même... au XIV^e siècle.

Deux jeunes Arabes ont entrepris un tour du monde à dos de chameau, en hommage à Ibn Battouta qui fit de même... au XIV^e siècle.

Le Monde d'or

Le Monde d'or

Le Monde d'or

Le Monde d'or

Le Monde d'or

Le Monde d'or

Le Monde d'or

Le Monde d'or

Le Monde d'or

Le Monde d'or

Le Monde d'or

Le Monde d'or

Toussaint
mexicaine

Squelettes et cercueils en sucre dans les vitrines des pâtisseries, victuailles et taquets apportés sur les tombes : la Toussaint est une vraie fête au Mexique, où la mort est perçue comme presque nulle part ailleurs. Dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre, les femmes déposent les offrandes dans les cimetières, à la lueur des cierges, dans une ferveur mi-païenne, mi-religieuse. Le 2 novembre, jour des morts, les réjouissances se poursuivent au son des mariachis.

Pour partager cette atmosphère, Nouveau Monde (8, rue Mabillon, 75006 Paris ; tél. : 43-28-40-40) propose une formule individuelle avion + voiture + hôtel, départ le 30 octobre, retour le 13 novembre,

pour 9 000 F par personne (sur la base de deux personnes). Le voyageur a établi un itinéraire qui permet de passer la Toussaint à Mérida, capitale de l'Etat du Yucatán, et de visiter le pays maya en séjournant à Campeche, Palenque, San Cristóbal et Uxmal. Itinéraire qui peut être modifié au gré du demandeur.

Le prix comprend le trajet aérien Paris-Mérida-Mérida-Paris, les transferts aéroport-hôtel, la location de la voiture (à l'arrivée à Mérida) et l'hébergement (avec petit déjeuner) en hôtel de première catégorie, chambre double.

Clochers du Valois
Crépy-en-Valois, commune de l'Oise située à 60 kilomètres au nord-est de

Paris, participe à la célébration du millénaire capétien en ouvrant toutes grandes les portes de ses églises et celles des édifices de la vallée de l'Automne.

35 kilomètres, trente-cinq clochers : tous les dimanches de septembre (les 6, 13, 20 et 27), ces églises, ordinairement fermées en dehors des offices par crainte des vols, seront ouvertes (et gardées) de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

Le visiteur pourra ainsi découvrir, entre autres richesses architecturales, la double nef de l'église de Saintines, le clocher-porche d'Orrouy, la rosace de l'abbaye de Lieu-Relaure et les croisées d'ogives primitives de l'abbaye de Morienval, datant de 1125.

Rendez-vous chaque dimanche de septembre, à partir de 9 heures, à l'Office de tourisme de Crépy-en-Valois (7, rue de Soissons, tél. : 44-59-03-97), qui a édité pour l'occasion un plan-guide comportant trois itinéraires et qui loue des bicyclettes aux amateurs d'art gothique et de cyclotourisme.

Jersey chantant
La Festival du folklore international de Jersey change de nom. La voilà désormais baptisée Festival international de musique, de chanson et de danse traditionnelle.

Du 4 au 6 septembre, à Saint-Hélier, la capitale de l'île, un « plateau » très varié sera offert à un public d'élites et de goûts différents. Cela

ira d'une virtuose de la cornemuse, Kathryn Tickell, au professeur de guitare Mark Knopfler — la star du groupe Dire Straits. Steve Phillips, l'un des meilleurs guitaristes anglais de blues et de ragtime, en passant par des artistes hauts en couleur comme Bill and Bannis, un duo d'humoristes rois du banjo, ou Bernard Wrigley, adepte du folk-song comique. Sans oublier de nombreux musiciens et chanteurs spécialistes du répertoire traditionnel d'Irlande, d'Ecosse et d'Angleterre, ainsi que les vedettes jersiaises et guernesiaises qui contribueront elles aussi à animer cette pittoresque cité.

Renseignements : Maison du tourisme de Jersey, 18, bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : 47-42-83-68.

Châteaux
en perspective

Jean Verleure, président de l'Office de tourisme de Blois, a posé un autre regard sur le « tourisme institutionnel », que constitue, selon lui, le circuit des châteaux de la Loire. Un regard plongeant : à bord d'un hélicoptère, type Ecureuil, il propose le survol — approche maximale et surplacée — de Chambord, Chenonceaux, Cheverny, etc.

Quatre passagers par voyage, quatre tarifs en vigueur, selon la durée du vol : 220 F par personne pour dix minutes ; 375 F pour dix-sept minutes (le meilleur rapport qualité-prix, avec la visite aérienne de cinq châteaux) ; 650 F pour une demi-heure et 1 300 F pour une heure (avec une

longue promenade au-dessus de la vallée du Cher). L'Ecureuil décolle dès qu'un groupe de quatre personnes s'est constitué.

Le président de l'office bloisais fait pâlir les voyageurs privés avec une autre formule haut de gamme : trajet de Paris à Blois dans une voiture de grande remise avec chauffeur (visites, sur le chemin, de la cathédrale de Chartres), nuit(s) et restauration dans les châteaux-hôtels, visite des châteaux de la Loire en hélicoptère et en calèche, retour à Paris dans la même voiture de luxe. Prix, tout inclus, pour deux jours et par personne : 3 850 F pour un groupe de quatre ; 5 180 F pour deux. Prix pour trois jours, dans les mêmes conditions : 5 450 F et 7 000 F.

Renseignements et réservations : office de tourisme de Blois, pavillon Anne-de-Bretagne (3, avenue du Docteur-Jean-Laigret, 41000 Blois, tél. : 54-74-06-49). On peut aussi s'adresser, pour le survol des châteaux en hélicoptère, à Hélistation (tél. : 54-74-35-52).

Mohenjo-Daro
et la civilisation
de l'Indus

L'histoire commence à Sumer, et peut-être aussi à Mohenjo-Daro, une ville au plan manichéen, dotée de tout-à-l'égout vers... 2200 avant J.-C. La découverte, en 1922, dans le Sind (aujourd'hui au Pakistan) de ce site archéologique par Sir John Marshall fonda les études sur la civilisation de l'Indus qui précède l'arrivée



des Aryens sur le sous-continent indien. On fouille encore à Mohenjo-Daro et on espère déchiffrer un jour l'écriture de ce peuple très civilisé et comprendre ainsi les circonstances de sa disparition.

Mohenjo-Daro est à 500 kilomètres au nord de Karachi et figure sur le circuit proposé par plusieurs spécialistes comme Assinter (38, rue Madame, 75006 Paris ; tél. : 45-44-45-87). Par exemple : départ le 7 octobre pour 18 jours, 18 850 F en pension complète ; ou l'itinéraire des vallées du nord et du sud, 22 jours, 19 370 F, départ le 3 octobre. Le départ du 7 octobre permet d'assister, à Lahore, à des fêtes religieuses musulmanes réputées pour la qualité de la musique et des chants.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace

Pour vos vacances
0590 ST-HELYE
HOSTELLERIE MUNSCH ***
«AUX DUCS DE LORRAINE»
Au pied du Haut-Koenigsbourg, montagnes, forêts, promenades, séjour agréable, demi-pension. — Tél. 89-73-06-09

Côte d'Azur

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Maison de charme près mer, calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-62-56 — Tél. 47-48-68

HOTEL VICTORIA ***

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-62-56
Plein centre-ville. Calme.
Petit parking, grand jardin, chambre, TV couleur, tél. direct, minibus.

Montagne

0530 AIGUILLES
Pleine nature, randonnées, piscine. Pour compl. 1450 F par sem. (16) 92-45-70-45.
CHALET-HOTEL SUPERS 2000
05470 AIGUILLES

HAUTES-ALPES

Parc régional
Randomises extra. Soleil méditerranéen.
HOTEL LE COGNAREL ***
Logis de France. Altitude 2000 m.
05390 MOLINES-EN-QUEYRAS
Tél. (05) 92-45-01-03
Ouvert jusqu'au 13 septembre.

JURA

JOLI JURA VERT - 84-48-30-09
Pension complète une sem. et compris, 999 F/sem. 1/2 pers. 116 F/jour. Forfait enfant. Animaux acceptés.
Hostellerie L'HORLOGE
EN 78, 39130 PONT-DE-POITTE.

05490 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste, fond. Piste cont. d'Europe. 2040 m.
LE VILLARD + TENNIS
Chamb. et duplex + cuisinette, dep. 350 F pers./sem. Tél. 92-45-02-08.
BEAUREGARD + TENNIS + PISCINE
Pensions 1190/1680 F sem. Demi-pens. 910/1400. Tél. 92-45-02-02.

L'AUTOMNE EN SAVOIE

CHALET-HOTEL LA LOULE ROUGE ***
LOGIS DE FRANCE. Alt. 1530 m.
Calme, détente, nature, dans chalet XVIII^e s. Tout confort.
A 15 km de Saint-Jean-de-Maurienne, les disciples d'Épicure sauront s'y retrouver.
Pens. 150/240 F TTC - 1/2 pers.
Famille SURRIER LA CHAL
73300 ST-JEAN-D'ARVIES. T. 73-59-70-98.

Normandie

A 11 km d'ÉTRETAT
2 heures de PARIS
CHATEAU DE DIANE
SILENCE ET PAIX
Domaine dans un château privé, entouré d'un parc de 9 ha, 22 chambres de la plus simple à la plus luxueuse.
Tous les week-end de l'année ainsi que tout le mois d'août et septembre.
76110 ECRAINVILLE
Tél. (01) 35-57-76-02 - 35-42-64-19.

Périgord

PRÈS DE MONTAUBAN
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
Piscine. Pratic. Circuits pédestres et cycl. Équit. 2 km. Ttes ch. w.c. + balais.
Pens. compl. 195 ou 205 F.
24590 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.
Tél. (01) 33-29-55-34.

Pyrénées

AU PIED DES PYRÉNÉES
FORFAIT 7 jours pers. ou 1/2 pers. Tarif. doc. RELAIS ASPERS, 64400 OLORON.

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE 1.
Directeur : Dante Apollonia.

Suisse

LAC MAJEUR
LOCARNO
GRAND HOTEL
Complètement rénové. Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dir. A. COTTI.
Tél. 19-41/93/330282 - Tél. 846143.
Via Sempione, CH 6400 LOCARNO.

Les pierres à vif de Cracovie

(Suite de la page 13.)

Officiellement, le mot d'ordre est de protéger. En 1974, le conseil des ministres adoptait une résolution sur la « revalorisation » des monuments de Cracovie. Comité ad hoc sous la responsabilité du président du Conseil d'Etat, direction spéciale au sein de la municipalité : tout un échafaudage de structures fut mis en place. En 1980, la rénovation devait être achevée pour de bon.

On pensait s'en tirer par de simples ravalements de façades. En réalité dès les premiers sondages, derrière les stucs du dix-neuvième siècle et les crépis baroques apparurent des motifs de la Renaissance ou des ossatures gothiques, ce qui laissait pourtant entrevoir l'inventaire dressé dans les années 60.

Il fallut débattre, opter pour des parcs architecturaux et des choix de conservation. On se proposa notamment sur la suppression des constructions adventices de la fin du dix-neuvième siècle et du début du vingtième siècle qui défigurait la « lisibilité » des flots. Du coup, l'échelle des travaux et leur coût se trouvaient multipliés de un à cent. Pudeusement, on parla de la fin des années 1990 pour mener à bien les opérations.

Restauration

au goutte-à-goutte

En 1979, 500 millions de zlotys avaient été engagés, 620 millions devaient l'être en 1980, et l'on tablait sur une trentaine de restaurations par an (2)... Depuis, les finances de l'Etat polonaise, mal en point, ne semblent plus en mesure de faire une « folie » pour Cracovie.

La ville se ronge. La célèbre rue des Chanoines sous le Wawel et le quartier de Kazimierz construit au quatorzième siècle sur l'ordre de Casimir le Grand pour contre-balancer la bourgeoisie du Rynek, offrent un pitoyable spectacle. Les restaurations se font au goutte-à-goutte. Les chantiers, malgré de belles pancartes, ne sont pas tous en activité et se résument souvent à de simples

étais. Amers, les Cracoviens ironisent sur leur longueur qui s'étale sur plusieurs années : la croûte noireâtre gangrène à nouveau les façades à peine rénovées.

Le sauvetage de Cracovie passe par un abaissement du niveau de la pollution. Sinon, il risque d'être sans fin. Officiellement là aussi, le phénomène est pris en compte et a remporté tous les étages de la bureaucratie.

Deux votes du conseil municipal de Cracovie en 1981 et 1982, confirmés par les instances locales du PC (PZPR) en 1983 ont débouché sur une délibération du conseil des ministres en date du 18 février 1985 qui souligne la nécessité de doter la région de Cracovie d'un « statut de protection écologique spécial ». De 70 000 tonnes, l'émission de poussières devrait être ramenée à 36 000 tonnes en 1995, le niveau « acceptable » se situant autour de 10 000 tonnes.

Y aller

On peut se rendre en Pologne et à Cracovie en voyage organisé ou seul. L'office du tourisme polonais Orbis (49, avenue de l'Opéra, 75002 Paris ; tél. : 47-42-07-42) fournit les renseignements nécessaires.

Air France et les lignes aériennes polonaises LOT présentent trois tarifs Paris-Varsovie aller-retour (2 640 F, 3 265 F et 4 855 F). La ligne intérieure Varsovie-Cracovie ne fonctionne que le samedi (400 F environ).

Un transport par cars Polka France (tél. : 40-09-03-43 à Paris ; 78-95-40-91 à Lyon) propose un aller-retour Paris-Cracovie compétitif (mais en nombre de liaisons limité) pour 1 250 F. Ce tarif est légèrement inférieur à un aller-retour Paris-Cracovie en train au départ de la gare de l'Est : 1 352 F en seconde classe (2 421 F en première).

Pour le touriste isolé, les demandes de visa doivent être présentées au consulat général de Pologne, 5, rue de Talleyrand, 75007 Paris ; tél. : 45-50-21-48 ouvert du lundi au vendredi, de

9 heures à 12 heures). La durée d'obtention du visa est de trois jours, et son coût est de 120 F par personne.

Solidarnosc

pour les monuments

« Les monuments ont davantage souffert ces quarante dernières années qu'en cinq ou six siècles », ajoutent les écologistes. Dans son rapport « La Pologne 5 ans après août », publié en décembre 1986 par son bureau de coordination à Bruxelles, Solidarnosc ne ménage pas ses critiques : « La protection des monuments

Carnet de route

9 heures à 12 heures). La durée d'obtention du visa est de trois jours, et son coût est de 120 F par personne.

Change

et essence

Le change est obligatoire. Une dépense minimale de devises est exigée : le consulat délivre des bons de séjour équivalant à 1 500 F par jour et par personne, convertis à l'entrée en Pologne en zlotys (cours officiel : 1 F = 42 zlotys), que l'on utilise à sa convenance, notamment dans les hôtels.

Pour un voyage par la route, le consulat vend également des bons d'essence obligatoires pour s'approvisionner dans les stations-service. Le passage des frontières ne peut s'effectuer qu'en des points obligés. Pour Cracovie, les postes frontières les plus fréquemment désignés sont ceux de Zgorzelec-Görlitz, par la RDA, et celui de Kudowa, par la Tchécoslovaquie. Un visa de transit (90 F) doit être demandé au consulat de ce dernier pays (18, rue Bonaparte, 75006 Paris).

historiques est un domaine complètement négligé. Alors qu'on reconstruit à partir de zéro des monuments depuis longtemps inexistant, à grands frais, sous une forme qu'ils n'ont jamais eue, au même moment, des monuments entiers tombent en ruine, de manière irréversible. Le vieux Cracovie en est un exemple dramatique.

Les guides officiels recommandent au touriste de ne pas quitter Cracovie sans avoir eu une vue d'ensemble du Kombat Lénine du haut du tertre de Wanda, du nom de la fille du légendaire roi Krak. Le dragon est toujours là, qui crache son feu mortel.

RÉGIS GUYOTAT.

(2) Intervention de M. Jerzy Kosowski, conservateur en chef des Monuments historiques de Cracovie, lors d'un congrès du Conseil international des Monuments et des sites (ICOMOS) en France, 1980.

Carnet de route

Sur place

A Cracovie, plusieurs offices de tourisme (dont l'agence Orbis, 3, place Szczepanski ; tél. : 22-17-07) et le centre d'informations touristiques (8, rue Pawia ; tél. : 22-04-71) proposent des visites guidées de la ville, de la mine de sel de Wieliczka ou du camp d'Auschwitz, distant de 60 kilomètres.

Cracovie dispose d'une quinzaine d'hôtels de classes diverses et de trois campings. Trois journées peuvent être consacrées à la ville : une à la visite du Wawel (château royal et cathédrale) ; une autre à la visite du centre historique (le Rynek et le quartier de Kazimierz) ; une troisième aux musées (notamment le musée Czartoryski, où se trouve la Dame à l'hermine, de Léonard de Vinci, et le Musée national, installé dans la halle).

Pour avoir une idée de l'urbanisme socialiste de l'après-guerre et d'aujourd'hui, on peut sillonner les larges artères de la cité ouvrière de Nowa-Huta, où plusieurs églises à l'architecture audacieuse ont été édifiées ces dernières années.

مكتبة الرحال

الطبخ

VOYAGE

L'histoire à dos de chameau

GRAND rassemblement de voitures et d'enthousiasme, en février, à Mascate, capitale du sultanat d'Oman, à l'entrée du golfe Persique, pour assister au départ de deux... méharistes. C'est en effet à dos de chameau ou de dromadaire que Iyad Amar Chamari (trente-cinq ans) et Saleh Mohamed Chamari (trente ans), respectivement marin et fantassin dans l'armée de l'émirat de Qatar, et tous deux membres de la même tribu bédouine, ont entrepris d'accomplir un tour du monde sui generis.

Ils ont en effet l'intention, en trois fois, de refaire les huit péri-

notre cadi-hadj, lequel, toujours en vivant de sa science juridique bien rémunérée par les colonies musulmanes qu'il rencontre ça et là, se rend par bateau en Somalie et de là, toujours par cabotage côtier, jusqu'à l'échelle de Kilona, en Tanzanie actuelle : il y décrira la difficile cohabitation entre les colonisateurs, marins et négociants arabo-musulmans, et les autochtones africains, « *patens* », donc susceptibles d'être réduits en esclavage.

Tel ces riches touristes américains de notre époque qui ne veulent jamais voir deux fois la même ville, Ibn Battouta avait pour principe, sauf en ce qui concerne

Deux jeunes Arabes ont entrepris un tour du monde à dos de chameau, en hommage à Ibn Battouta qui fit de même... au XIV^e siècle.

plus, de 1325 à 1354, conduisant, en général à dos d'animal, le Marocain Mohamed Ibn Battouta jusqu'à Tombouctou mais aussi à Monbassa, sur la Volga, à Samarcande, à Ceylan et à Pékin. Leur premier voyage doit amener Iyad et Saleh de la péninsule Arabique à Tanger, lieu de naissance de leur modèle. Au printemps, l'écrit algérien Slimane Zeghidour a signalé leur présence, toujours gaillards, dans le désert de Jordanie (1). Ils sont attendus à la fin de l'été aux colonnes d'Hercule.

Avant de quitter Oman, les deux « battoutistes » avaient déclaré que le but de leur démarche était « de ressusciter la gloire arabe d'hier et de montrer qu'un Arabe, à notre époque de confort et de luxe, était toujours capable de surmonter les épreuves d'un long voyage solitaire par traction animale ». Les deux hommes ne sont apparemment sponsorisés par personne mais, selon la presse arabophone, l'écho de leur défi ne laisse pas indifférente la jeunesse arabe.

De Tanger à La Mecque

Qui était ce Tangérois médiéval au nom cocasse — Ibn (ou Ben) Battouta signifie « le fils du petit canard » — encore capable de susciter de nos jours des vocations ? Né dans la ville du détroit en février 1304, on sait qu'il décide, dès l'âge de vingt et un ans, d'accomplir le pèlerinage à La Mecque par voie de terre. En se ménageant partout de longues étapes, priant à un mausolée d'un saint, s'initiant ailleurs au mysticisme islamique, le soufisme, jouant ailleurs les reporters avant la lettre : ainsi en Egypte, au lieu de se cantonner au Caire et à Alexandrie comme tout visiteur de l'époque, il poussa jusqu'à Edou, jusqu'à ce que des Nubiens en révolte l'obligent à rebrousser chemin.

Et il prend des notes sur sa *rihala*, sa randonnée, qu'il mettra en forme plus tard. Il ne néglige pas pour autant sa formation académique, suivant à Damas les cours de treize fameux théologiens coraniques qui, en chœur, lui délivrent ensuite « un diplôme universel d'enseignement ». Quel meilleur passeport pour circuler à l'époque à travers l'espace islamique ?

Le voilà enfin en Arabie, terre sainte de l'Islam, où ne peuvent entrer que des musulmans, et où il effectue une longue pause dévote en 1326. Paré désormais du double titre de *hadj* (pèlerin) et de *cadi* (juge), notre jeune et savant méhariste, souvent en compagnie de caravanes marchandes, va poursuivre son périple vers les terres musulmanes d'Asie non arabe : à Chiraz, il fait une halte à la fois religieuse et littéraire sur le tombeau du grand poète persan Sadi (mort en 1290).

Une frénésie de bougeotte maritime s'empare ensuite de

La Mecque sacrée, de « ne jamais revenir par un chemin suivi ». Le voilà donc, en 1332-1333, en Turquie où il peut découvrir une trentaine de cités déjà turcomusulmanes, alors que les Byzantins sont encore à Constantinople pour plus d'un siècle.

La Horde d'or

Maia, déjà, après une étape culturelle à Konya, au mausolée de Roumi (mort en 1273), autre poète soufi de l'école persane ayant les faveurs du « fils du caneton », notre incrovable randonneur se sent attiré par le halo d'étrange terreur entourant la marche de la Horde d'or, ce royaume ambulant d'origine mongole, mis sur pied par Batou-Khan, le petit-fils de Gengis-Khan, et qui durera jusqu'en 1502, laissant derrière lui une langue, l'ourdou, fruit du parler des camps militaires, aujourd'hui idiome national au Pakistan et qui a donné au français le mot « horde ».

Un temps magistrat à Delhi, alors centre d'un empire indo-musulman, Ibn Battouta connaît la fin du summum politique de sa carrière : le voilà chargé par le maître de céans d'une ambassade en Chine, terre non musulmane mais où Mahomet a conseillé d'aller si c'est pour y « chercher le savoir ». Là, notre dilettante devient à la fois Marco Polo, Tintin et Robinson Crusoe, le tout version arabo-islamique : au large de Calcutta, l'ambassadeur extraordinaire manque périr au cours d'une tempête ; désemparé, il se réfugie dans une grotte où il se livre à la prière et préfère bifurquer vers les tranquilles îles Maldives où il s'installe pour deux ans, exerce son métier de cadi et prend femme pour un temps, comme ailleurs du reste.

La Chine, il ira plus tard, sans autre mission que celle de satisfaire sa curiosité. Le « *paganisme* » des Chinois le chagrinera quelque peu mais il n'en observera pas moins avec attention la vie d'une société « *habile et ayant le goût des arts* ». Aujourd'hui encore les récits du Tangérois, sur la Chine mais aussi sur les Indes, Ceylan, l'Egypte ou l'Afrique noire, servent de référence à maints historiens.

Retourné au pays en 1354 après vingt-neuf ans d'absence, Ibn Battouta y passera son temps, jusqu'à sa mort survenue vers 1370, à transcrire ses carnets de route. Pour l'édification des futures générations arabes — et pour le plaisir de tous.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Slimane Zeghidour a publié en mai dans le mensuel *Notre Histoire* (50, rue de Miromesnil, 75008 Paris) une enquête de neuf pages (avec carte et illustrations) sur Ibn Battouta. Les *Voyages* de ce dernier ont été édités en 1982 par « La Découverte », en trois tomes.

«CHAQUE année, que ce soit dans le Nord ou dans le Sud, dans l'Est ou dans l'Ouest, la ferme, grande ou petite, connaît quelques jours pendant lesquels le rôle de la femme est plus important que pendant tout le reste de l'année. On bat le blé ou l'on vendange. Gars de bled ou vendangeurs, il faut nourrir tous ces mâles-là, et on a tué des lapins, des poulets, des agneaux. On a dressé des tables dans la cour : la femme s'est transformée en maîtresse de maison, et l'on parlera pendant des mois des plats qu'elle a mijotés...

« L'attrait, irrésistible, du petit restaurant où la femme fait à manger !

« C'est un peu, pour elle, comme si c'était tous les jours dîner de battarie ou de vendange. Devant son fourneau, elle devient le prêtre à l'autel et, dans la salle, on la traite avec respect et familiarité tout ensemble ; elle se sent une mère de famille innumbrable... »

Ces remarques datent de plus d'un quart de siècle (1959) et restent d'éternelle actualité. Elles sont signées Georges Simenon (in : *La Femme en France*), et je me les remémorais en me régalant d'un admirable coq au vin : la chair ferme d'une vraie volaille

Fernande en cuisine



DESCLOZEUX bien élevée mais tendre cependant, attendrie par la cuisson en une sauce, une confiture de saucis : carottes et lardons, dirai-je même.

Outre ce coq au vin en plat du jour, j'aurais pu me régaler d'un lapin aux deux moutardes, d'un sauté d'agneau, des côtes de mouton Champvallon, voire d'un cassoulet, avant des desserts aussi rares (j'entends lorsqu'ils sont

bien vrais) que les œufs à la neige, la crème brûlée et la clafoutis.

Fernande Euzet, qui a quitté sa rue Tiquetonne (difficilement accessible), a été « récupérée » par un patron plein d'astuce dont le restaurant, à l'enseigne quelque peu sibylline des *Empereurs* (54, rue de Babylone, Paris-7^e,

tél. : 47-53-83-26 ; ouvert tous les jours) mais très élégant, veut en faire son associé.

Alors, petit à petit, la carte chassera les derniers vestiges de la mode bouffissée (salade de verdure d'avocat à la crème de persil, par exemple !) pour nous régaler de la terrine de lapin en gelée, des crêpes (au saumon ou aux œufs de saumon), du cœur de rumsteack au poivre, de la simple sole meunière (c'est si bon lorsque le poisson est frais, et que l'on ne s'avise pas d'y ajouter des kiwis !). Un menu-carte (choix de deux plats, fromage ET dessert) à 150 F, des vins en pichet honorables et, en cuisine (mais oui cher Simenon !), un cœur de femme qui bat au rythme de l'appétit du client-ami.

LA REYNIÈRE.

PS. — A propos du saumon fumé (que j'évoquais la semaine dernière), on peut rappeler ici que, selon Anne Valle, le sauvage, plus rouge de chair, est finalement moins gras (14 % de lipides, soit moins qu'une viande grasse). Et qu'Unis Fish Food (27, rue Yves-Kermen, à Boulogne-sur-Mer ; tél. : 46-09-02-28), fournisseur des meilleures maisons de Paris, peut, sur simple coup de fil, vous préparer fumé au bois de hêtre et préemballé des saumons savoureux entiers... C'est, vraiment, et comme la devise « maison », *saumon fait !*

MIETTES

● Un beau cadeau d'anniversaire. — Si vous êtes né en 1944, 1945, 1947, 1948, 1952 ou 1957, le Verger de la Madeleine (4, boulevard Malesherbes, Paris-8^e ; tél. : 42-55-51-99) vient de mettre la main sur des Vieilles Charrues « Tarragone » de ces millénaires. Certifié par le Père Procureur.

● Le sottilier. — Chez Gourmand, lu sur la carte : « Fricassée de bœuf chabichou au safran ». Lorsque l'on sait qu'un bœuf est un peu sur lequel les moutons s'accrochent, d'où l'appellation moutons de bœuf, on peut craindre que le plat soit indigeste !

● Cuisine autour du monde. — Au Pub Renault (53, avenue des Champs-Élysées, Paris-8^e), du 10 au 30 septembre, la carte propose des mets étrangers : du gratin de haddock Chichester britannique au poulet Yassa du Sénégal en passant par le chachlik, la paella, etc.

● Les inconnus dans la maison gourmande. — Ne figurent sur aucun guide mais signalés par des lecteurs gourmands : la Table de

l'Esprit à Quillan (Aude) et la Provence à Feytaud (Var). Si vous passez par là avant moi, découvrez-les et parlez-m'en !

● « Toutoune ». — Désormais le charmant champion de la qualité-prix (rue de Portofino, Paris-5^e ; tél. : 43-26-58-81), dont l'ardoise est toujours gourmande, ouvrira le lundi, midi et soir, à partir du 23 septembre.

● Le pain, le vin et... l'addition. — Sous cette enseigne trois petites maisons (au 1, rue d'Armalée, Paris-17^e, au 78, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16^e, et au 95, boulevard de Montparnasse, Paris-6^e) avec le même carte. Mais... de Montparnasse au 18^e arrondissement, les rillettes de canard « maison » passent de 22 F à 28 F, les six escargots de Bourgogne de 28 F à 42 F (ce va vite pour des gastéropodes !), tandis que la tête de veau en poupeton, elle, vaut 45 F dans le 16^e et 48 F à Montparnasse. Mystères ?

L. R.

SEMAINE GOURMANDE

L'Auberge Perraudin

Claude Perraudin est un cuisinier de valeur (il fut chef des Troisgros en initiation) mais aussi de sagesse. Ne sacrifient rien aux billevesées du moment, sa carte, apothéose du foie gras, est aussi celle des beaux et bons plats. Dans un cadre qu'il vient de... décorer, d'aproprier, à l'enseigne comme à la cuisine.

La foie gras de canard, donc, au naturel (110 F) peut être accompagné aussi aux trois foies (cru au gros sel, poêlé en feuillet et en terrine — 130 F) et il intervient dans de nombreux plats de la carte, des filets de sole aux escalottes et foie gras au bœuf mariné sauce foie gras. Mais on se réglera aussi de l'escalope de saumon à l'œuf de Troisgros (87 F), des poissons de l'océan crème de persil (110 F), de la galette de pommes de terre aux trois abats (ris, rognon et langue de veau), du feuillet d'agneau à la gousse d'ail (115 F).

Superbes desserts et, au déjeuner, un menu « Affaires » (deux plats, fromage ET dessert) à 150 F, parfait. Des vins à partir de 80 F, une salle coquette, un aimable service et, j'y reviens, une superbe cuisine de sagesse.

● Claude Perraudin (Auberge Perraudin) 164, rue Montmartre, 75002 Paris. Tél. : 42-36-71-08. Fermé samedi midi et dimanche. CB - AE - DC.

Le Bacchus gourmand

Qu'un chroniqueur invite ses lecteurs à aller se régaler de la cuisine d'un chef... qui n'est plus dans la maison depuis deux mois, passe. Mais que ledit chef ayant signalé à la direction du journal son nouveau poste, ledit chroniqueur s'en indigne et déclare que « puisque c'est comme ça je n'y vais pas, ne ! », c'est infantile ! Que ce me soit l'occasion de redonner l'adresse du *Bacchus gourmand*, où Thierry Coué (un élève de Sordani) fait merveille, avec une carte originale sans extravagance. Compter 450-500 F, mais avec, aux Caveaux, un menu 160 F, vin compris. Excellent sommelier. Cadre exceptionnel, lui aussi. Pain « maison ».

● Le Bacchus gourmand 21, rue François-I^{er}, 75008 Paris. Tél. : 47-20-15-83. Fermé samedi et dimanche. Salons de 10 à 120 couverts.

Le Jules Verne

En cette saison où Paris, à son tour, est en vacances, si vous faites la fête avec des hôtes étrangers ou des cousins de province, quel meilleur endroit que ce restaurant de charme de la tour Eiffel ? L'ascenseur particulier qui vous conduit à cet étage « rapporté », le cadre « en situation » avec le gril fer de la grande dame, la cuisine, enfin, du chef Louis Grondard (un tout bon), font, avec le vue (il faut y aller deux fois, de jour puis de nuit !), du repas un événement.

Baignade de melon et fraises des bois au bananys (95 F), saumon fumé « maison » au bol de hêtre (145 F), foie gras au fumet de Sainte-Croix-du-Mont (150 F), filet de paqueot aux olives noires (100 F), fricassée de Bresse aux giroles (150 F), pigeon au miel et aux épices (160 F) : j'en passe, mais les desserts sont également somptueux, la carte des thés et cafés complète, le pain « maison » bien bon. Comptez 400 F puis, le soir, aller prendre le café — et ce qui le doit « pousser » — au piano-bar afin de rêver en prenant indigestion des toits de Paris.

● Le Jules Verne tour Eiffel (piller Sud), 75007 Paris. Tél. : 45-55-81-44. Tous les jours. CB - AE.

Les Trois Marmites à Royan

Quittant leurs Trois Marmites de Courbevoie (où, du reste, ils sont parfaitement remplacés, on le sait), les Daubian sont allés se mettre au vert (et au bleu) à Royan. Gardant et l'enseigne banlieusarde et la cuisine si « chantante » du chef-patron : foie gras frais de canard, gratin de moules épiées, lapereau en gelée, pot-au-feu de la mer, estouffade de bœuf, boudin de campagne aux pommes, rognons moutarde et, dans les desserts, le chachlik, les profiteroles et le pain-brest. Belle petite cave et deux menus à 140 F et à 160 F, tous deux fromage ET dessert. Belle cave de Bordeaux. Accueil souriant et efficace surveillance du service de M^{me} Daubian.

● Les Trois Marmites 37, avenue Ch.-Regazzoni, 17200 Royan. Tél. : 46-38-66-31. Fermé lundi et mardi. A.E. - C.B.

L. R.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

MERCUREY A.O.C. Vente directe. 12 bouteilles 1984 : 460 F TTC franco dom. TARIFF BOUTEILLE — Tél. 05-47-13-84. Louis Mercurey, vigneron, 71680 Mercurey.

CHAMPAGNE Claude DUBOIS A la propriété LES ALMANACHES VENTUREL 51200 EPERNAY. T. 26-58-48-37. Vinifié en France. Tenu sur demande. Cuvée 1982 de « Réserve ». Médaille d'argent. Meilleures cuvées mondiales. MONTREAL 1986.

TOURISME SNCF VOUS PROPOSE

DU 19 AU 30 OCTOBRE 1987

CROISIÈRE DE L'OPÉRETTE GRÈCE, TURQUIE et YOUGOSLAVIE A BORD DU « DANAE » de la C^e COSTA

Avec la participation exceptionnelle de Mady MESPLE

— Départ de PARIS LE 19 octobre 1987 par train pour VENISE.
— Embarquement à bord du « DANAE ».
— Du 19 octobre 1987 au 30 octobre 1987 :

KATAKOLON	(GRÈCE)
ISTANBUL	(TURQUIE)
KUSADASI	(TURQUIE)
RHODES	(GRÈCE)
SANTORIN	(GRÈCE)
MYKONOS	(GRÈCE)
LE PIRÉE	(GRÈCE)
DUBROVNIK	(YOUGOSLAVIE)
VENISE	(ITALIE)

Prix par personne au départ de Paris : 10 675 F à 24 365 F (conditions tarifaires spéciales pour rejoindre Paris par le train)

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS dans nos agences « TOURISME SNCF » : 127, Champs-Élysées, 75008 PARIS - 16, boulevard des Capucines, 75009 PARIS - 11, boulevard des Bastognes, 75008 PARIS - 116, avenue du Président-Kennedy (MAISON DE LA RADIO) Paris SNCF de PARIS : AUSTERLITZ, EST, LYON, MONTPARNAISE, NORD, SAINT-LAZARE 58, bd. Carnot, LE VESINET - 48, rue du Général-de-Gaulle, RAMBOUILLET Gare SNCF de : NANTERRE-DES-SEINE, VINCENNES, CHATELET-MITRY GARES SNCF des principales villes de province. Par correspondance : BP 62 06, 75302 PARIS - Par téléphone : (1) 46-43-06-81.

Championnats d'Europe. — Jusqu'au 30 août à Vouzon (Loiret-Cher)

ROCK

« Bad », le nouvel album de Michaël Jackson

Le séraphin souffre douleur

Michaël Jackson et Quincy Jones ont mis cinq ans pour réaliser un brûlot de swing et de funk

Avant Madonna, il a été la première star vidéo. Il a publié il y a cinq ans l'album *(Thriller)* le plus vendu de l'histoire du show-biz : trente-huit millions et demi d'exemplaires. Il est à la tête de cinq compagnies, et une armée d'avocats, d'agents et des gardes du corps travaillent pour lui.

Il a racheté en 1985 pour 47 000 000 de dollars les deux cent cinquante et une chansons des Beatles. Ce qui lui assure un confortable revenu mensuel supplémentaire mais lui cause aussi du souci : ayant autorisé l'exploitation de quatre titres de Lennon et McCartney pour des spots publicitaires, il est en procès avec les membres et les héritiers du groupe célèbre.

quable par ses compositions, sa cohésion, sa puissance, sa force de frappe, son intensité et son efficacité.

Produit en association avec Quincy Jones, *Bad* contient dix titres — tous des « tubes » potentiels — composés essentiellement par Michaël Jackson lui-même. Un mois avant la sortie de *Thriller*, le chanteur avait publié sous forme d'un quarante-cinq tours un duo avec Paul McCartney (*The Girl is Mine*).

Une vidéo signée Martin Scorsese

Par superstition, Michaël Jackson a sorti le 23 juillet dernier en avant-propos du trente-trois tours et du disque-compact un autre duo avec Siedah Garrett (*If Just Can't Stop Loving You*). L'album lui-même — promu par une vidéo de dix-huit minutes signée par Martin Scorsese — a été enregistré en digital avec une utilisation immodérée de syn-



CLAUDE BASSAN

Il est déjà un vieux routier puisqu'il n'avait que cinq ans lorsqu'il se lança avec quatre de ses frères dans la musique. Et pourtant, Michaël Jackson semble être dans la vie comme un sosie de Peter Pan, timide et solitaire, qui a quelque difficulté à différencier fiction et réalité et préfère croire à l'imaginaire.

« Michaël Jackson est l'un des derniers innocents de ce monde », a dit de lui Steven Spielberg, le réalisateur d'*ET*. C'est un enfant-vedette émotif qui se présente aux autres comme s'il se tenait hésitant sur les franges d'une sorte de brume crépusculaire.

Entre *Thriller* et l'album *Bad*, qui sort mardi 1^{er} septembre dans le monde entier (un million de commandes en Europe, quatre autres millions dans le reste du monde), Michaël Jackson a été la vedette de plusieurs vidéos, il a fait une tournée américaine avec ses frères, écrit avec Lionel Richie *We are the World* et joué le rôle-titre de *Captain EO*, un film de quinze minutes réalisé par George Lucas et Francis Coppola, et diffusé plusieurs fois par jour à Disneyland et Disneyworld.

L'air d'un angelot aux cheveux frisés, il a été aussi la proie idéale de toutes les rumeurs. Non, il ne vient pas de se « blanchir » la peau. Non, il ne sort pas d'une clinique esthétique : son nez et ses pommettes ont déjà été rectifiés il y a quelques années. Oui, il se gave d'oxygène de temps à autre en se couchant dans un caisson étanche. Non, il ne se promène pas dans la rue avec un masque protecteur. Oui, il a des procès... en reconnaissance de paternité. Oui, enfin, ce nouvel album solo a mis cinq longues années à voir le jour. Et il est remar-

tablement remarquablement intéressé aux instruments traditionnels. Au dos de la pochette, Michaël Jackson Quincy Jones « remercie » Dieu et une centaine de personnes dont Marlon Brando, Robert de Niro, Stevie Wonder, Martin Scorsese, Joseph Jackson le père manager et... Henri Salvador, vieil ami du producteur-arrangeur, qui leur ont « donné l'énergie et l'imagination de fabriquer cette musique ».

Plus concrètement, Michaël Jackson explique volontiers que *Bad* n'a rien de commun avec *Bambi* et Walt Disney. Le thème général de l'album lui aurait été inspiré par un fait-divers américain : un gosse souffre-douleur de toute une classe, finit par devenir « méchant », brague une banque, tue une personne et se retrouve en prison.

Ce qui est vrai, c'est l'absence de mièvrerie et la présence constante de brûlots de swing et de funk. Ce sont des titres impétueux et des battements de cœur à couper le souffle. Ce sont des idées musicales qui fusent et surprennent, des jeux de sons et de voix, des arrangements subtils et une qualité technique exceptionnelle. Seule objection : les paroles des chansons, une fois encore, glissent comme de légères gouttes de jour dans un jour ensoleillé.

Malgré son aventure en cavalier seul, sur scène Michaël Jackson faisait toujours partie intégrante des Jackson. Cette fois, cela change. Le 12 septembre commencera à Tokyo la première tournée personnelle du chanteur. Suivront l'Australie et la Nouvelle-Zélande en novembre et décembre avant d'attaquer l'Amérique du Nord et l'Europe en 1988.

CLAUDE FLÉOUTER.

ARTS

Une exposition Louis Soutter à Marseille

Le dessin corps à corps



« Jeux », œuvre noire, Musée des beaux-arts, Lausanne

Les dessins violents, inclassables, d'un artiste suisse, dont l'essentiel de l'œuvre a été réalisé à l'asile, dans l'entre-deux-guerres.

« Un homme racé, cultivé, ayant passé par tous les luxes de l'argent et d'une vie intelligente. Et qui, aujourd'hui, remuant du réfectoire triste, couvre chaque jour, à soixante-cinq ans, un papier blanc, de ces lignes, fortes et admirables compositions. » Tel était pour Le Corbusier Louis Soutter, « cet inconnu de la soixantaine » dont la revue *Le Minotaure* publiait, en 1936, six dessins en accompagnement du texte de l'architecte, un soula.

Ce n'est donc pas un hasard si les musées de Marseille fêtent Le Corbusier et la Méditerranée (*Le Monde* du 7 août) présentent en parallèle ce marginal inclassable, presque inédit en France, dont l'essentiel de l'œuvre a été produit dans les repits et les rudes d'un asile de vieillards des Alpes vaudoises, où il fut envoyé contre son gré, à cinquante-deux ans, en 1923, et où il mourut en 1942.

Là, il n'aura eu pour l'encourager à dessiner que ce parent qui parviendra à faire exposer ses dessins aux États-Unis, la sympathie du peintre Aubrey Jones et l'amitié de Giono. Ce dernier rappellera plus tard à Dubuffet comment, à l'asile de Ballaigues, il avait réussi à empêcher « toute la partie féminine du personnel » de détruire les dessins de ce fou « pomégraphique » — qui, il est vrai, avait un sérieux passif avec la femme, image indéfiniment répétée de la faute — en leur montrant qu'il pouvait, après tout, être une potable

source de revenus pour la communauté.

Dessins en quantité, asile, enfermement, Dubuffet. « Cela sent l'art brut, disiez-vous. Rien de moins sûr. Il y avait trop de culture artistique chez Soutter, qui, en une première vie, avait ébauché une carrière de peintre et d'enseignant des beaux-arts en Amérique — il avait aussi commencé des études d'architecture et de musique ; trop de savoir classique, trop de tenue et de retenue plastique, trop de dépouillement dans l'expression violente de la vie intérieure, dans l'organisation de la geste humaine, dans la mise à nu et à cru du corps humain cassé, plié, révélé, pris dans des réseaux de traits d'encre noire. Soutter couvrait ses feuilles avant d'en explorer les configurations, les intervalles, tatonnant, la page retournée parfois, entre ces espaces d'ombre positifs.

D'où il a fait surgir des théories de visages laids, hallucinés, et des grappes d'hommes et de femmes désespérés de solitude, de douleur, de désirs aussi, sans distraction, sans anecdote, simplement en les piégeant dans une sorte de draperie, de nuage.

Etreintes désespérées

De crucifixions en étreintes macabres, de charniers, ou presque, en litanies, ses grandes visions d'horreurs sont traversées tour à tour par l'idée de péché et de rédemption, ou un seul dessin parfois. Les titres sont instructifs : « Je pêche, je communique, je suis coupable, je suis vicieux, je bats, je fesse, je meurs en Christ, je travaille dur et je suis un saint... » Comme J. Starobinski qui a consacré à Soutter un beau texte

en 1962, on peut regarder ces dessins « avec le sentiment d'être devant le monologue d'une âme qui lutte pour son salut », y voir un formidable et provocant corps-à-corps de l'ombre et de la lumière, qui suspend l'homme entre bestialité et tourments de l'esprit.

Cela est si fortement dit qu'on ne s'étonnera pas de l'influence qu'un Soutter a pu avoir sur un artiste comme Arnulf Rainer, l'Autrichien héritier de la production d'images d'étreintes désespérées inaugurées par Klimt, et qui, ces dernières années, a fait qu'on s'est souvenu du solitaire de Ballaigues. Rainer et Penck aussi, l'Allemand dont l'œuvre jusqu'à son gonflement outre mesure dans les années 80 ressemble à celle de Soutter dans les dernières années de sa vie. Quand elle eut pris un cap nouveau. Sa vue avait baissé et un début de sclérose des mains l'obligea, à partir de 1937, à renoncer aux hachures et aux traits, mais non point au dessin.

Il se mit alors à tracer des figures sur les feuilles, les doigts enduits d'encre noire et de peinture. C'est cet aspect de sa production qui est la plus connue et à laquelle, aujourd'hui, on est le plus attentif, pour son immédiateté, pour la gestualité plus sommaire, plus grossière, et libératrice avec laquelle, en ombres chinoises, l'artiste a continué de tracer ses crucifixions, des cortèges et danses macabres, sauvages rythmées comme du jazz. Débarassé cette fois de références possibles à la tradition de la grande peinture ou de la gravure à l'eau-forte, Soutter retrouvait des signes venus du fond des temps, pour clouer le corps humain jusqu'au bout. Jusqu'à la délivrance.

GENEVIÈVE BRUNETTE.

* Musée Cantini, Marseille. Jusqu'au 27 septembre. Catalogue, 120 F. Diffusion FUF.

MUSIQUES

Un livre de Rodolfo Celletti

Vie, mort et renaissance du bel canto

Le terme de bel canto n'est apparu que vers 1820, au moment où ce genre vocal jetait ses derniers feux dans les ultimes œuvres de Rossini.

Rodolfo Celletti nous en conte l'histoire.

Au dix-neuvième siècle, on désignait avec quelque nostalgie le « beau chant », le bel canto des temps passés, par opposition avec le nouveau style dramatique du romantisme, et c'est abusivement qu'on l'a utilisé ensuite pour parler de Donizetti, de Verdi, ou, pis encore, des veristes.

La renaissance actuelle de l'opéra baroque a redonné à l'expression son vrai sens. Mais comment se reconnaître dans ce monde extravagant de héros empanachés aux costumes flamboyants, de dieux et de monstres mythologiques, avec ces castrats aux voix étranges, ces travestis perpétuels, ces décors aux machines complexes permettant toutes les illusions ? La nouvelle *Histoire du bel canto* de Rodolfo Celletti (1), grand spécialiste du chant italien, nous offre une exploration passionnante de cette esthétique et de ce répertoire encore mal connus.

La *but du belcantisme*, écrit-il, est de susciter l'émerveillement grâce à la rareté des timbres, la diversité des couleurs et des nuances, les tournures de virtuosité vocale complexes et variées de l'infinité, et l'abandon extatique de son lyrisme. Pour y atteindre, l'opéra belcantiste s'oppose au réalisme et à la vérité dramatique, qu'il considère comme banales et vulgaires, et les remplace par une vision irréelle des sentiments humains et de la nature.

Cette conception correspondait parfaitement à l'art baroque, qui se proposait de « créer par l'imagination un monde plus beau et plus luxuriant que le monde réel, et de le représenter au moyen d'images s'adressant aux facultés sensorielles de l'homme », et cela « en parfaite harmonie avec l'attrait pour le fabuleux et le fantastique qui caractérise l'époque ».

Celletti étudie de l'intérieur, avec une intuition et une finesse exceptionnelles, le développement de cet art paradoxal, où « le plaisir des spectateurs naît de l'admiration pour l'artificielle représentation du vrai réalisée dans le faux ». Ses analyses, si précises et suggestives qu'on croit entendre les musiques

dont il parle, suivent pas à pas le stupéfiant épanouissement de la technique vocale, décrivent avec une patience d'entomologiste les procédés et le lyrisme propres à chaque compositeur, exemples musicaux à l'appui, depuis Monteverdi jusqu'à l'âge d'or des Vinti, Haase et, surtout, Haendel.

C'est alors que commence la dégénérescence du bel canto, dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, avec une évolution sensible du goût musical : « La philosophie des Lumières mène simultanément à la recherche de la vérité dramatique. L'opéra sera italien se trouve plus en état entre le drama musical et l'opéra-comique. »

Rossini, l'ultime fleur

On regrette ici que l'analyse de Celletti reste quelque peu en suspens, qu'il n'ait pas défini les rapports et fait ressortir les différences entre le bel canto finissant et d'autres grandes formes vocales de l'époque, l'opéra français, la réforme de Gluck ou l'opéra série de Mozart, laissant dans le flou

l'« inter-régne » qui sépare Haendel de Rossini.

Il consacre à celui-ci, fort justement, le tiers de son ouvrage, car Rossini est l'ultime fleur du bel canto. « Sa méthode mélodique tend toujours à l'idéalisation du personnage. (...) L'ornement et la vocalise sont une émanation de la musique, conçue comme un art idéal, capable de s'exprimer, au-delà de l'imitation réaliste et servile, grâce à l'aide mystérieuse des accents cachés. Le chant orné représente même le stade le plus intense de l'expression, un élément qui renforce les sentiments et les passions. »

Une cassure progressive, mais définitive, s'instaure après Rossini au nom d'une traduction réaliste des sentiments. Pour Celletti, cette évolution entraînera une décadence du chant, « une sorte d'apocalypse », suivie d'une « seconde apocalypse » lors du déclinisme du verisme, catastrophique pour les voix. Le belcantisme sera mis au ban de l'opéra dans les années vingt et trente de notre siècle, jusqu'au « bouleversement d'évaluations historiques, de répertoire, de technique, de goût en matière d'interprétation, mis en branle par Maria Callas ». Avec

Joan Sutherland, Marilyn Horne et toute une nouvelle génération de chanteurs, le bel canto sera enfin remis à une place d'honneur.

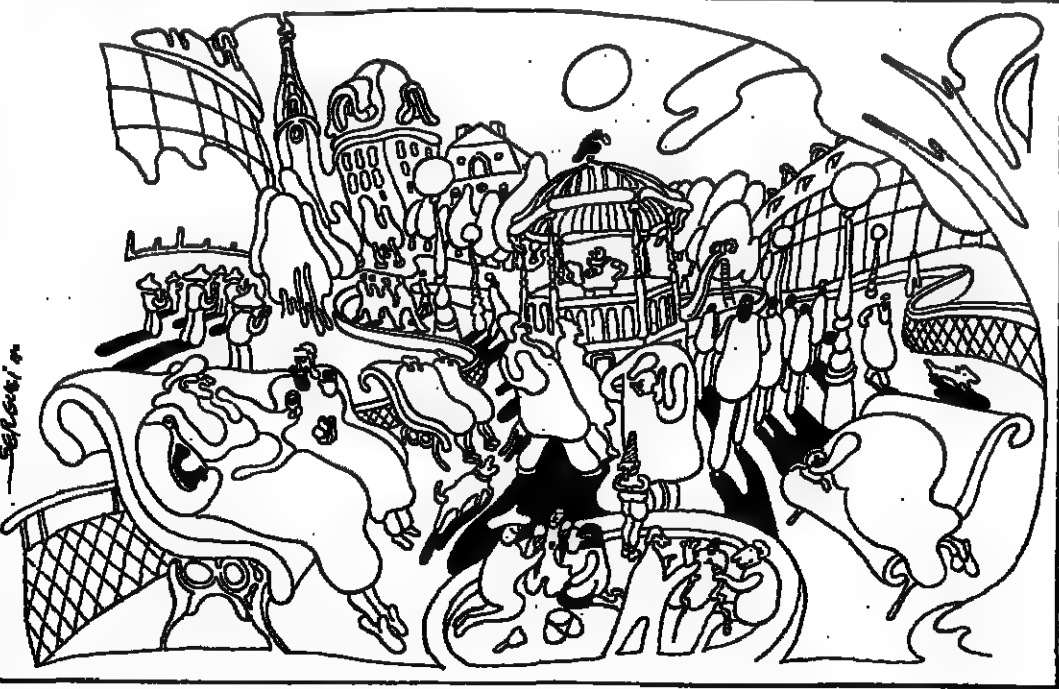
Ces pages étonnantes de l'histoire musicale, si difficiles à cerner, apparaissent dans une clarté lumineuse grâce à ce livre minutieux, schématisé et poétique du grand musicologue italien, fort bien traduit par Hélène Pasquier avec Roland Mancini.

Aux deux extrémités de la courbe du bel canto, on pourra lui adjoindre deux autres ouvrages, *Ventes baroque et l'opéra*, par Hélène Leclerc (2), une histoire détaillée et captivante, abondamment illustrée, de la naissance fastueuse de l'opéra public dans la ville des doges, ainsi que l'étourdissante *Vie de Rossini*, par Stendhal (3), dans une excellente édition de Pierre Brunel.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) *Histoire du bel canto*, de Rodolfo Celletti, Fayard, 250 p., 130 F.
(2) *Ventes baroque et l'opéra*, d'Hélène Leclerc, Armand Colin, 480 p., 230 F.
(3) *Vie de Rossini*, de Stendhal, Parusson, 396 p., 138 F.

PARIS AU MOIS D'AOUT



Babel au square du Temple

سكان الاصل

3615 TAPFZ **LEMONDE**

هكذا من اجل

هكذا من اجل

هكذا من اجل

1. **Identify the problem.** The first step in the problem-solving process is to identify the problem. This involves recognizing the symptoms of the problem and determining the underlying cause.

هكذا في الأصل



هكذا في الأصل

هكذا في الأصل

هكذا في الأصل

هكذا في الأصل

هكذا في الأصل

هكذا في الأصل

هكذا في الأصل

هكذا من اجل

هكذا من اجل

هكذا من اجل

AFFAIRES

Un accord avec Babcock and Wilcox

Les industriels français prennent pied sur le marché américain du nucléaire

Pour la première fois, après des années de tentatives, l'industrie nucléaire française va prendre pied sur le marché américain des services aux compagnies d'électricité, le plus important mais aussi le plus fermé du monde. Les trois entreprises françaises associées dans la fabrication du combustible nucléaire (*Urenco*) viennent en effet de s'entendre avec l'américain Babcock and Wilcox pour créer une société commune qui ouvrira le marché américain.

Une sorte de revanche pour l'industrie française, jadis dépendante des technologies nucléaires américaines. Et, surtout, une promesse de développement pour l'avenir. Alors que la construction de nouveaux réacteurs paraît stoppée pour longtemps, les services nucléaires et plus généralement le cycle du combustible restent les seuls secteurs porteurs de la branche, compte tenu de l'importance de l'arc à l'alimentation et à l'entretien : 350 facteurs dans le monde occidental dont 112 aux États-Unis fonctionnent en 1987, et 390 sont prévus en 1995.

L'accord conclu entre les trois rivaux (Cogéma, Framatome, Uranium Pechiney) et Babcock and Wilcox, numéro deux américain du secteur, ne porte donc sur un premier pas que sur la fabrication et la

vente de combustible aux compagnies d'électricité (les *utilities*), ainsi que sur les services liés au cycle des réacteurs. La société commune ainsi créée, dont les français détiendront 49 % du capital (1) et l'américain 51 %, exploitera pour l'essentiel l'usine de Babcock and Wilcox à Lynchburg, en Virginie (300 personnes et 400 tonnes de capacités), et vendra des crayons de combustible et des services en utilisant les contrats déjà conclus par la société américaine.

Un développement non négligeable puisque Babcock and Wilcox est en passe de devenir le géant de l'industrie de l'énergie nucléaire américaine, le deuxième fournisseur des *utilities* en combustible, avec, à terme, 14 % d'un marché d'environ 2,4 milliards de francs par an. Mais qui n'est rien à côté des perspectives ouvertes aux français grâce à cet accord.

Outre la vente de combustible, l'activité de la nouvelle société franco-américaine porte en effet aussi sur les services liés à l'utilisation de ce combustible, sur la conception et la fabrication d'instrumentation spécifique au cycle du réacteur, et sur les services liés au conditionnement et au stockage des combustibles irradiés. Ces trois développements intéressent vivement les français.

Framatome, le constructeur de réacteurs nucléaires, se développe dans la maintenance des réacteurs, notamment aux États-Unis où il a réussi depuis 1985 une timide percée mais où il se heurte au nationalisme et au protectionnisme rampant de l'administration. Cogéma, déjà largement présent outre-Atlantique dans l'extraction et la vente d'uranium enrichi, mais bloqué pour le reste du cycle, convoite surtout le marché de la gestion du combustible irradié, domaine dans lequel il est le leader mondial. Et Uranium Pechiney, premier fabricant mondial de combustibles pour réacteurs à eau pressurisée (PWR), s'intéresse naturellement non seulement au combustible, mais aussi au prétraitement de l'uranium ainsi qu'à la fourniture des tubes en zirconium (dont il couvre 20 % du marché mondial).

Excellente réputation

Pour les trois français, les contacts privilégiés de Babcock and Wilcox avec les compagnies d'électricité de ses clients mais aussi avec les autorités américaines constituent un point d'appui stratégique pour de futurs développements. « Nous obtenons une part de marché pour en gagner d'autres. Ce n'est qu'un

premier pas », assure-t-on à la Cogéma.

Quant à Babcock and Wilcox, il trouve dans cet accord non seulement l'apport de fonds nécessaires pour financer ses investissements futurs dans le secteur des services nucléaires (dont le montant est jalousement tenu secret par les quatre partenaires), mais aussi un appui technique vital. La réputation excellente de l'industrie française dans ce domaine devrait lui permettre de faire oublier l'incident désastreux qu'avait eu sur l'opinion l'accident de la centrale de Three-Mile-Island, dont il était l'infortuné constructeur.

Cet accord est une nouvelle étape dans la restructuration en cours de l'industrie nucléaire mondiale, frappée par la baisse des commandes, et qui cherche le salut dans la coopération internationale. « Nous sommes entrés dans une période où l'industrie tente de s'adapter à des programmes d'équipement en forte réduction », selon M. De Wisco, président de la Cogéma, « cette adaptation conduit les entreprises à chercher les rapprochements et les synergies nécessaires. Il y a eu d'autres... »

Véronique MAURUS.

(1) La participation française sera répartie entre la Cogéma (40 %), Framatome (40 %) et Pechiney (20 %).

CONJONCTURE

Malgré les hausses des loyers et de l'essence

Les prix n'ont augmenté que de 0,2 % en juillet confirme l'INSEE

Les prix à la consommation ont augmenté, en juillet et pour le troisième mois consécutif, de 0,2 %. Depuis le début de l'année, les prix ont donc déjà progressé de 2,4 % — ce qui constituait l'objectif du gouvernement pour l'ensemble de 1987. L'indice définitif de l'INSEE pour le mois de juillet, publié le jeudi 27 août, est néanmoins une bonne nouvelle pour M. Edouard Balladur, le ministre de l'économie. En juillet 1987, les prix étaient supérieurs de 3,4 % de leur niveau au 1^{er} janvier. L'écart d'inflation avec l'Allemagne fédérale, le principal partenaire de la France, continue à se réduire, souligne-t-on dans l'entourage du ministre d'Etat. Il tombe à 2,7 points (après un pic de 3,9 % en février).

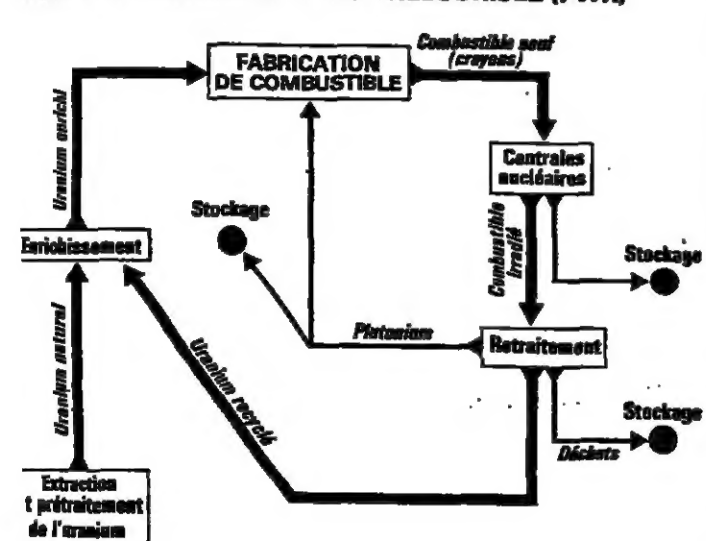
En juillet, les services, avec les loyers en particulier, et les produits pétroliers ont alimenté la hausse. La libération des prix des services n'a cependant pas provoqué, sauf dans quelques domaines, d'explosion. Les prix des services du secteur privé ont crû, en juillet, de 0,4 %. En un an, ils ont augmenté de 7,8 %. Les hausses de début de trimestre des loyers se traduisent par une progression de 1,1 % en juillet, de 5,8 % en un an. Les prix des produits pétroliers ont crû de 0,8 % au cours du dernier

mois, de 2 % sur les douze mois écoulés. Le bon résultat de juillet s'explique par la modulation des prix des produits manufacturés et alimentaires. Les premiers, malgré l'augmentation des prix des automobiles, ont augmenté de 0,2 % sur un mois et de 2,3 % sur un an. Les prix des produits alimentaires restent très raisonnables : ils n'ont crû que de 0,1 % en juillet, un rythme annuel de 2,1 %.

La baisse, imposée par la Rue de Rivoli, du prix du gaz domestique, a également apporté sa contribution à cette bonne performance. Les tarifs publics ont diminué de 0,2 % en juillet et baissé de 2,1 % sur les douze derniers mois.

Le gouvernement, qui souhaite ramener à moins de 2 points l'écart d'inflation avec la RFA, d'ici la fin de l'année, apprécie avec intérêt que, en août, les prix de détail observés outre-Rhin ont certes diminué de 0,1 % par rapport à juillet, mais qu'ils ont augmenté en un an de 0,8 % (contre 0,7 % en juillet), d'après une estimation provisoire publiée jeudi 27 août par l'Office fédéral de statistiques de Wiesbaden.

CYCLE DU COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE DANS LES CENTRALES À EAU PRESSURISÉES (PWR)



10 milliards de francs

Dans le cycle de l'uranium, la fabrication de combustible constitue une étape charnière intéressante à la fois les fournisseurs d'uranium enrichi, les constructeurs de réacteurs et les sociétés chargées de retraiter ou de stocker les combustibles irradiés après usage. Elle consiste à transformer l'uranium enrichi en pastilles, empilées dans des tubes en zirconium (les crayons), qui seront placés dans le cœur du réacteur nucléaire.

Moins spectaculaire que l'enrichissement ou le retraitement, qui nécessitent des investissements gigantesques, la fabrication de combustible représente environ 12 % du chiffre d'affaires total du cycle de l'uranium, soit, au niveau mondial, environ 10 milliards de francs par an, dont un quart pour le seul marché américain.

En France, cette activité a été restructurée, en 1984, sous l'impulsion de M. Georges Basse, alors président de Pechiney. Elle implique trois sociétés : Uranium Pechiney, filiale du groupe du même nom, Framatome, le constructeur de réacteurs, filiale de la CGE, et la Cogéma, leader mondial de l'ensemble du cycle, filiale du Commissariat à l'énergie atomique. La conception des éléments combustibles est assurée par Framatome. La production est faite par une société commune aux trois groupes, la FBCF (50 % Pechiney, 25 % Framatome et 25 % Cogéma), qui possède trois usines d'une capacité totale de 2 000 tonnes/an. Enfin, la vente du combustible revient à la Framatome, GIE rassemblant à parts égales Framatome et la Cogéma.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Prochaine augmentation du capital de la Compagnie financière de Suez

L'augmentation de capital de la Compagnie financière de Suez, prévue pour le 17 septembre, l'Etat donnera l'autorisation au sein d'administration d'augmenter le capital d'un minimum de 5 % et maximum de 15 % lorsqu'il le jugera nécessaire. L'assemblée devrait décider de la division par 4 du nominal des actions (actuellement de 1) en vue d'élargir la part du capital proposée à l'offre publique de 0 %. Le nouveau stable d'actionnaires pourrait détenir une participation 0 %.

12 a pris 20 % du capital de la Compagnie François

Le groupe français de bâtiment et travaux publics Dumez vient de rendre une participation de 12 % dans la Compagnie François reprise, première société belge. La Société générale de Belgique avait racheté à la famille Dumez ses participations, rue 24,4 % du capital. Le fait de la transaction n'a pas été prévu mais serait de l'ordre de millions de francs français. Le chiffre d'affaires de la Compagnie est de 2,25 milliards de francs et celui de Dumez de 1,5 milliard de francs.

Thomson conserve la Sodetog

La Sodetog, la filiale ingénierie de Thomson, en crise depuis plusieurs années, sera intégrée dans la branche systèmes et armes de Thomson-CSF, présidée par M. Jean-François Briand. Le groupe a cherché pendant l'été des solutions de reprise externe, mais il a finalement choisi de conserver l'entreprise, recentrée sur les domaines de la défense et de l'espace.

Il y a quelques jours, Thomson a annoncé la suppression d'ici la fin 1988 d'un tiers des effectifs de la Sodetog (319 emplois sur 980).

SOCIAL

Pour promouvoir les conventions de conversion

M. Séguin finance une campagne publicitaire des syndicats et du patronat

Les syndicats et le patronat vont faire ensemble une campagne de publicité à la télévision. Sans doute à partir de septembre : un « spot » est en préparation.

Exceptionnel, l'événement a eu cependant un précédent. Au cours du mois de juillet, les mêmes, c'est-à-dire les cinq confédérations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC et la CGC), le CNPF et la CGPME avaient déjà eu recours aux radios pour une première opération publicitaire de grande ampleur. Quelque trois cents messages avaient été diffusés sur les ondes.

La cause de ce battage est, elle aussi, inhabituelle et n'a pas été sans provoquer de longues discussions. Gestionnaires de l'Association de gestion des conventions de conversion (AGCC), présidée par M. Alain Delon, secrétaire général adjoint de la CFTC, les partenaires sociaux avaient besoin de populariser un nouveau « produit » : la convention de conversion, prévue dans le plan social en cas de licenciements collectifs. Il fallait attirer l'attention des employeurs et des licenciés potentiels sur l'intérêt que pouvait présenter la formule.

La CGT et la CGC mises à part, les partenaires sociaux ont investi la convention de conversion, devenue leur affaire commune, pour compenser les effets de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Mieux, ils en ont fait le point positif de l'accord paritaire réalisé à la fin de 1986. Pour la première fois, expliquaient-ils alors — et M. Edmond Maire a repris la même

argumentation dans son article du Monde du 19 août, — une mesure d'accompagnement était prévue pour tous les licenciements économiques, quelle que soit la taille de l'entreprise. Les 150 000 salariés de l'entreprise, le dispositif semble boudé, tenu en suspicion par les chefs d'entreprise comme par les salariés licenciés, malgré les avantages qu'il devrait procurer. En juillet, on ne recensait que 1 500 nouveaux bénéficiaires. On était loin des chiffres espérés (entre 4 000 et 7 000 chaque mois).

Une dotation de 10 millions de francs

Il était important de réagir par une campagne d'information. Mais deux facteurs se présentaient aussi. Il était délicat de prêter publiquement une solution pour les licenciements. Organisme collecteur des fonds nécessaires auprès des entreprises et des salariés, l'AGCC ne pouvait dépenser des sommes... dont elle ne disposait pas.

Tout aussi intéressé que les syndicats et le patronat au succès des conventions de conversion, M. Philippe Séguin a donc apporté sa contribution. Le ministre des affaires sociales et de l'emploi a proposé à l'AGCC de financer une campagne publicitaire. Sur ses propres crédits, il a accordé une « dotation » de 10 millions de francs, non remboursables. Les partenaires sociaux, d'abord embarrassés, ont accepté à l'unanimité la proposition. Leur décision a été prise après qu'ils ont eu l'assurance de conserver la

parfaite maîtrise de l'argumentaire. Il n'était pas question, pour eux, de « faire la campagne de Séguin ».

Le résultat est surprenant, surréaliste même. Voilà un ministre qui finance une opération de propagande dans l'intérêt des syndicats et du patronat. Voilà des partenaires sociaux, habituellement opposés, qui organisent en chœur la promotion de la méthode la plus étonnante pour régler le douloureux problème des licenciements économiques, aidant ainsi, indirectement, le gouvernement.

Ouvertement, c'est l'AGCC qui apparaît comme le commanditaire de la campagne publicitaire. Le texte définitif de l'annonce fait actuellement l'objet de la surveillance la plus attentive qu'on imagine. On ne sait pas encore si les téléscripteurs approuveront que « cette page de publicité [leur] a été offerte par M. Philippe Séguin », ni s'ils découvriront que « la convention de conversion est recommandée par [leurs] syndicats et [leur] patronat ».

ALAIN LEBEAUCHE.

EN BREF

● Augmentation de 0,7 % en juillet du nombre de chômeurs indemnisés. — Selon les statistiques mensuelles publiées, le mercredi 26 août, par l'INSEE, le nombre de chômeurs et de préretraités indemnisés a augmenté en juillet de 0,7 % en données corrigées et baissé de 0,8 % en données brutes. Au total, 2 176 800 personnes recevaient une allocation en fin de mois, contre 2 194 300 en juin dernier. Les demandes d'emploi étaient 1 892 800 (+ 4,4 % en un an) et les préretraités 480 600 (- 15,5 % en un an). Il y avait 3 400 bénéficiaires de l'allocation versée au titre des nouvelles conventions de conversion.

● Manifestation de la CGT-Renault à l'Opéra de Paris. — Environ cent cinquante militants de la CGT de l'usine Renault de Boulogne-Billancourt ont investi l'Opéra de Paris, jeudi 27 août dans la matinée. L'occupation s'est prolongée jusqu'à 14 heures, tandis que les manifestants se rassemblaient sur la place. « Renault n'est pas à vendre ; il appartient à la nation », proclamait la banderole déployée sur le toit. M. Gérard Alazard, secrétaire de la CGT, a déclaré que son organisation entendait, par cette action, « élever le mur du silence » et s'opposer aux projets du gouvernement.

(Publicité)
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE ET DE L'ENVIRONNEMENT
1^{er} bureau - Tél. : 01/40 - Tél. 35-03-83-18
(Appeler impérativement les téléphones ci-dessus)

AVIS AU PUBLIC

POSTE 400 kV de PENLY
Programme A
Enquête publique préalable à l'approbation du projet et à l'autorisation d'exécution des travaux

Il est porté à la connaissance du public qu'en application de l'arrêté du 21 août 1987 du préfet, commissaire de la République du département de la Seine-Maritime, une enquête publique préalable à l'approbation du projet et à l'autorisation d'exécution des travaux de construction du poste 400 kV de PENLY, programme A, se déroulera du 14 septembre au 14 octobre 1987 inclus, à la demande d'ELECTRICITÉ DE FRANCE - Service national.

L'ouvrage projeté est situé sur le territoire des communes de PENLY et SAINT-MARTIN-EN-CAMPAGNE.

Le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur le registre ouvert à cet effet aux lieux, jours et heures précisés ci-dessous :

- Préfecture de la Seine-Maritime - Direction de la réglementation générale et de l'environnement - 1^{er} bureau : du LUNDI au VENDREDI de 9 heures à 16 heures
- Sous-préfecture de DIEPPE : du LUNDI au VENDREDI de 9 heures à 12 h 30 et de 13 h 15 à 16 heures.
- Mairie de PENLY : les LUNDI et JEUDI de 17 h 30 à 19 heures.
- Mairie de SAINT-MARTIN-EN-CAMPAGNE : les MARDI et VENDREDI de 15 heures à 19 h 30.

Pendant la durée de l'enquête, des observations écrites pourront également être adressées au commissaire enquêteur à la mairie de PENLY où elles seront annexées au registre d'enquête.

Le commissaire enquêteur désigné pour conduire l'enquête est M. Marcel POIRÉ, ingénieur des travaux publics de l'Etat, retraité, domicilié 25, boulevard de Verdun à DIEPPE.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, pour y recevoir ses observations, aux lieux, jours et heures suivants :

- Mairie de PENLY : les lundi 21 septembre, 28 septembre, 5 octobre et 12 octobre 1987 de 17 h 30 à 19 heures.

Le rapport qu'établira le commissaire enquêteur pour relater le déroulement de l'enquête et examiner les observations recueillies, ainsi que ses conclusions motivées, pourront être consultés par les personnes intéressées à la préfecture de la Seine-Maritime - Direction de la réglementation générale et de l'environnement - 1^{er} bureau, à la sous-préfecture de DIEPPE, ainsi qu'aux mairies de PENLY et SAINT-MARTIN-EN-CAMPAGNE, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Communication de ces documents pourra également être obtenue à la préfecture de la Seine-Maritime ou à la sous-préfecture de DIEPPE.

Economie

REPÈRES

Terres agricoles

96 000 hectares
revendus par les SAFER

En 1986, les trente sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) ont réalisé un chiffre d'affaires de 2,4 milliards de francs en revendant 96 000 hectares de terres agricoles, ce qui est un record. Plus de vingt mille agriculteurs ont bénéficié des interventions des SAFER, dont 40 % ont moins de trente-cinq ans. Les SAFER ont participé à l'installation de 1 370 agriculteurs (contre 1 800 en 1985) et à des agrandissements d'exploitations (6 hectares en moyenne pour une surface initiale de 43 hectares, soit + 14 %). La proportion de terres acquises par adjudication a diminué : 9 % des surfaces. Le stock des terres invendues est tombé à 110 000 hectares (170 000 en 1981). Les SAFER n'ayant acheté en 1986 que 82 000 hectares.

Consommation
intérieure

Taxes

pour freiner la demande
en Italie

M. Giuliano Amato, le nouveau ministre italien des finances (socialiste), a annoncé, le jeudi 27 août, une augmentation des taxes d'intérêt et de sévères mesures fiscales afin d'enrayer, dit-il, le « surchauffe » de la demande. Le taux d'escompte de la Banque d'Italie est passé de 11,5 % à 12 %, et l'on s'attend à une augmentation de 4 % de la TVA sur les automobiles, le hi-fi, la vidéo, le matériel photographique et électrique, et l'ameublement.

Ces décisions ont également pour but de calmer les mouvements de spéculation alimentés par de récentes rumeurs sur une prochaine dévaluation de la lire. De telles rumeurs ont été fermement démenties par M. Amato, qui a déclaré qu'une dévaluation « n'était pas une option ».

Ces derniers mois, les indicateurs économiques de ce pays, qui vient de vivre une crise politique de près de cinq mois, faisaient apparaître une poussée de l'inflation et une augmentation du déficit de la balance des paiements.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT — Obligations 13,40 % 1984

Les intérêts courus du 24 septembre 1986 au 23 septembre 1987 seront payables à partir du 24 septembre 1987 à raison de 603 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 3) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 67 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 113,85 F, soit un net de 489,15 F.

CNT — Obligations TMO 1984

Les intérêts courus du 24 septembre 1986 au 23 septembre 1987 seront payables à partir du 24 septembre 1987 à raison de 378,27 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 3) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 42,03 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 71,41 F, soit un net de 306,86 F.

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres inscrits en compte « nominatifs purs » seront réglés aux titulaires par la Caisse nationale des télécommunications.

Promodès

Résultats provisoires du premier semestre 1987

An premier semestre 1987, le chiffre d'affaires hors taxes du groupe Promodès s'est élevé à 16,2 milliards de francs, en augmentation de 5 % sur les six premiers mois de 1986.

PROMODÈS CONSOLIDÉ

(en millions de francs)

	Variation 1987/1986	1 ^{er} semestre 1987	1 ^{er} semestre 1986
Chiffre d'affaires hors taxes	+ 5 %	16 236	15 405
Résultat courant avant impôt	+ 10 %	107,9	97,4
Bénéfice net après impôt part du groupe	+ 28 %	40,7	31,9

En France, la progression moyenne de 7 % traduit une évolution divergente des différentes activités avec une quasi-stagnation dans le commerce de gros et une progression de 11 % dans les supermarchés Champion et de 12 % dans les hypermarchés Continant.

A l'étranger, les variations du taux de change ont encore affecté l'évolution en francs du chiffre d'affaires.

Ainsi, en monnaies locales, les activités ont progressé de 5 % aux États-Unis (- 11 % en FF) et de 25 % en Espagne (+ 21 % en FF).

Pour l'ensemble des activités, le résultat courant marque une progression dans la ligne des résultats attendus. En revanche, le résultat net part du groupe est augmenté par des plus-values réalisées au premier semestre dont l'effet sera évidemment très atténué sur l'ensemble de l'année.

PROMODÈS S.A.

(en millions de francs)

	1 ^{er} semestre 1987	1 ^{er} semestre 1986
Chiffre d'affaires hors taxes	5 154	5 078
Résultat courant	- 19,5	- 7,8
Bénéfice net après impôt	+ 7,8	- 5,9

Pour le premier semestre, le chiffre d'affaires hors taxes reste stable. Les mesures de restructuration ont, comme prévu, affecté négativement l'évolution du résultat courant.

Le bénéfice net après impôt provient de la réalisation de plus-values de cessions.

REGARDS SUR L'ÉTRANGER

États-Unis : des lendemains
qui ne chantent pas
pour tout le mondeWASHINGTON
correspondance

inconnu, le plus souvent une compagne d'assurance.

Ainsi l'agriculture, un grand secteur de l'économie américaine, est encore en crise et ne sort tout juste du marasme que grâce aux 26 milliards de dollars de subventions fédérales auxquelles il conviendra d'ajouter probablement une ligne de crédit de 6 milliards pour renforcer le système fédéral de crédits agricoles, qui menace de s'effondrer. Voilà qui méconforte le contributeur, sans pour autant satisfaire les agriculteurs.

Le contraste est grand entre la langue de l'agriculture et le dynamisme retrouvé de l'industrie, entre la morosité des campagnes et la vitalité des centres urbains. A Philadelphie, Boston, Baltimore et, plus récemment, à Miami, entre autres, la coopération entre l'entreprise privée et le secteur public a transformé le paysage urbain en renaissant pratiquement des quartiers abandonnés et délabrés pour en faire des centres commerciaux actifs, offrant de multiples attractions à la foule des visiteurs. Mais l'essor industriel est inégal. Les industries affectées par la concurrence étrangère, comme les textiles, la chaussure, continuent de péricliter; l'automobile recule, mais le bâtiment va bien; l'industrie du pétrole va mieux; l'industrie de l'aluminium opère à 80 % de sa capacité (64 % d'augmentation par rapport à l'an dernier).

Un réservoir inépuisable
de pauvres

La menace d'un retour à l'inflation en 1988 n'est pas conjurée. La plupart des économistes prévoient que les syndicats abandonneront l'an prochain leur politique de modération et de coopération avec le patronat pour déclencher un mouvement de revendications qui débouchera sur une augmentation générale des salaires.

L'écart entre les statistiques et les réalités est grand, mais il arrive qu'elles coïncident. Une simple visite dans les régions déshéritées des Appalaches, ou dans les quartiers délabrés de certains centres industriels, suffit pour confirmer les chiffres officiels du *Census Bureau* sur la pauvreté. Ils indiquent clairement un recul de la pauvreté, mais minimiser, mais ils établissent également que quatre années d'une reprise économique soutenue n'ont pas réduit sensiblement le nombre des pauvres. Certes, le taux de pauvreté, c'est-à-dire la proportion de ceux vivant au-dessous d'un seuil variable et fixé chaque année (11 000 dollars annuellement pour une famille de quatre personnes, 7 000 pour un couple en 1986), est passé de 15,2 % en 1983 à 13,6 % cette année. Mais les statistiques indiquent aussi que l'écart s'accroît entre les riches et les pauvres.

Bref, la pauvreté a la vie dure et la croissance n'apparaît pas comme la panacée espérée. Les dépenses de l'État fédéral (passablement réduites par le gouvernement Reagan) n'ont eu qu'un effet marginal. Le réservoir des pauvres en effet se reconstitue rapidement, d'abord des femmes défavorisées — noires en majorité — non mariées, et devant élever seules leurs enfants; ensuite, et surtout, des Hispaniques. A l'exception des immigrés cubains, les Hispaniques, avec maintenant bien établis à Miami, les Portoricains et surtout les immigrants mexicains (60 % de la population latino-américaine des États-Unis), ont remplacé les Noirs en haut de l'échelle de la pauvreté. Alors que le nombre de Noirs « officiellement »

★ Dans la série « Regards sur l'étranger », nous avons publié dans nos éditions du 18, 19, 20, 21, 22, 25, 26, 27 et 28 août des articles sur la Belgique, l'Italie, l'Espagne, la Grèce, la Suède, la Grande-Bretagne, le Canada, les Pays-Bas et l'Allemagne fédérale.

POLOGNE

Les chantiers navals
de Gdansk en crise

Varsovie (AFP). — Le plan annuel de production des chantiers navals de Gdansk n'a été réalisé qu'à 14 % au cours du premier semestre 1987, selon le quotidien du parti communiste, *Trybuna Ludu*.

La direction des Chantiers navals Lénine, qui emploient quelque treize mille ouvriers et constituent la principale activité de ce port de la Baltique, est notamment confrontée à une « fuite » de personnel qui, pour des raisons matérielles, préfère se diriger vers le secteur privé. De plus, le manque de coordination des Chantiers avec les entreprises de sous-traitance se traduit par un retard des livraisons et une perte « substantielle » de profit.

Trybuna Ludu critique enfin la direction, qui « n'est même pas capable de déterminer les causes de ce manque de rendement ». « Les difficultés actuelles sont le résultat de la conservation, de la peur des cadres devant l'innovation et les décisions courageuses », estime l'organe du Parti communiste.

● Nouvelle arrestation dans l'affaire Volkswagen. — Un troisième suspect a été arrêté, le mercredi 26 août en RFA, dans l'enquête sur l'escroquerie qui a coûté 480 millions de deutschemarks à la firme automobile Volkswagen. Deux cambistes financiers par le constructeur, Burkhard Jungner et Lutz Chausz, avaient déjà été arrêtés, le 5 avril et le 6 juin. L'homme interpellé mercredi, un ancien collaborateur de Burkhard Jungner, est, selon le juge d'instruction, « fortement soupçonné de complicité de débauchage de fonds et de complicité dans la falsification des documents ».

L'agent de change Joachim Schmidt, soupçonné d'être l'homme-clé de cette affaire, est en fuite depuis la révélation du scandale, en mars dernier. — (AFP.)

Marchés financiers

PARIS, 27 août ↑

Encore assez ferme

Bonne surprise jeudi rue Vivienne. Quand beaucoup s'attendaient à quelques retours de bâton après le rapide montage des cours le veille (hors de 1,9 % de hausse), le marché a eu une certaine cornue d'atténuer une certaine forme de bon aloi. Il progressait ainsi de 0,84 % en séance. Les étrangers, notamment les Anglais, commencent à revenir à Paris. Ils rejoignent les grands investisseurs qui, eux, restent... de vacances.

Les graphiques sont bons, et l'indice CAC revient au-dessus de la moyenne mobile des 200 bourses, ce qui, pour les chartistes, est un élément positif. Les rumeurs d'une baisse des taux stimulent la communauté financière sans pour autant contourner le MATIF, qui reste hésitant. A l'étranger, les valeurs financières continuent d'être convoitées. La Midland, la Sovac s'inscrivent parmi les plus fortes hausses de la journée au côté de la Compagnie bancaire, également très recherchée. Parmi les valeurs industrielles, la SFPI se distingue à la hausse après l'annonce de l'entrée de la Compagnie de navigation mise à hauteur de 5 % dans son capital. De son côté, Saint-Gobain a indiqué qu'à la suite de l'augmentation de capital de la Société générale d'entreprises (SGE) il posséderait directement et indirectement 64,96 % des parts. Si les Chargés n'ont pas encore annoncé de leur côté la minorité de blocage dans Prouver, en revanche M. Duvellay, PDG du groupe laurier, contre-attaque. Il a annoncé posséder, à titre personnel, 10,5 % de Vigne Ensembles Vitoux, un holding qui a des participations dans Prouver.

On apprend également la suspension de la cotation des actions du Crédit général industriel en vue d'une opération financière. L'annulation revient donc sur ce marché qui retrouve à présent ses niveaux de hausse atteints à la fin du mois de mai.

CHANGES

Dollar : 6,0525 F ↓

Le dollar poursuit son repli sur l'ensemble des marchés vendredi 28 août. A Tokyo, dès l'ouverture, la Banque du Japon est intervenue pour soutenir la monnaie américaine qui baissait dans le sillage de Wall Street. Le repli se passe sur des marchés calmes, mais les cambistes jouent plutôt à la baisse.

FRANCFORT 27 août 28 août

Dollar (en DM) ... 1,835 1,830

Tokyo 27 août 28 août

Dollar (en yen) ... 142,18 142,18

MARCHÉ MONÉTAIRE

(officiels privés)

Paris (28 août) ... 73/16-75/16

New-York (27 août) ... 61/16-62/16

NEW-YORK, 27 août ↓

Au-dessous des 2 700

Les prises de bénéfices se sont accentuées jeudi à Wall Street, et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles est retombé au-dessous de la barre des 2 700 dès l'ouverture, avant de rebondir à 2 675,06, en baisse de 26,79 points. Quelques 164 millions d'actions ont été échangées, et le nombre de hausses a dépassé celui des baisses : 1 037 contre 529, 411 titres demeurant inchangés.

Ce contraste de vente est dû à la remontée des taux d'intérêt obligataires. Les taux des bons du Trésor à court terme ont dépassé jeudi 6 % et ceux des bons à long terme 9 %, ce qui, selon les analystes, accroit leur attrait aux dépens des valeurs boursières. La faiblesse persistante d'IBM fait craindre qu'une correction plus sévère que les précédentes ne se soit amorcée à Wall Street. Parmi les valeurs les plus traitées figuraient ATT (2,851 millions d'échanges), IBM (2,094 millions), Philip Morris (1,640 million), Motorola (1,521 million), Alcoa (1,440 million) et Polaroid (1,298 million).

VALEURS	Cours du 27 août	Cours du 28 août
Alcoa	57 1/8	57 1/8
Amalgamated	38 3/4	38 3/4
ATT	34 1/2	33 3/4
Boeing	88	87 3/4
Case Western	41 1/2	41 1/2
De Post de New York	124 7/8	125 1/4
Eastman Kodak	102 1/8	100 1/8
Ford	111 3/8	107 1/4
General Electric	64 1/4	62 3/8
General Motors	50 7/8	50 1/4
IBM	78 1/2	78 1/2
IBM	108	106 1/2
ITT	83 7/8	83 1/2
Johnson & Johnson	52 1/2	52 1/2
Pfizer	72 7/8	73 1/8
Schlumberger	47 3/8	47 1/8
Tesco	114 1/4	114 1/4
Union Carbide	30 1/2	29 3/4
U.S. Steel	37 1/2	37 1/8
Windsor	17 1/4	17 1/4
Windsor	81 3/4	81 3/8

INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100 à 31 déc. 1986)

26 août 27 août

Valeurs françaises ... 106,3 106,6

Valeurs étrangères ... 136,7 136

C* des agents de change (base 100 à 31 déc. 1981)

Indice général ... 438,7 435,5

NEW-YORK (Index Dow Jones)

26 août 27 août

Industrielles ... 2 701,85 2 675,06

LONDRES (Index Financial Times)

26 août 27 août

Industrielles ... 1 758,20 1 755,10

Mines d'or ... 431,28 435,08

Fonds d'Etat ... 84,94 84,94

TOKYO

27 août 28 août

Nikkei Dow Jones ... 25 948,78 25 754,96

Indice général ... 2163,99 2157,48

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 27 août 1987

Nombre de contrats : 115 096 (nouveau record)

COURS	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	Juin 88
Dernier	100,90	100,60	100,55	—
Précédent	101,15	101	100,95	100,75

LA VIE DE LA COTE

PROGRESSION DE 22 % DU BÉNÉFICE NET DE SEMA-METRA. — Pour le premier semestre 1987, le groupe Sema-Metra a enregistré un résultat net consolidé d'environ 22 millions de francs, en progression de 22 % par rapport aux six premiers mois de 1986. Le chiffre d'affaires s'élève à 666,3 millions, soit une progression par croissance exclusive interne de près de 7 %.

HAUSSE DE 19,35 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES D'ECOCO. — Le groupe Ecco (travail temporaire de services financiers) a réalisé au cours des six premiers mois un chiffre d'affaires consolidé de 2,36 milliards de francs, en hausse de 19,35 % par rapport à la même période de l'année dernière.

PROGRESSION DE 81 % DU BÉNÉFICE DE LAIDROCK. — Laidrock, deuxième chaîne télévisuelle de Grande-Bretagne, a annoncé une hausse de 81 % de son bénéfice imposable au premier semestre 1987, à 55,2 millions de livres contre 30,5 millions pour la même période de l'année précédente.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
SE-U	6,0475	6,0500	+ 18	+ 25
3 cm	4,5867	4,5920	- 83	- 65
Yen (100)	142,68	142,68	+ 119	+ 134
DM	3,3402	3,3438	+ 83	+ 106
Flora	2,9645	2,9671	+ 47	+ 57
E.L. (100)	14,0710	14,0819	+ 48	+ 173
S.S.	4,0887	4,0931	+ 116	+ 135
L.I. (100)	4,0884	4,0946	- 281	- 225
C.	9,8484	9,8706	- 228	- 177

TAUX DES EUROMONNAIES

	6 M	12 M	3 M	6 M	9 M	12 M	18 M	24 M	36 M	48 M	60 M	72 M	84 M	96 M	108 M	120 M
SE-U	6 5/8	6 7/8	7 1/4	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
DM	4	4 1/4	5 1/4	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8
Flora	4 5/8	5 1/8	5 1/8	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
E.L. (100)	6 1/8	6 5/8	6 5/8	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4
S.S.	40	40	40	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4
L.I. (100)	10 1/2	11 1/2	13 1/2	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8
9 M	9 3/8	9 5/8	9 3/4	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 3/8
F. franc	7 3/8	7 5/8	7 3/4	8	7 15/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matrice par une grande tampe de la place.

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours du 27 août	Cours du 28 août
Alcoa	57 1/8	57 1/8
Amalgamated	38 3/4	38 3/4
ATT	34 1/2	33 3/4
Boeing	88	87 3/4
Case Western	41 1/2	41 1/2
De Post de New York	124 7/8	125 1/4
Eastman Kodak	102 1/8	100 1/8
Ford	111 3/8	107 1/4
General Electric	64 1/4	62 3/8
General Motors	50 7/8	50 1/4
IBM	78 1/2	78 1/2
IBM	108	106 1/2
ITT	83 7/8	83 1/2
Johnson & Johnson	52 1/2	52 1/2
Pfizer	72 7/8	73 1/8
Schlumberger	47 3/8	47 1/8
Tesco	114 1/4	114 1/4
Union Carbide	30 1/2	29 3/4
U.S. Steel	37 1/2	37 1/8
Windsor	17 1/4	17 1/4
Windsor	81 3/4	81 3/8

Comptant

ALPH	VALEURS	Cours du 27 août	Cours du 28 août
Alcoa	57 1/8	57 1/8	57 1/8
Amalgamated	38 3/4	38 3/4	38 3/4
ATT	34 1/2	33 3/4	33 3/4
Boeing	88	87 3/4	87 3/4
Case Western	41 1/2	41 1/2	41 1/2
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			
De Post de			

BOURSE DE PARIS

27 AOUT Cours relevé à 17 h 34

27 AOÛT										Cours révisés à 17 h 34							
Règlement mensuel																	
Compagnies	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnies	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnies	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%
1102	A.S. 1673	1800	1800	1800	+ 0.47	1102	A.S. 1673	1800	1800	1800	+ 0.47	1324	Bahamas	134.80	135.90	122	- 2.83
1127	C.U.P. 37	4284	4284	4284	+ 0.84	1127	C.U.P. 37	4284	4284	4284	+ 0.84	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1185	R.J.P. 127	1185	1185	1185	+ 0.33	1185	R.J.P. 127	1185	1185	1185	+ 0.33	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26	1324	De Beers	284.10	289.60	257.50	- 2.50
1128	C.R. 127	1128	1128	1128	+ 0.26												

[illegible]

Second marché (admission)										Hora-cote									
VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours
AER.S.A.	1027	1030	Dreux	916	901	Mecanica	250	250	250	250	250	CEM	335	340	340	Fruct-Amendons	1232	1232	1232
Alcatel	572	580	Diffusion-GR. Intercont.	...	...	ALAD	285	285	285	285	285	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572	580	Edifone-Belcom	...	...	Alcatel	290	290	290	290	290	Fruct-Blanc	1009	1009	1009	Fruct-Blanc	1009	1009	1009
Alcatel	572																		

